UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01730503 8

Il a été imprimé de cet ouvrage :

15 exemplaires sur papier de Chine, numérotés de 1 à 15;

15 exemplaires sur papier des manufactures impériales du Japon, numérotés de 16 à 30;

80 exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder, numérotés de 31 à 110.

L'édition ordinaire est tirée sur papier vélin pur fil.

W o T
512

LES ORIGINES DE LA GUERRE

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1921.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE :

Histoire politique. *Chroniques de quinzaine.*
Tome Ier (15 mars-1er septembre 1920).

EN PRÉPARATION :

Tome II (15 septembre 1920-1er mars 1921).

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26122.

P.7513m2

RAYMOND POINCARÉ
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LES ORIGINES DE LA GUERRE

Conférences
Prononcées à la « Société des Conférences » en 1921

191081
26.9.24

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

Tous droits réservés

D
513
P65

Copyright 1921 by Plon-Nourrit et Cie.
Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

LES ORIGINES DE LA GUERRE

I

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE APRÈS 1870

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre à la Serbie. Le 1er août 1914, au moment où les horloges de l'Europe centrale marquaient 5 heures de l'après-midi, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie. Le lundi 3 août 1914, à 6 h. 45 du soir, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris se présentait au cabinet de M. René Viviani, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Le baron de Schœn n'avait pas, ce jour-là, cette bonhomie souriante et cette rondeur familière auxquelles les huissiers mêmes du quai d'Orsay étaient depuis longtemps accoutumés. Il était sombre et une émotion qui semblait sincère décomposait entièrement son visage. Il dit à M. Viviani, sans d'ailleurs y insister autrement, que, dans le trajet de l'ambassade au ministère, il avait été reconnu par deux dames, qui étaient montées pour l'insulter

sur le marchepied de sa voiture. En fait, depuis quarante-huit heures, et malgré la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, il se promenait constamment dans Paris, avec une ostentation qui ne lui était pas habituelle ; il allait déjeuner et dîner au restaurant, et il paraissait chercher un incident qui pût fournir à son pays un grief plausible contre la France (1). Grâce à la sagesse des Parisiens, l'incident ne s'était pas produit et, dès lors, le baron de Schœn avait dû invoquer auprès du gouvernement de la République, à l'appui de la déclaration de guerre qu'il était chargé de nous remettre, les prétextes ridicules que vous savez. « Monsieur le Président, avait-il écrit dans la lettre qu'il apportait à M. Viviani, les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique en survolant le territoire de ce pays ; l'un a essayé

(1) Le baron de Schœn, ayant eu connaissance de cette conférence, m'a adressé, dans le *Tageblatt* du 1er mars, une lettre ouverte, où il a loyalement reconnu qu'il n'y avait rien d'exact dans les prétendues agressions militaires de la France, et où il a ajouté qu'il n'avait pas cherché à provoquer un incident par des sorties dans Paris. Je lui donne bien volontiers acte de sa déclaration. Mais, le 1er et le 2 août, il avait laissé au gouvernement français l'impression que j'ai rapportée. Ce qui reste établi, c'est que les motifs allégués par l'Allemagne pour nous déclarer la guerre étaient faux.

de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus dans la région de l'Eifel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg. » Il n'était pas une seule de ces allégations qui ne fût audacieusement contraire à la vérité et le baron de Schœn avait raison d'en laisser la responsabilité aux autorités administratives et militaires allemandes. Il avait même pris sur lui d'écarter quelques-unes des plus mauvaises raisons que Berlin lui avait fournies. La déclaration que lui avait envoyée le chancelier de l'Empire (1) portait, en effet : « Des troupes françaises ont déjà franchi hier la frontière allemande à Montreux-Vieux et sur des routes de montagne dans les Vosges ; elles sont encore sur le territoire allemand. Un aviateur français, qui a dû survoler le territoire belge, a été abattu hier déjà, en essayant de détruire le chemin de fer à Wesel. » M. de Schœn ne pouvait pas ne pas juger très compromettantes des affirmations aussi précises. Parler d'un aviateur abattu, c'était se mettre peut-être dans l'obligation d'identifier un fantôme ; prétendre qu'il y avait des soldats français sur le sol allemand, c'était s'exposer à ce que

(1) *Die deutschen Dokumente zum Kriegs-Ausbruch, Vollstandige Sammlung*, von Karl Kaustky, 4 vol. in-8°, (Charlottenburg, 1919).

(N° 734.) Voir de même, *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*, par K. Kautsky, traduction française de Victor Dave (A. Costes, édit., 1921, p. 181).

M. Viviani répondît : « Vous savez bien que rien n'est plus faux et que, dès le 30, pendant que l'Allemagne prenait des dispositifs de couverture à quelques centaines de mètres de notre territoire, nous, Français, nous avons, par excès de précaution, arrêté nos troupes à dix kilomètres de la frontière et que nous leur avons interdit de s'en approcher davantage. » M. de Schœn, qui était renseigné sur cette mesure, eut donc le bon esprit de ne retenir de la note qui lui avait été adressée par le chancelier que la fable des aéroplanes. Celle-là, du moins, avait le mérite d'être provisoirement moins facile à réfuter. M. Viviani, bien entendu, protesta contre une articulation qu'il savait mensongère, mais comment eût-il pu démontrer à M. de Schœn qu'aucun aviateur français ne s'était aventuré dans un ciel défendu? L'Allemagne elle-même s'est chargée, par la suite, de cette démonstration. Elle n'a retrouvé à Wesel ni appareil, ni aviateur de France et, au mois d'avril 1916, le bourgmestre de Nuremberg a certifié, dans une lettre publiée par le professeur Schwalbe, que jamais aucune bombe n'avait été jetée sur le chemin de fer. Du reste, à l'heure même où l'ambassadeur remettait la déclaration de guerre au président du Conseil, le chancelier de l'Empire et la Wilhelmstrasse avaient reçu du ministre prussien à Munich le renseignement que voici, daté du 2 août : « On a seulement signalé (à Nuremberg) des aéroplanes inconnus qui, manifes-

tement, n'étaient pas des aéroplanes militaires. Le lancement des bombes n'est pas établi, et il est encore moins prouvé, naturellement, que les aviateurs étaient français. » D'après M. Karl Kautsky, il y avait alors, dans certaines villes allemandes, de si étranges hallucinations collectives que le directeur de la police de Stuttgart avait dû adresser à la population cet appel significatif : « On prend des nuages pour des dirigeables, des étoiles pour des aéroplanes, des éclatements de pneumatiques de bicyclettes pour des bombes. » Mais, que le gouvernement impérial, dûment informé de ces petites paniques, ait donné à la France et au monde comme des réalités les monstres enfantés par des imaginations maladives et qu'il ait agité ces spectres pour essayer de justifier une déclaration de guerre, n'est-ce pas le défi le plus insolent qui puisse être jeté par un État civilisé à la raison et à la vérité?

M. Viviani rappela, d'ailleurs, à M. de Schœn que, la veille, il lui avait remis à lui-même une note pour protester contre un certain nombre de violations de frontières, commises par les troupes allemandes. Sur plusieurs points, en effet, nous avaient été signalées, dans la matinée du 2 août, des incursions systématiques. Près de Longwy et de Cirey-sur-Vezouze, des patrouilles allemandes s'étaient avancées dans la zone abandonnée par nos armées. Dans les environs de Belfort, deux détachements de cavalerie avaient pénétré jusqu'aux

villages de Boron et de Joncherey. M. de Schœn, averti par le président du Conseil, avait télégraphié à Berlin le 2 août, à 23 h. 15 (1) : « Le gouvernement français proteste auprès de moi contre très sérieuse violation de la frontière par nos troupes près de Delle jusqu'au delà de la zone française de dix kilomètres, également contre des incursions militaires avec meurtre d'un soldat français. Par suite de cette dernière nouvelle et d'autres, les esprits sont ici très surexcités. Signé : SCHŒN. » Le gouvernement impérial n'ignorait donc pas, le 3 août, qu'il n'y avait, dans sa déclaration de guerre, qu'un travestissement effronté des faits les mieux établis (2). Mais que lui importait? Il était pressé et son état-major réclamait impérieusement une attaque brusquée. Aussi bien, dans la nuit du 1er au 2 août, les troupes allemandes avaient envahi le Luxembourg et, pour s'excuser de méconnaître la neutralité du Grand-Duché, M. de Jagow avait expliqué à M. Eyschen, président du gouvernement luxembourgeois, que les forces françaises étaient en marche dans la vallée de l'Alzette. « Non, avait répliqué M. Eyschen, il n'y a pas dans le Luxembourg un seul soldat français et rien ne nous autorise à croire que la France se dispose à menacer notre neutralité. » Le VIIIe corps allemand n'en avait pas moins

(1) Télégramme déchiffré en France pendant la guerre.

(2) Voir *le Mensonge du 3 août* 1914, par René PUAUX (librairie Payot et Cie).

occupé le pays, au mépris du droit des gens et du traité de 1867 ; il s'avançait ainsi vers la France avant même que l'Allemagne nous eût remis sa déclaration de guerre.

En même temps, l'état-major impérial avait commencé par la Belgique son vaste mouvement tournant. Le dimanche 2 août, à 7 heures du soir, M. de Below Saleske, ministre d'Allemagne à Bruxelles, avait remis à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, un ultimatum dont les termes sont dans toutes les mémoires et qui débutait par la même calomnie : « Le gouvernement allemand a reçu des nouvelles sûres d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur. » Chose curieuse, que nous ont encore révélée les documents publiés en Allemagne par Kautsky (1), cet ultimatum avait été préparé, dès le 26 juillet, au moment où M. Viviani et moi, nous étions encore en pleine mer ; il avait été rédigé, à cette date, de la propre main de M. de Moltke, chef de l'état-major général ; il avait été légèrement retouché par le chancelier de l'Empire et par MM. Stuann et Zimmermann, puis adressé, sous pli cacheté, par M. de Jagow, secrétaire d'État, au ministre d'Allemagne en Belgique, avec recommandation de n'ouvrir l'enveloppe que sur ordre télégraphique. Cet ordre ne fut envoyé que le 2 août

(1) Nos 375 et 376. Cf. édition française, p. 192 et suiv.

à M. de Below Saleske (1). Mais, dès le 26 juillet, l'accusation fausse avait été préparée dans l'ombre contre la France et c'est aussi le 26 juillet — bien avant la longue série des mobilisations et des déclarations de guerre — que le gouvernement impérial avait secrètement composé ce texte cynique : « L'Allemagne n'a en vue aucun acte d'hostilité contre la Belgique. Si la Belgique consent, dans la guerre imminente, à prendre une attitude de neutralité bienveillante envers l'Allemagne, le gouvernement allemand, de son côté, non seulement s'engage, pour la conclusion de la paix, à garantir le royaume et ses possessions dans toute leur étendue, mais est même disposé à accueillir, de la manière la plus bienveillante, les réclamations éventuelles du royaume relatives à des compensations territoriales aux frais de la France. » Lorsque, le 2 août, la Wilhelmstrasse donna à M. de Below Saleske l'ordre attendu de signifier l'ultimatum, elle lui enjoignit de supprimer ce passage. Était-ce crainte de révolter la conscience belge par cette offre d'odieux marché? Était-ce désir de garder pour l'Allemagne seule toutes les compensations territoriales? On ne le saura sans doute jamais. Le gouvernement impérial se rendait, en tout cas, si bien compte de l'effroyable responsabilité qu'il avait prise en préparant cet ultimatum dès le 26 qu'il faisait à son ministre

(1) *Die deustchen Dokumente, etc.*, n° 648.

cette recommandation pressante : « Le gouvernement de là-bas (Belgique) doit demeurer sous l'impression que toutes ces instructions ne vous sont parvenues qu'aujourd'hui. »

Mais ce qui n'était pas vrai le 26 juillet ne l'était pas davantage le 2 août et le gouvernement belge savait mieux que personne que nos troupes ne marchaient pas sur Givet et sur Namur. Dès le 31 juillet, dans une conversation amicale avec M. Davignon, notre ministre à Bruxelles, M. Klobukowski, lui avait spontanément donné l'assurance que la France ne violerait pas la neutralité de la Belgique. Même sans être renseigné sur la véritable date de l'ultimatum qui lui était adressé, le gouvernement du roi Albert Ier était donc en mesure d'apprécier la véracité de la chancellerie impériale.

Sous la présidence de l'auguste souverain qui a été, en ces dernières années, la glorieuse personnification du courage et de la loyauté, les ministres belges tinrent, pendant la plus grande partie de la nuit du 2 au 3 août, un long conseil où fut préparée la réponse à la brutale injonction de l'Empire allemand. Nuit tragique où, sous la noble inspiration de son roi, un petit peuple va donner à l'univers une immortelle leçon de grandeur morale. Sans se laisser ébranler par la menace, la Belgique rappela simplement à l'Allemagne les traités de 1839, confirmés par les traités de 1870, qui consacraient « son indépendance et sa neutra-

lité sous la garantie des puissances et notamment de S. M. le roi de Prusse » et elle ajouta : « Le gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation, en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. » Cette réponse d'une impérissable beauté fut remise au ministre d'Allemagne le 3 août à 7 heures du matin. Vingt-trois heures après, le 4 août, à 6 heures, M. de Below Saleske communiquait à M. Davignon une note par laquelle le gouvernement impérial se déclarait forcé d'exécuter, au besoin par les armes, les mesures de sécurité considérées « comme indispensables ». Déjà, d'ailleurs, à Gemmerich les troupes allemandes avaient pénétré sur le territoire belge.

Ainsi, dans l'été de 1914, les Empires du centre ouvraient à grand fracas, devant l'Europe épouvantée, les portes du temple de Janus et, pour tâcher d'excuser leur geste criminel, ils s'efforçaient d'amuser par des contes puérils l'opinion universelle. Avant toute recherche historique, avant tout examen d'archives, l'esprit le plus impartial et le plus consciencieux doit être, semble-t-il, frappé par une réflexion de simple bon sens. Pourquoi ces raids imaginaires, pourquoi ces bombardements inventés, pourquoi cet ultimatum qu'on couve sept ou huit jours avant de le faire éclore, pourquoi ces annonces trompeuses des prétendues intentions de la France, si l'Allemagne a, pour

déclarer la guerre, des griefs sérieux et des raisons avouables? Qui l'empêche de dire la vérité? Quel besoin a-t-elle de recourir à des expédients et à des détours, si la guerre, comme elle va le dire demain, lui a été imposée et si elle est dans son droit?

A peine cependant les premiers coups de feu sont-ils échangés, qu'une propagande géniale commence à semer les germes de ces mauvaises graminées rampantes qui poussent si vite dans les plates-bandes de l'histoire. L'Allemagne n'a même aucun scrupule à répandre des légendes qui ne s'accordent pas entre elles. Il se trouve, sans doute, un Allemand pour crier ce que les autres veulent taire; c'est Maximilien Harden qui, dès le début de la guerre, proclame : « La guerre, c'est nous qui l'avons voulue. Pourquoi nous en cacher? Nous l'avons voulue pour assurer à jamais la prospérité de l'Allemagne et son hégémonie sur toutes les autres puissances. » Mais, malgré tout son talent, Maximilien Harden est un isolé. Nous le constatons encore aujourd'hui, lorsqu'il reconnaît parfois, dans l'exécution du traité de paix, le juste fondement de nos réclamations. En dehors de lui et de quelques hommes comme MM. Kautsky, Muellon ou Richard Grelling, l'auteur de *J'accuse*, l'Allemagne presque tout entière jure qu'elle est innocente. Elle le jure et il lui arrive même de le croire. Vous avez certainement lu le très intéressant récit fait par un de nos professeurs au lycée français de Mayence

M. Albert Malaurie (1), d'une entrevue que ses collègues et lui ont eue naguère avec les professeurs allemands de la même ville. C'est en vain que nos compatriotes ont essayé d'ouvrir à l'évidence les yeux obstinément fermés de leurs contradicteurs. L'Allemagne ne sait pas très exactement où sont les coupables, mais elle sait, à n'en pas démordre, qu'ils ne sont pas chez elle.

Un jour, c'est à l'Angleterre qu'elle s'en prend, comme l'avait fait Guillaume II lui-même, lorsque, le 29 juillet, il avait criblé d'annotations furieuses une dépêche de son ambassadeur à Londres, le prince Lichnowsky (2) : « L'Angleterre se découvre au moment où elle estime que nous sommes cernés dans la chasse et, pour ainsi dire, liquidés. La canaille vulgaire de boutiquiers a essayé de nous tromper par des dîners et des discours. » Puis, après une nouvelle explosion de rage impériale, cette conclusion catégorique : « L'Angleterre *seule* porte la responsabilité de la guerre et de la paix, pas nous ! Il faut faire savoir tout cela publiquement. » Et le lendemain 30, Guillaume, annotant encore un rapport du comte de Pourtalès, son ambassadeur à Pétersbourg (3), se répand en nouvelles récriminations contre cette Angleterre dont il avait jusqu'au bout escompté la

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1er novembre 1920.

(2) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 368. Édition française de Kautsky, p. 140.

(3) *Ibid.*, n° 601. Édition française de Kautsky, p. 141.

neutralité : « Le filet a été jeté subitement sur notre tête et l'Angleterre, en ricanant, remporte le succès le plus brillant de sa politique mondiale purement anti-allemande... C'est un exploit magnifique, qui mérite l'admiration même de celui qui en meurt ! Édouard VII est encore, après sa mort, plus fort que moi qui suis vivant ! Et il y a eu des gens qui ont cru qu'on pouvait gagner ou apaiser l'Angleterre par telle ou telle mesure ! Incessamment, sans répit, elle a poursuivi son but avec des notes, des propositions de jours de fêtes, des paniques, Haldane, etc. Et nous avons donné dans le piège et avons même mis un temps d'arrêt à nos constructions navales dans l'espoir de l'apaiser ! Tous mes avertissements, toutes mes prières, ont été inutilement prodigués... A cause de notre fidélité à l'alliance envers le vieil et vénérable empereur (François-Joseph), on nous crée cette situation qui offre à l'Angleterre le prétexte souhaité pour nous écraser, en conservant l'hypocrite apparence du droit, c'est-à-dire en donnant son appui à la France, afin de maintenir la fameuse *balance of power;* en d'autres termes, on fait marcher tous les États de l'Europe en faveur de l'Angleterre et contre nous. Maintenant, il faut, sans ménagement, démasquer toutes ces manœuvres... Et nos consuls en Turquie et aux Indes doivent enflammer d'une ardeur sauvage tout le monde de l'Islam contre cet odieux peuple de boutiquiers, menteur et sans conscience.

Car si nous devons périr, il faut que l'Angleterre perde au moins l'Empire des Indes ! » — Cette tempête sous un crâne dénotait, sans doute, quelque absence de sang-froid ; elle faisait, du moins, remonter à la surface de vieux sentiments enfouis au fond de l'âme impériale, ceux-là mêmes que Guillaume exprimait, en 1904, dans sa correspondance avec Nicolas II, lorsqu'il tentait d'organiser contre l'Angleterre, sur la base intangible du traité de Francfort, une ligue de l'Allemagne, de la France et de la Russie. Pendant la guerre, le gouvernement allemand s'est le plus souvent approprié la thèse irritée de son empereur, en attribuant à l'impérialisme britannique les responsabilités du conflit.

D'autres fois, c'est la Russie que l'Allemagne a dénoncée comme la grande coupable. Lorsqu'à Versailles, les délégués du Reich ont esquissé une réponse confuse au réquisitoire des Alliés, tous leurs efforts ont tendu à montrer que si la Russie n'avait pas, dans la matinée du 31 juillet, ordonné la mobilisation en même temps que l'Autriche, la paix aurait pu être sauvée. L'Autriche, il est vrai, n'aurait pas suspendu les hostilités contre la Serbie et la Serbie aurait été écrasée. Mais l'Allemagne affirme, du moins, que les autres puissances auraient été libres d'assister, les bras croisés, au spectacle de cet écrasement. Dans le mémoire que le chancelier de l'Empire a communiqué au Reichstag, le 3 août, il ne s'est pas contenté

de reprocher à la Russie une mobilisation hâtive ; il l'a accusée, comme la France, d'avoir la première commencé, par des violations de frontières, la guerre contre l'Allemagne, et cependant il avait lui-même, la veille, remis à l'empereur un rapport de l'état-major, établissant que c'était seulement dans la matinée du 2, et après la déclaration de guerre par l'Allemagne, que deux escadrons de cosaques avaient tenté une destruction de chemin de fer vers Johannesburg (1). Par la suite, on n'a plus trop osé répéter que la Russie avait eu l'initiative des hostilités, mais on n'a pas cessé de dire que, par une mobilisation précipitée, elle avait fait évanouir des chances encore sérieuses de paix. Nous verrons, au contraire, que rien ne forçait l'Allemagne, même après cette mobilisation, à créer l'irréparable. L'empereur de Russie avait personnellement donné à Guillaume II, par télégramme daté de Peterhof, 31 juillet, sa parole d'honneur que ses troupes ne se livreraient à aucun acte de provocation, et le 1er août, à 7 heures du soir, Nicolas II avait encore télégraphié à l'empereur d'Allemagne : « Je conçois que tu sois obligé de mobiliser. Mais je voudrais avoir de toi la même garantie que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous poursuivrons nos négociations pour le bien de nos deux pays et la paix générale si chère à

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 629.

nos cœurs. » Avant même que Guillaume II eût reçu ce télégramme, qui confirmait celui du 31 juillet, il avait chargé le comte de Pourtalès de porter au gouvernement russe la déclaration de guerre allemande. Ce n'en est pas moins contre la Russie qu'à Versailles, la délégation du Reich a essayé de tourner ses foudres humides.

Pas plus que l'Angleterre et la Russie, la France n'a été épargnée par les perfides campagnes de l'Empire germanique et, soit pendant la guerre, soit même depuis l'armistice, tout a été tenté en deçà et au delà des frontières, pour dénaturer, aux yeux du monde, notre caractère national et pour prêter à notre politique traditionnelle des intentions et des arrière-pensées qu'elle n'a jamais eues. Si l'on feuillette, par exemple, la collection de cette *Gazette des Ardennes*, par laquelle l'Allemagne espérait corrompre l'incorruptible esprit des provinces envahies, ou si l'on interroge, dans les malheureuses régions dévastées, les habitants qui ont vécu, plus de quatre ans, au milieu des armées allemandes, on retrouve, dans les articles de l'abominable journal de trahison, dans les tracts distribués, dans les conversations tenues par les officiers ennemis, le même *leit motiv* : « Ce n'est pas l'Allemagne, c'est le gouvernement français qui a voulu la guerre. » Pas un jour, le solide bon sens de nos populations flamandes, picardes, champenoises ou lorraines ne s'est laissé entamer par cette obsédante répétition du mensonge, mais constam-

ment, minute par minute, est tombée aux mêmes endroits la même goutte d'acide corrosif. France chauvine, France nationaliste, France impérialiste, dont des hommes d'État ambitieux ou imprudents ont flatté, au lieu de les contenir, les secrètes passions de revanche, et qui, le jour où elle s'est sentie fortifiée par l'alliance russe et par l'entente cordiale, n'a plus songé qu'à encercler l'Allemagne et à marcher sur le Rhin ; tel est, en deux mots, le thème que développait, avec un art supérieur de la mise en scène, la propagande germanique et qu'elle illustrait, pour le rendre plus saisissant, de calomnies soigneusement choisies contre quelques personnalités françaises.

Que le président de la République ait eu alors sa place d'honneur dans la galerie des hommes que l'Allemagne considérait comme ses ennemis naturels, c'était la conséquence inévitable du métier qu'il exerçait, et le souvenir de quelques injustices n'est pas fait pour gêner aujourd'hui mon impartialité. Si j'affirme que la France et son gouvernement n'ont rien à se reprocher, ce n'est pas que j'aie souci de défendre contre des accusateurs étrangers l'un quelconque des présidents ou des ministres qui ont, depuis 1871, dirigé les affaires de notre pays ; ce n'est même pas que j'obéisse à la pensée, cependant très avouable, de donner à la France, dans l'histoire qui se prépare, une figure immaculée ; c'est parce qu'après avoir scrupuleusement envisagé les faits et interrogé les

souvenirs de ceux qui savent, je n'ai trouvé, dans la direction de notre politique passée, ni l'ombre d'une volonté belliqueuse, ni même aucune imprudence, maladresse ou omission, qui ait pu justifier les déclarations de guerre de l'Allemagne.

Il y a eu, sans doute, pendant quarante-cinq ans, entre l'Allemagne et la France, un malentendu persistant. L'une ne comprenait pas que l'autre ne se décidât point à devenir son « brillant second ». L'Autriche avait oublié Sadowa. Pourquoi la France vaincue, blessée, spoliée de deux provinces, n'acceptait-elle pas joyeusement, elle aussi, l'hégémonie du vainqueur? Qu'elle fût pacifique, tranquille, résignée, ce n'était pas assez ; il fallait à l'Allemagne autre chose que de la loyauté, de la courtoisie et des égards ; elle voulait arracher à la France, dans de tendres embrassements, la consécration définitive du traité de Francfort et nous enchaîner ensuite, complaisants et passifs, à ses propres destinées.

Le prince de Bülow lui-même, meilleur psychologue et plus fin observateur que la plupart de ses compatriotes, écrivait, avant la guerre, un chapitre intitulé : *la France irréconciliable* (1), et bien qu'il rendît hommage à l'idéalisme français, il disait attendre du temps la guérison de nos erreurs, et il nous trouvait visiblement un peu

(1) Prince de Bülow, *la Politique allemande*, traduction française de M. Maurice Herbette (Henri-Charles Lavauzelle).

fous de garder, au fond de nos âmes, le culte du droit imprescriptible, plutôt que de goûter paisiblement les douceurs de la suprématie allemande. De ce que nous ne voulions pas dire à l'Allemagne : « Vous avez eu raison de violenter la conscience de l'Alsace et de la Lorraine », il concluait que nous rêvions encore « de glorieuses aventures », que la « rancune contre l'Allemagne était l'âme de la politique française » et que « le désir de la revanche était notre passion nationale dominante ».

De 1870 à 1914, la même incompréhension se retrouve, poussée, en général, beaucoup plus loin, chez la plupart des Allemands. Un jour, ils font tout pour irriter l'opinion française ; le lendemain ils s'étonnent que nous ne les remerciions pas de leurs provocations. Jusqu'en 1873, le prince de Bismarck ne cesse pas de nous menacer et de nous malmener ; en 1875, il est même sur le point de rallumer la guerre et n'est arrêté que par l'Angleterre et la Russie. Puis, pendant une dizaine d'années, il s'efforce, par les ruses et les caresses, de nous associer étroitement à sa politique et de nous amener à consacrer, par une ratification permanente, le démembrement de notre territoire. Dans l'espoir de nous brouiller avec l'Italie, il dit au comte de Saint-Vallier, en janvier 1879 (1) : « Je crois que la poire tunisienne est mûre et qu'il

(1) Dépêche du comte de Saint-Vallier à M. Waddington, ministre des Affaires étrangères, 5 janvier 1879.

est temps pour vous de la cueillir », et il répète quelques mois après (1) : « Je veux qu'il n'y ait pas entre nous un point de désaccord. » En 1884, il va plus loin et il propose à notre nouvel ambassadeur, M. de Courcel, une alliance franco-allemande destinée à tenir en échec la puissance maritime de l'Angleterre (2). Et le baron de Courcel, qui voit clair dans le jeu du chancelier, écrit à Jules Ferry (3) : « Au fond, il désire jouer les plus mauvais tours à l'Angleterre, mais par notre main et sans se découvrir. » Et notre ambassadeur ajoute : « Il y a un mot de la conversation (de la conversation de Bismarck), sur lequel je vous demande la permission de revenir : « Je désire en « arriver, m'a-t-il dit, à ce que vous pardonniez « Sedan comme vous avez pardonné Waterloo. » Si nous l'écoutions, continue M. de Courcel, peut-être un jour un de ses successeurs dirait-il à nos neveux : « Je désire que vous me pardonniez « une nouvelle défaite et un nouveau démembre- « ment comme vos pères ont pardonné Sedan ! » Cela prouve combien est impie, combien est féconde en conséquences funestes pour la patrie la légèreté de ceux qui, aveuglés par l'intérêt transitoire d'un parti ou dupes de fallacieuses théories historiques, ont entrepris de justifier aux

(1) Lettre du même au même, 27 juin 1879.

(2) Dépêche du baron de Courcel à M. Jules Ferry, 23 septembre 1884.

(3) Dépêche du 3 décembre 1884.

yeux de la France les traités de 1815 et d'éteindre dans son cœur le ressentiment des douloureuses amputations de cette époque. »

Je voudrais effacer de ce beau passage le mot de ressentiment ; il n'est pas plus juste que le mot de rancune. Ce n'est pas par ressentiment, ce n'est pas par rancune, c'est par dignité nationale, par respect de la justice et par fidélité envers des populations brutalement séparées de la mère patrie, que la France ne pouvait répondre à l'invitation du prince de Bismarck. Elle aurait pu oublier Sedan, elle aurait pu oublier un désastre militaire ; elle ne pouvait pas oublier l'atteinte portée à la liberté de ses nationaux.

M. de Courcel insistait encore fortement, dans une lettre du 20 janvier 1885 à Jules Ferry, sur le péril de la nouvelle capitulation qu'on cherchait à nous infliger et je n'ai pas besoin de dire que ses appréciations concordaient entièrement avec celles du grand ministre auquel il s'adressait : « Assoupir nos souvenirs, s'écriait-il, détourner nos regards du passé vers un avenir indéterminé, afin de mieux nous habituer aux conditions rigoureuses du présent, nous entraîner ainsi, d'une façon presque insensible, à l'acceptation définitive des faits accomplis en 1815 et 1871, de manière que la France, résignée à ses démembrements successifs et prenant une bonne fois son parti de l'hégémonie militaire et géographique de la Prusse, gravite désormais dans l'orbite de l'empire allemand, tel

est le programme que le prince de Bismarck suit à notre égard... Renoncez à la question du Rhin, m'a-t-il souvent répété ; je vous aiderai à conquérir sur tous les autres points les satisfactions que vous pouvez désirer. »

Quelques mois se passent et, comme M. de Bismarck s'aperçoit que, malgré la manière douce, momentanément employée en Alsace-Lorraine par le feld-maréchal de Manteuffel, les populations continuent de regretter ouvertement la France, il profite de la mort du statthalter pour le remplacer par le prince de Hohenlohe, ambassadeur à Paris, auquel il donne l'ordre de reprendre, sans pitié, les vieilles méthodes de germanisation forcée. Le 30 septembre 1885, le prince de Hohenlohe va prendre congé de M. de Freycinet, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères : « Je ne pars pas pour Strasbourg sans appréhension, dit-il. De Berlin, on me poussera aux mesures énergiques, parce que l'on croit que la population d'Alsace-Lorraine est devenue plus hostile. On redoute les excitations qu'elle reçoit de ce côté de la frontière, où il y a une recrudescence des idées de revanche. » Et le prince lit à M. de Freycinet ce passage d'une lettre de Bismarck : « Je continuerai à faire ce que je pourrai pour entretenir de bonnes relations avec la France ; mais je crains de ne pas réussir. » M. de Freycinet proteste avec vivacité ; il démontre au prince de Hohenlohe que la France est fermement attachée

au maintien de la paix et qu'elle est toute prête à marcher d'accord avec l'Allemagne dans les nombreuses questions où leurs intérêts ne sont pas divergents ; et définissant cette politique, le 17 octobre 1885 et le 10 mai 1886, dans des lettres adressées au baron de Courcel, il répète : « Les deux pays peuvent travailler de concert aux solutions qui intéressent la paix générale de l'Europe. » — « La France ne menace personne. Elle est sincère dans ses protestations. Elle ne demande qu'une chose : qu'on respecte ses droits et qu'on ménage sa juste fierté. »

Mais, une fois encore, ces assurances ne suffisent pas à M. de Bismarck ; c'est notre amour qu'il cherche et, par notre amour, notre servitude ; et, comme nous hésitons, il nous bouscule. Son fils, le comte Herbert, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, se plaint à M. de Courcel de la popularité de Déroulède et, dès le 26 mars 1886, notre ambassadeur annonce « une attaque sérieuse, poussée à fond contre nous, avec l'assentiment ou, pour mieux dire, sous l'impulsion du chancelier, de propos délibéré, par conséquent, et en vue d'un but positif. »

M. Flourens remplace M. de Freycinet au quai d'Orsay ; M. Herbette remplace M. de Courcel à l'ambassade de Berlin, et le 1er janvier 1887, le nouvel ambassadeur écrit au ministre : « Il n'est que trop réel que l'Allemagne fait des préparatifs de guerre et que l'on habitue les esprits à toute

éventualité... On veut être prêt à entrer en lutte avec la Russie et avec nous, si nous nous avisions de faire cause commune avec elle. » Cela se passait, notez-le bien, plusieurs années avant que la France devînt l'alliée de la Russie ; et déjà Bismarck, lorsqu'il ne nous trouvait pas assez amoureux et assez dociles, songeait à une de ces guerres préventives, dont Bernhardi a tenté de démontrer la nécessité morale et dont la théorie funeste a conduit l'Allemagne au crime de 1914.

Vainement M. Flourens prodigue-t-il à Berlin les déclarations pacifiques ; M. Herbette craint qu'à la moindre imprudence de notre part, M. de Bismarck n'essaie « de nous écraser par mesure de précaution » ; et, en effet, le chancelier se débat au milieu d'une crise intérieure très grave ; le 14 janvier 1887, le Reichstag a rejeté le projet de septennat militaire ; la dissolution a été prononcée et la période électorale est ouverte. Ce n'est plus le moment de nous offrir un tour de valse. Des députés protestataires sont encore élus en Alsace et, bien que la nouvelle majorité du Reichstag consente, le 11 mars, au vote de la loi militaire, Bismarck reste de fort méchante humeur.

C'est alors que, le 20 avril, éclate l'affaire Schnœbelé. Notre commissaire de police de Pagny-sur-Moselle, attiré dans un guet-apens par son collègue allemand d'Ars-sur -Moselle, est appréhendé par des policiers impériaux, en vertu d'un mandat décerné, pour prévention d'espionnage, par la

Haute-Cour de Leipzig. C'était, à douze ans de distance, le recommencement de l'intimidation de 1875. Vous vous rappelez comment la prudence du gouvernement français, aidée par la sagesse et par l'expérience juridique du président Grévy, eut, malgré tout, raison de cette mauvaise querelle. Mais l'Allemagne avait elle-même pris soin de nous rappeler ainsi qu'après nous avoir offert le miel, elle se réservait toujours de nous présenter le vinaigre (1).

Guillaume Ier meurt le 9 mars 1888 et, sous le règne éphémère de Frédéric III, l'empereur dont le monde entier vante les sentiments libéraux, le système des passeports est établi en Alsace-Lorraine. Le 15 juin, Guillaume II monte sur le trône ; moins de deux ans après, il congédie Bismarck ; il devient seul maître de la politique allemande et n'a, comme il aime à le répéter, de comptes à rendre qu'au vieux Dieu de son pays. Va-t-il inaugurer, vis-à-vis de la France, une méthode nouvelle? Nullement ; il s'empresse, au contraire, de chausser les bottes éperonnées du serviteur disgracié. Au printemps de 1891, il veut attirer les artistes français à une exposition inter-

(1) V. Pierre Albin, *l'Allemagne et la France en Europe*, chap. II (librairie F. Alcan). — Victor Bérard, *l'Eternelle Allemagne* (Colin et Cie, 1916). — E. Boutroux, *l'Allemagne et la guerre* (Berger-Levrault, 1915). — A. Chéradame, *le Plan germaniste démasqué* (Plon, 1916). — E. Durckheim, *l'Allemagne au-dessus de tout* (Colin, 1915), etc.

nationale qu'il organise à Berlin. Il envoie sa mère, l'impératrice Frédéric, à Paris, pour les déterminer ; elle se rend à Versailles, y visite la galerie des Glaces où a été proclamé l'Empire, et comme ce geste malencontreux provoque dans les rues une manifestation, d'ailleurs vite réprimée, l'empereur se fâche et parle de ces voyous de Français qui outragent une femme. Puis, il se ravise, et le 13 juin 1894, il fait proposer à M. Herbette, par le baron Marschall, une action commune de l'Allemagne et de la France pour sauvegarder contre toutes tentatives contraires de l'Empire britannique ce que l'Allemagne appelle alors le *statu quo* légal africain.

Le 1er janvier 1896, le baron Marschall vient encore demander à notre ambassadeur si la France serait disposée à limiter, de concert avec l'Allemagne, « l'insatiable appétit de l'Angleterre ». « Il me paraît nécessaire, ajoute-t-il, de démontrer pratiquement à l'Angleterre qu'elle ne doit plus compter sur l'antagonisme franco-allemand pour s'emparer de ce qui est à sa convenance. » Sous les apparences d'un caractère impulsif et versatile, Guillaume II poursuit donc obstinément la réalisation de son idée ; il veut, lui aussi, que la France l'aime et qu'elle l'aime contre l'Angleterre. Dans un rapport du mois de février 1899, notre attaché naval, le lieutenant de vaisseau Buchard, raconte que l'empereur lui a exprimé le souhait de voir un navire de guerre français relâcher sur les côtes

allemandes ; il y serait bien reçu ; et, tout de suite, l'empereur a ajouté : « Il faut que le continent s'unisse intimement pour se défendre surtout contre le péril futur, qui est l'Amérique. Sa Majesté a terminé en disant que, dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre, nous devrions concentrer le plus de navires possible dans la Méditerranée. » Le marquis de Noailles rapporte à son tour, le 4 juin 1899, une autre conversation que l'empereur a eue avec le même attaché naval. « L'heure est certainement venue, a répété Guillaume II, où le continent doit se défendre contre l'Angleterre et l'Amérique, et je pense qu'il faut que l'Allemagne et la France s'appuient l'une sur l'autre. » Au mois d'août 1899, l'empereur se trouvant dans ces eaux de Bergen, où il a fait de si fréquentes croisières et où il a encore cherché un alibi au mois de juillet 1914, se rend à bord de notre frégate-école, l'*Iphigénie;* et d'après ce que mande, le 16 août, notre ministre à Copenhague, il s'imagine aussitôt que cette visite tapageuse va placer l'*Iphigénie* et la France dans le sillage de la flotte allemande. « J'ai fini par arriver à mes fins », écrit-il quelques jours après au grand-duc d'Oldenbourg. En octobre 1899, éclate la guerre du Transvaal et immédiatement le prince de Bülow va trouver notre ambassadeur, pour lui dire que, dans toute l'Afrique, nos intérêts sont les mêmes ; et, tout le temps que durent les hostilités, la politique allemande se livre, suivant un mot du marquis de Noailles, à un dres-

sage de haute école. Guillaume II offre du sucre à l'Angleterre et le comte de Bülow manie la cravache. C'est à la même école que l'Allemagne continue à vouloir mettre la « cavale indomptable et rebelle, sans frein d'acier ni rênes d'or », qu'il croit voir piaffer et entendre hennir au delà du Rhin. En 1903, il fait dire à notre nouvel ambassadeur M. Bihourd, par le comte Osten Sacken, ambassadeur de Russie, que l'Allemagne demeure prête à se rapprocher de la France, à la condition expresse que les traités ne soient pas remis en question (1).

Et continuellement, l'empereur répète les mêmes propos ; il les répète à nos ambassadeurs, à nos attachés militaires et navals, aux hommes politiques français qu'il reçoit sur son yacht et qu'il comble de prévenances. « Mais qu'avez-vous? Je vous tends la main. Pourquoi ne la serrez-vous pas plus chaudement (2)? » Et alors, dans le dépit de nous voir repousser une intimité qu'on nous propose toujours contre quelqu'un, tantôt contre nos frères d'Alsace, tantôt contre l'Angleterre, l'Allemagne en vient à se suggestionner elle-même et elle croit ou affecte de croire que nous avons des pensées de derrière la tête et que nous méditons une revanche. Nous n'en méditions

(1) M. Bihourd à M. Delcassé, 16 juillet 1903.

(2) Voir dans *les Origines de la guerre mondiale*, par M. Albert Bazergue (Plon-Nourrit), le chapitre : « Tour à tour la main tendue et le poing fermé. »

aucune. Nous savions trop bien ce qu'une guerre coûterait à la France et à l'humanité. Que dis-je? Le jour où par suite de l'agression allemande, l'Alsace et la Lorraine nous ont été rendues, l'enivrement même de la joie ne nous a pas, un instant, fait perdre de vue les responsabilités respectives et, au nom de la France victorieuse, nous avons dit très haut à nos compatriotes retrouvés que jamais nous n'aurions pris l'initiative d'une guerre pour leur apporter la délivrance. Je ne connais pas un seul ministre français, je ne connais pas un seul président de la République qui ait jamais prononcé le mot de revanche ; je n'en connais pas un qui ait nourri, publiquement ou en secret, l'idée d'un conflit armé. Tous nos gouvernements, les uns après les autres, conservateurs, républicains modérés ou radicaux, ont cherché à entretenir avec l'Allemagne des relations, je ne dis pas simplement correctes, je ne dis pas seulement polies, mais, si possible, aimables ; ils ont tâché de s'accorder avec elle sur les questions économiques et coloniales ; ils se sont rapprochés d'elle dans les expositions, dans les congrès, dans les associations internationales ; ils ont réservé un accueil empressé, souvent même trop admiratif, à ses savants, à ses écrivains, à ses artistes ; ils ont multiplié vis-à-vis d'elle les marques d'estime et de bienveillance. J'en donnerai des exemples caractéristiques pour les mois qui ont précédé la guerre. La seule chose

à quoi tous successivement, depuis 1871, ils se sont refusés, c'est à la répudiation de deux provinces françaises et à la lâcheté d'une trahison.

La France était trop fière et trop loyale pour envelopper ses regrets dans je ne sais quelles formules trompeuses et pour accompagner d'une restriction mentale une entente politique avec l'Allemagne. L'Allemagne aurait pu comprendre la généreuse pensée de la France, ménager nos légitimes susceptibilités et entretenir simplement avec nous des rapports de bon voisinage, sans vouloir nous mettre au régime alterné des cajoleries et des coups de poing. Mais elle était poussée par la fatalité qui avait présidé à la constitution de son unité et à la naissance de l'Empire. Si nous en croyons le prince de Bülow lui-même (1), un des plus éclatants mérites de Bismarck a été de comprendre que, pour achever l'unité allemande, il fallait soustraire ce grand œuvre aux facultés qui sont, par hérédité, les plus faibles chez les Allemands, « c'est-à-dire à leurs facultés politiques, pour le confier à leur meilleures facultés innées, c'est-à-dire aux facultés guerrières »; et comme « un hasard favorable voulut, nous dit toujours Bülow, que Bismarck trouvât à ses côtés un stratège comme Moltke et un organisateur militaire comme Roon », le miracle de 1871 a pu s'accomplir. « Bismarck avait senti, remarque son succes-

(1) Ouvrage cité, *passim*.

seur, qu'en Allemagne la pensée nationale ne s'enflamme pas par des frictions entre le gouvernement et le peuple, mais par les froissements de l'orgueil allemand avec les résistances des nations étrangères. » Lorsqu'on s'est aussi clairement rendu compte de la nécessité de provoquer ces froissements, il ne coûte pas grand'chose, vous le supposez bien, de falsifier la dépêche d'Ems ou d'asservir une région malgré les protestations des habitants. Mais quand l'acte de naissance d'un empire ressemble aussi étrangement à un casier judiciaire et porte la marque de deux crimes de droit commun, un faux et un vol avec effraction, l'autorité du nouvel État demeure prisonnière de la violence qui l'a créé et il ne peut se maintenir qu'à la condition de rester fidèle à la honte de ses origines. Pour enflammer par intervalles la passion nationale allemande, il fallait, suivant l'expression de Bülow, entretenir les froissements de l'orgueil allemand et l'échauffer à l'aide des résistances étrangères ; et c'est ainsi que, chaque fois qu'il s'agissait de faire voter une nouvelle loi militaire, ou une augmentation de la flotte, on cherchait noise à la France et à l'Angleterre ; et c'est ainsi que, pour peu qu'on sentît l'orgueil national faiblir, on prenait des mesures tracassières contre les Danois du Slesvig, les Polonais de Posnanie ou les Français d'Alsace-Lorraine.

Le succès dépassa toutes les espérances de Bismarck et de ses héritiers. Désormais, loin de dimi-

nuer, l'orgueil national s'enfla dans des proportions inattendues. Lisez les belles études, si documentées et si fortes, de MM. Maurice Lair (1), Charles Andler (2) et Maurice Muret (3) sur l'impérialisme germanique ; vous y verrez la progression de cette mégalomanie.

C'est une sorte de griserie ou de vertige qui s'empare de l'Allemagne. Elle se sent supérieure à toute l'humanité et elle se croit destinée à la régenter. Ses militaires, ses savants, ses professeurs entretiennent soigneusement chez elle cette vanité exaspérée. N'est-ce pas un Allemand, n'est-ce pas Nietzsche lui-même qui a écrit : « Les Allemands sont un peuple dangereux ; ils s'entendent à se griser. » Écoutez les Henri de Treitschke, et, plus près de nous, les Lamprecht, les Schiemann, les Hans Delbrück, tous professent que le peuple allemand est, comme le disait le kaiser en 1905, « le sel de la terre ». Si Lamprecht admire tant Guillaume II, c'est parce que celui-ci a toujours cru à la sublime pureté d'une race allemande, investie d'une mission divine. Cet historien passionné tressaillait d'une joie sacrée, lorsqu'il entendait l'empereur parler de cet universel empire

(1) *L'Impérialisme allemand* (Armand Colin, 1902).

(2) Voir plus loin.

(3) *L'Orgueil allemand. L'Evolution belliqueuse de Guillaume II* (librairie Payot et Cie).

Voir également *les Causes profondes de la guerre*, par Émile Hovelacque (P. Alcan). — *Histoire de la grande guerre*, par Victor Giraud (Hachette et Cie).

auquel aspirait l'esprit germanique. Pourvu que le peuple élu arrive à ses fins naturelles, qu'importent les moyens? *Ad augusta per angusta.* Les bienfaits que Karl Lamprecht attend avec confiance de la « germanisation tellurique » feront oublier le prix qu'ils auront coûté. De même que, suivant les Clausewitz, les Bernhardi, les Hindenburg, la guerre doit être cruelle, pour être plus courte et plus humaine, de même le règne de l'État tentaculaire, qui est chargé d'apporter le bonheur au monde, doit être assuré par les méthodes les plus brusques et les plus rapides. Aussi Hans Delbrück n'hésite-t-il pas à pousser, dans les *Preussische Jahrbücher*, ce cri cynique : « Bénie soit la main qui a falsifié la dépêche d'Ems ! »

Tout travaille à fortifier en Allemagne ce dangereux état d'esprit, l'université, l'école, l'armée, la presse, les ligues pangermanistes, les ligues navales, les ligues militaires ; et, puisque l'empereur personnifie son peuple, il faut que, pour rester digne de son peuple, il personnifie l'orgueil allemand. N'est-ce pas lui, d'ailleurs, qui est le premier confident de ce Dieu fort et jaloux qu'est le Dieu germanique? Et à mesure que les années passent, le grand prêtre se confond lui-même de plus en plus avec sa divinité. Il lui échappe, sans cesse, des mots édifiants. « Ceux qui s'opposent à moi, je les briserai », s'écrie-t-il devant la diète de Brandebourg, et, s'il veut être aimable envers un

de ses ministres, M. de Gosseler, il ne trouve pas de plus charmant cadeau à lui offrir qu'une photographie avec cette hautaine dédicace : *Sic volo, sic jubeo.* A ceux qui s'imaginent que l'Allemagne pourrait restituer pacifiquement une parcelle de la Lorraine, il signifie, dès le 16 août 1888 : « Nous laisserions nos dix-huit corps d'armée et nos quarante-deux millions d'habitants sur le champ de bataille plutôt que de céder une seule pierre de ce que nos prédécesseurs ont conquis. » Et le 4 septembre 1892, il répète aux Messins indignés : « Vous êtes Allemands et vous le resterez avec l'aide de Dieu et le glaive allemand. » Si les agrariens se plaignent de la politique libre-échangiste, il leur déclare sans ambages, le 6 septembre 1894, qu'une opposition des gentilshommes de Prusse contre leur roi est une monstruosité. S'il prend ombrage de la puissance britannique, il lance ce défi : « Le trident de Neptune doit reposer dans notre poing. » Si les brutalités commises par l'Allemagne au Chantung amènent le soulèvement des Boxers et le siège des légations européennes, il éclate : « Pas de pardon ! Pas de prisonniers ! Comme il y a mille ans, les Huns, sous la conduite du roi Etzel, ont conquis une renommée qui dure encore et qui remplit le monde de terreur, ainsi l'Allemagne saura se montrer en Chine si violente que jamais plus un Chinois n'osera regarder en face le visage d'un Allemand. » Et que dire de la poudre sèche, de l'épée bien aiguisée et de toutes ces métaphores

belliqueuses qui reparaissaient sans cesse dans les discours impériaux, comme les éclairs qui précèdent le grondement de la foudre? Quel est le chef d'État qui aurait osé manier avec autant d'insistance un aussi riche vocabulaire d'expressions outrageantes et de formules comminatoires? Vous imaginez-vous un président de la République française disant, dans une cérémonie officielle : « Si quelqu'un entreprend de nous offenser dans notre bon droit ou de nous porter dommage, courons-lui sus avec un poing cuirassé? » Le lendemain, quel beau tapage, dans la presse allemande, contre la France insolente et chauvine! Sans compter que, dans les Chambres françaises elles-mêmes, le ministère n'eût pas manqué d'être interpellé sur l'intempérance de langage d'un magistrat irresponsable.

Le prince de Bülow nous a donné du rôle joué par Guillaume II une explication piquante. Il s'était trouvé, en 1870, « un colosse » qui était allé chercher la couronne impériale au fond du Kyffhauser, — dans ce château enchanté où Barberousse dormait de son sommeil séculaire, attendant la résurrection de l'Empire. Ce colosse s'appelait Bismarck. Le jour où Guillaume II l'a congédié, cette rupture imprévue a provoqué un grand malaise dans tous les cœurs allemands, et cette sorte d'oppression patriotique ne pouvait disparaître qu'à la condition que l'empereur fixât à l'Allemagne un nouveau but à atteindre et

lui fournît le moyen de prendre place au soleil. De là, selon Bülow, l'inauguration de la *Weltpolitik* et, comme corollaire obligatoire, la création de la flotte de guerre allemande. La *Weltpolitik* ou, pour employer le barbarisme courant, la politique mondiale, était la conséquence inévitable, non seulement de l'état d'esprit de Guillaume II, mais des instincts impérialistes de l'Allemagne, et le prince de Bülow a parfaitement raison de dire qu'elle n'était pas un désaveu de la politique bismarckienne, qu'elle en était simplement, sous une forme nouvelle, la suite logique et la continuation. « Ce n'est, dit le prince, qu'après l'unification et l'affermissement de l'Allemagne que nos entreprises économiques pouvaient atteindre des proportions mondiales. Quand l'Empire vit sa position en Europe assurée, alors seulement il put songer à prendre fait et cause pour les intérêts auxquels avaient donné naissance, dans tous les pays de la terre, l'esprit d'entreprise des Allemands, leur activité industrielle et leur audace commerciale. » D'autre part, en 1871, le nouvel Empire allemand réunissait dans ses frontières 41 058 792 habitants. En 1900, sa population s'élevait au chiffre de 56 367 178. En 1914, elle dépassait 65 millions. Comment cette énorme masse d'êtres humains aurait-elle pu vivre dans les anciennes limites de l'Empire? Il fallait bien qu'une partie d'entre eux allât chercher fortune au dehors, et voilà donc les Allemands lâchés à travers le

monde, à un moment où, par malheur pour eux, il ne s'y trouve plus guère de places vides, et vous pensez bien qu'avec ce que M. de Bülow appelle si justement leur audace commerciale, ils vont jouer des coudes, çà et là, pour se frayer un passage. Mais partout où se trouve un commerçant allemand, est moralement engagé le pavillon impérial. Guillaume II a solennellement promis à ses sujets de les soutenir en tous les points du globe ; et plus il y a d'Allemands qui émigrent, ou qui colonisent, ou qui trafiquent avec l'étranger, ou qui construisent, arment, affrètent des navires de commerce, plus il devient indispensable d'avoir des navires de guerre et de faire de l'Allemagne, qui est déjà la plus grande puissance militaire, une très grande puissance maritime. Jusque-là rien que de légitime, et tout peuple qui prospère tend naturellement à l'expansion. Mais, par malheur, la force d'expansion de l'Allemagne n'est pas toujours très rythmée et l'orgueil national donne à toutes ses entreprises extérieures une âpreté, une violence de manières, des allures envahissantes, qui vont trop souvent léser des intérêts respectables et des droits préétablis. Ni en Europe, ni en Asie, ni en Afrique, l'Allemagne ne se contentera de la part que lui ont faite les circonstances. C'est la primauté qu'il lui faut. Elle ne conteste pas qu'elle soit, comme nation unifiée, la plus jeune des nations européennes. Mais, si le nouvel Empire ne date que de 1871, il est l'héritier d'un glorieux

passé et il est chargé de répandre sur toute la surface du globe la pure civilisation aryenne. Qu'on s'incline et qu'on le laisse passer ! Comment la Pologne ne comprend-elle pas que c'est pour son bien qu'elle a été démembrée? Comment le Slesvig ne se résigne-t-il pas à son sort? Comment l'Alsace ne reconnaît-elle pas que c'est pour son bonheur qu'elle a été arrachée à la France? Comment la France elle-même n'avoue-t-elle pas que, suivant un mot de Guillaume, elle n'a pas le pied marin, qu'elle serait sage de ne pas courir les océans et qu'elle devrait s'effacer partout devant l'Allemagne? C'est à l'Allemagne de marcher la première, c'est à elle de montrer la route aux autres nations. L'empereur n'entend pas qu'on l'ignore et, lorsqu'il va à Hambourg, en 1903, commenter la phrase qu'il a prononcée, le 23 septembre 1898, à Stettin : « Notre avenir est sur les eaux », il donne à l'Allemagne le premier rang dans l'ordre de l'intelligence comme dans le domaine de la force. Pangermanisme continental et pangermanisme colonial, pangermanisme militaire et pangermanisme intellectuel, ce sont des idées qui marchent de pair (1), et qui ne se laissent pas séparer. Voulez-vous savoir comment les Allemands s'y prennent

(1) Voir Charles Andler, *le Pangermanisme* (Armand Colin). — Charles Andler, *les Origines du pangermanisme. Le pangermanisme continental sous Guillaume II. Le pangermanisme colonial sous Guillaume II. Le pangermanisme philosophique* (Louis Conard).

dans la conquête des débouchés? Ouvrez le savant livre de M. Henri Hauser (1). Vous y verrez les méthodes employées par le *Deutschtum* à l'étranger ; vous y verrez sa technique de l'exportation, son service de renseignements, ses consulats, ses agences, son espionnage commercial, son habileté à faire le siège de la clientèle ; vous y verrez comment l'Allemagne, après avoir exporté ses produits, exporte ses usines elles-mêmes, comment elle cherche à conquérir partout la prépondérance industrielle, comment elle accapare les matières premières, comment elle extériorise le système du *dumping*, comment, en un mot, elle applique dans son développement économique la théorie nationale du *Deutschland über alles*. C'est pour elle, comme le dit Dernburg, un principe indiscutable que les Allemands sont « les plus savants et les plus sages de tous les hommes ».

Et cependant, il y a d'autres peuples, et qui veulent vivre, et qui méritent de vivre ; et, parmi ces peuples, il y a la France, la France qui est restée cruellement mutilée depuis 1871, mais qui tout de même, s'est relevée, qui a repris dans le monde un rang digne de son passé et qui, sans songer à dominer personne, ne veut être étouffée par personne. Et cette France pacifique, laborieuse et patiente, elle est, par une vieille malice de l'histoire et de la géographie, la voisine immédiate

(1) *Les Méthodes allemandes d'expansion économique.*

de l'Allemagne et, lorsqu'elle entend chanter, au delà du Rhin, le refrain du *Deutschland über alles*, elle comprend trop bien que c'est elle la première menacée. Durant quarante-quatre années, elle va pourtant réussir à maintenir l'équilibre instable de la paix européenne ; et le jour où la guerre lui sera déclarée, le président de la République pourra, dans son message aux Chambres, et sans qu'il s'élève une seule voix pour le contredire, faire, en toute conscience, cette brève déclaration : « Depuis plus de quarante ans, les Français, dans un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond de leur cœur le désir des réparations légitimes. Ils ont donné au monde l'exemple d'une grande nation qui, définitivement relevée de la défaite par la volonté, la patience et le travail, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité... A l'heure des premiers combats, la France a le droit de se rendre solennellement cette justice qu'elle a fait, jusqu'au dernier moment, des efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater et dont l'Empire d'Allemagne supportera, devant l'histoire, l'écrasante responsabilité. »

II

L'ALLIANCE RUSSE ET L'ENTENTE CORDIALE

MESDAMES, MESSIEURS,

Après la signature du traité de Francfort, la France s'est sentie cruellement isolée dans le monde. En face d'une Allemagne victorieuse et résolue à tirer de sa victoire tous les bénéfices moraux et matériels, indemnité de cinq milliards, Alsace-Lorraine, suprématie politique, que pouvait faire le gouvernement de M. Thiers? Il n'eut qu'une pensée, payer notre dette pour libérer notre territoire. M. de Gabriac, envoyé comme chargé d'affaires à Berlin, puis M. de Gontaut-Biron, nommé ambassadeur de France en Allemagne, se sont immédiatement efforcés de démontrer au jeune et orgueilleux Empire la sincérité de nos intentions pacifiques. Mais l'année 1871 ne s'était pas terminée que M. de Bismarck prétendait découvrir dans l'opinion française d'obscurs desseins de revanche et déclarait à nos représentants qu'il y avait quelque chose de suspect dans la rapidité de notre relèvement. Il entreprenait aussitôt de nous laisser seuls en pénitence dans un coin de

l'Europe. Il était déjà sûr de l'Autriche. Le comte de Beust avait bien eu, pendant la guerre, quelques velléités d'intervenir contre la Prusse, mais il n'avait ensuite cherché qu'à se faire pardonner cette audace d'un instant. Il avait, du reste, démissionné, le 1er novembre 1871, avec le cabinet Hohenwart, et le comte Andrassy, qui lui avait succédé, avait immédiatement tourné les yeux vers Berlin. Les visites échangées, à Ischl et à Salzbourg, entre les empereurs François-Joseph et Guillaume Ier avaient, en outre, rassuré Bismarck. Tranquille de ce côté, il songea à resserrer les relations de l'Allemagne et de la Russie. L'analogie des institutions impériales lui apparut, tout de suite, comme un excellent moyen de succès. S'il était possible d'unir étroitement les trois grandes maisons des Hohenzollern, des Romanof et des Habsbourg, qui oserait jamais résister à cette trinité formidable? Déjà, pendant la guerre, à Meaux, Bismarck avait caressé l'idée de cette sainte alliance. L'entrevue des trois empereurs eut lieu à Berlin, dès le mois de septembre 1872, et si elle ne donna pas entièrement tout ce qu'en attendait le chancelier, elle n'en fut pas moins, aux yeux des peuples, une confirmation solennelle de la défaite française.

A la fin de 1873, l'affaire des mandements épiscopaux et, au mois de mars 1875, la création des quatrièmes bataillons fournissent à Bismarck deux prétextes successifs à de telles provocations qu'en

présence d'un parti pris visible, le duc Decazes répond au prince de Hohenlohe : « Si vous nous attaquez, nous ne nous défendrons pas et nous laisserons peser sur vous tout l'odieux de votre agression. » Mais, au plus fort de la crise, le chancelier, qui se croit maître de déchaîner ce qu'il appelle déjà, lui aussi, une guerre préventive, est arrêté tout à coup dans l'exécution de son projet. Malgré la rencontre de Berlin, l'empereur Alexandre II n'est pas devenu, comme l'eût souhaité Bismarck, le second de Guillaume Ier. Il comprend que l'écrasement de la France serait une catastrophe pour la Russie et il dit au général Le Flô : « Les intérêts de nos deux pays sont communs et si — ce que je me refuse à croire — vous étiez un jour sérieusement menacés, vous le sauriez bien vite, et vous le sauriez par nous. » Dès le mois d'avril 1875, le gouvernement russe intervient une première fois à Berlin dans le sens de la paix ; puis, au commencement de mai, Schouvaloff, envoyé par le tsar, va en Allemagne pour conseiller amicalement la prudence ; il part aussitôt pour Londres et le 9 mai, pendant que la reine Victoria elle-même écrit à sa fille, mariée au kronprinz, lord Russel informe Bismarck que l'Angleterre est d'accord avec la Russie. C'est assez pour faire réfléchir le chancelier. Le 10 mai, Alexandre II en personne arrive à Berlin. La tourmente était déjà passée.

Bismarck a nié qu'il eût alors voulu déclarer la guerre à la France et il a prétendu voir, dans cet

incident tragique, une machination ténébreuse de Gortschakoff et de Gontaut-Biron. Mais, à supposer que cette dénégation, contredite par les documents et par les faits, pût être retenue comme fondée, il n'en resterait pas moins que les procédés violents et comminatoires du chancelier allemand avaient alors inquiété deux grandes puissances qui, après être restées en 1870 spectatrices silencieuses de nos désastres, croyaient cependant sage de ne plus consentir à notre abaissement (1).

Au lendemain de cette alerte, le duc Decazes écrivait au comte d'Harcourt, notre ambassadeur à Londres : « Vous aurez un grand parti à tirer de cette première affirmation de vaillance de la part de l'Angleterre. Je persiste à moins compter sur elle que sur la Russie. Mais je n'ai jamais cessé d'espérer, entre ces deux puissances, un rapprochement qui nous permît de marcher avec elles sans choisir entre elles, et il me semble que l'événement est en train de me donner raison. » Il y avait, en effet, déjà, dans ce qui venait de se passer, comme une première esquisse de la politique d'où devait sortir la Triple Entente, et lorsque nous entendrons l'Allemagne soutenir que l'An-

(1) Sur l'incident de 1875, voir *Histoire de la France contemporaine*, par G. Hanotaux, l. III, chap. IV. Voir également René Pinon, *France et Allemagne*, 1870-1913 (Perrin et Cie), et le Rapport de la Commission sénatoriale d'enquête. — Ernest Daudet, *Histoire de l'alliance franco russe* (1898).

gleterre, la Russie et la France ont prémédité de l'encercler, nous nous rappellerons que ce sont les menaces de Bismarck qui ont, pour la première fois, en 1875, contraint ces trois puissances à se concerter pour le maintien de la paix.

Dans ses *Pensées et Souvenirs*, Bismarck nous confie qu'il a été fort longtemps embarrassé pour faire son choix entre l'Autriche et la Russie. L'aventure de 1875 ne le décida point à précipiter cette option. Mais averti des difficultés qui l'attendaient, il tâcha de fortifier, avant tout, les liens qui rattachaient l'Autriche à l'Allemagne. Il aperçut bientôt dans l'ouverture de la crise orientale un concours de circonstances exceptionnellement favorables à ses desseins.

Vous vous rappelez comment, au mois de juillet 1875, les chrétiens de Bosnie et d'Herzégovine, qui supportaient avec impatience la souveraineté turque, se sont tout à coup révoltés ; comment la Serbie et le Monténégro ont pris parti pour les insurgés ; comment, le 7 mai 1876, les consuls de France et d'Allemagne ont été massacrés à Salonique par des musulmans fanatiques ; comment, à la nouvelle de ce sanglant attentat, le tsar accourut à Berlin, et comment Bismarck saisit l'occasion de rapprocher, de nouveau, les trois cours impériales. Et vous connaissez également la suite, les sultans assassinés ou déposés après des coups d'État, la déclaration de guerre de la Serbie et du Monténégro à la Turquie, les vic-

toires remportées par les troupes ottomanes, la Russie inquiète de voir Belgrade tomber entre les mains des Turcs et envoyant un ultimatum à Constantinople, la Turquie promettant des réformes en faveur des chrétiens, puis trahissant sa promesse, et ce dangereux malaise durant près de trois longues années.

Dans toute cette période, Bismarck observe très attentivement la péninsule balkanique. Il dit bien haut que la question d'Orient ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien ; mais, en même temps, sur ses instructions, l'ambassadeur et l'attaché militaire d'Allemagne à Saint-Pétersbourg représentent au tsar que la Russie ne peut vraiment pousser la longanimité plus loin et qu'elle a déjà essuyé trop d'affronts de la part de la Turquie. Il l'incite à la guerre et c'est sous les auspices de Berlin que la Russie, pour avoir les mains libres, passe avec l'Autriche une convention secrète, par laquelle la monarchie dualiste s'engage à garder la neutralité et obtient, en retour, l'autorisation d'occuper, à la signature de la paix, la Bosnie et l'Herzégovine.

L'armée russe entre en campagne, enlève Plevna, arrive aux portes de Constantinople, et le 3 mars 1878, impose à la Turquie le traité de San Stefano, qui crée une principauté bulgare autonome, sous la suzeraineté du sultan, et trace un programme de réformes au profit des chrétiens de Macédoine. Mais, avant même que le traité

soit signé, Bismarck déclare que cette question d'Orient, pour laquelle il ne veut pas faire tuer un de ses soldats, a, tout de même, un caractère européen, que la Russie ne peut pas la régler seule, dans un tête-à-tête avec la Turquie, qu'il y a lieu de réunir une conférence ; bref la thèse diamétralement opposée à celle que l'Allemagne soutiendra en 1914, lorsqu'elle revendiquera pour l'Autriche le droit de trancher, en dehors de l'Europe, son différend avec la Serbie. Lorsqu'il s'explique devant le Reichstag, le 28 février, Bismarck a, d'ailleurs, soin de ménager la Russie, qu'il ne veut pas s'aliéner ; il se défend d'être « un pédagogue » en Europe, et il s'offre simplement comme « honnête courtier ». Mais déjà il s'est mis d'accord avec Andrassy, qui a publiquement réservé la part d'influence de l'Autriche-Hongrie dans le règlement de la paix, et avec l'Angleterre, dont la flotte est venue, le 14 février, mouiller aux îles des Princes.

Le congrès de Berlin s'ouvre le 13 juin, sous la présidence de Bismarck, et, dès les premières séances, les délégués russes, Gortschakof et Schouvalof, constatent qu'ils ne peuvent compter en rien sur le chancelier d'Allemagne. Ils acceptent naturellement l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, puisque la Russie l'a elle-même promise, mais ils sont forcés d'assister au partage de la Bulgarie en trois morceaux et au bouleversement du traité de San Stefano. Bismarck s'était entendu avec Disraëli pour enlever

à la Russie les fruits de sa victoire. L'œuvre qu'il avait accomplie, en demeurant, autant que possible, dans l'ombre, avait assuré à l'Allemagne la reconnaissance et la fidélité de l'Autriche. Mais elle avait humilié et ulcéré la Russie et elle avait laissé en Orient de nombreux ferments de troubles futurs. L'Autriche, chargée d'administrer deux provinces de l'Empire turc, allait être tentée peu à peu de les annexer et lorsqu'elle cédera, en 1908, à cette tentation, ce sera elle qui prendra la responsabilité de rallumer l'incendie dans les Balkans. Le traité de Berlin l'autorise, en outre, à établir des garnisons dans le sandjak de Novi-Bazar et à y créer des routes ordinaires ou stratégiques, c'est-à-dire à se mettre en travers de toute communication entre la Serbie et le Monténégro ; il lui donne enfin la police du port d'Antivari et de la côte ; il établit donc, en réalité, la domination politique de l'Autriche à l'ouest des Balkans ; et, pendant qu'il pousse cette puissance vers la Méditerranée et vers Constantinople, il coupe en trois tronçons la nationalité serbe, aussi bien que la Bulgarie ; il replace la Macédoine sous l'autorité du sultan ; il ne tient aucun compte des vœux exprimés par les populations ; il prépare ainsi d'inévitables conflits entre les Slaves et les Turcs, entre les Slaves et l'Autriche, et il accumule sur un petit espace de terre d'énormes quantités de matières explosives.

De toutes ces imprudences, la Russie n'est pas

responsable, puisqu'elle sort battue de Berlin ; la France l'est encore moins, puisqu'au congrès elle n'a recherché aucun avantage ; et lorsqu'en 1912, nous verrons commencer les guerres balkaniques, ou lorsqu'en 1914, l'Autriche adressera son ultimatum à la Serbie, nous n'oublierons pas que, pour connaître les causes lointaines de ces crises renaissantes, nous devons remonter au congrès de Berlin et évoquer l'ombre tragique de M. de Bismarck.

Mais la déception infligée, en 1878, par l'Allemagne à la Russie allait avoir, bientôt, dans le groupement des puissances européennes, des conséquences dont quelques-unes, sans doute, n'avaient pas été prévues par le chancelier. Il espérait encore pouvoir retarder son choix entre l'Autriche et la Russie, mais il était maintenant lié à la première par le souvenir de leur complicité et il crut bon de ne plus laisser échapper la monarchie dualiste. Il rencontra Andrassy, au mois d'août 1879, à Gastein et prépara avec lui une alliance austro-allemande. Le vieil empereur Guillaume, craignant que cet accord n'amenât une rupture définitive entre l'Allemagne et la Russie, hésita d'abord à signer le document que son chancelier lui présentait. Il ne s'y résigna qu'au mois d'octobre suivant. Trois ans après, le 20 mai 1882, Bismarck compléta sa construction diplomatique par l'accession de l'Italie. La Triple Alliance était fondée. Retenons ces dates. A cette époque, il n'y a point

d'alliance franco-russe ; encore moins, est-il question d'entente cordiale. L'Allemagne ne peut pas dire qu'on la menace d'encerclement ; personne ne l'inquiète, personne ne la provoque. La voilà cependant qui crée la Triple Alliance. Elle ne s'arrête même pas là, et le 21 mars 1884, grâce à une habile politique de contre-assurance, Bismarck obtient de la Russie la signature d'une convention secrète, qui doit rester en vigueur pendant trois années et qui est pour l'hégémonie allemande une consécration nouvelle.

Mais la Russie ne pouvait pas ne pas sentir qu'il y avait, dans la Triple Alliance, deux pointes dirigées, l'une à l'ouest, et l'autre à l'est, et peu à peu, par un mouvement tout spontané, elle tendit à se rapprocher de la France.

Au lendemain même du congrès de Berlin, le prince Gortschakof, chancelier du tsar, qui disait mélancoliquement y avoir écrit « la plus sombre page de sa carrière », confiait à un publiciste, M. Nicolas de Poggenpohl (1), qu'Alexandre II était désormais convaincu qu'en emboîtant le pas à l'Allemagne, la Russie faisait le jeu du prince de Bismarck, que l'entente des trois empereurs n'existait plus, que le dégrisement était complet et que d'autres combinaisons devaient maintenant assurer l'équilibre européen. Les relations entre

(1) *L'Alliance franco-russe*, par Jules Hansen (Flammarion, 1897).

la France et la Russie devinrent, en effet, de plus en plus cordiales ; elles se resserrèrent sous le ministère Gambetta et, quoiqu'on ait parfois dit le contraire, sous le ministère Jules Ferry. Mais, après avoir obtenu la signature de la convention de 1884, Bismarck avait préparé une nouvelle entrevue des trois empereurs, et ils s'étaient rencontrés à Skiernevice dans le courant de septembre. Alexandre II était mort en 1881, frappé par les bombes des révolutionnaires, au moment où il s'apprêtait à modifier, dans un sens libéral, les institutions russes et, sous l'impression de cet attentat, son fils Alexandre III avait répudié toute idée de réforme et s'était retranché dans un régime autocratique qui ne le prédisposait guère, tout d'abord, à une grande amitié pour la France républicaine. C'est ainsi qu'il s'était laissé amener à Skiernevice et que la Russie et l'Allemagne s'étaient promis, pour trois ans, une neutralité bienveillante au cas où l'une des deux serait attaquée. Mais, peu à peu, l'empereur s'était aperçu que, dans tous les incidents auxquels donnait lieu l'exécution du traité de Berlin, et ils étaient fréquents, l'Allemagne soutenait secrètement les intérêts autrichiens contre les intérêts russes. Lorsque avait été proclamée, en 1886, l'union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale, la France et la Russie avaient toutes deux réclamé l'observation du traité de Berlin. Lorsque, le 7 janvier 1887, trois délégués bulgares étaient venus voir au quai

d'Orsay M. Flourens, le ministre leur avait tenu le langage à la fois le plus pacifique et le plus amical pour la Russie. Lorsqu'enfin, le 8 juillet 1887, le Sobranié bulgare avait élu le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg, dont la fourberie raffinée devait faire plus tard tant de mal à son pays et à l'Europe, la Russie et la France s'étaient encore trouvées du même avis sur la politique à suivre vis-à-vis de lui et du ministère Stamboulof. Le rapprochement était, en quelque sorte, automatique.

C'est alors qu'Alexandre III renonça à prolonger l'effet de la convention qu'il avait signée, trois ans auparavant, avec l'Allemagne. Il préféra garder désormais sa liberté. Le 3 février 1888, Bismarck, espérant intimider le tsar, faisait publier dans le *Reichs Anzeiger* et dans la *Wiener-Abendpost* le texte du traité d'alliance austro-allemand du 7 octobre 1879, resté secret jusque-là. Mais Alexandre III ne se laissa pas émouvoir et peut-être même cette publication tapageuse acheva-t-elle de l'éloigner de l'Allemagne et de le rapprocher de la France. Vous savez que c'est en 1890, sous le ministère que présidait M. de Freycinet et dans lequel M. Ribot détenait le portefeuille des Affaires étrangères, que s'est terminée l'évolution de la Russie et qu'a réellement commencé à se former, en dehors de la Triple Alliance, une nouvelle constellation de puissances. Depuis le mois de mars, Bismarck avait été congédié par

Guillaume II et le jeune empereur d'Allemagne, avide d'autocratie, prétendait diriger lui-même les affaires de son pays. L'ignorance où tout le monde était alors de ses véritables desseins faisait à M. de Freycinet un devoir de ne rien négliger pour rassurer Berlin sur nos dispositions pacifiques. Il entretenait d'excellentes relations avec le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne, que j'ai moi-même connu et qui était un très galant homme (1); et il l'amenait aisément à reconnaître que la paix universelle n'avait rien à redouter, qu'elle avait, au contraire, tout à gagner, d'un rapprochement définitif entre la France et la Russie.

« La sécurité d'un grand peuple, écrit à ce propos M. de Freycinet dans les intéressants *Souvenirs* où se retrouve toute la limpidité de son talent, ne doit pas reposer sur la bonne volonté des autres ; elle doit résider en lui-même, en ses propres moyens, dans les précautions qu'il sait prendre par ses armements et par ses alliances. » Et il ajoute : « M. Ribot, que j'avais mis au courant de ce qui s'était passé dans les cabinets précédents, entra complètement dans mes vues et se montra non moins désireux que moi de faire cesser l'isolement de la France. Il trouva chez le baron de Mohrenheim une propension égale à poursuivre les conversations déjà engagées. J'en-

(1) Voir FREYCINET, *Souvenirs*.

registrai bientôt une marque des bonnes dispositions de la Russie. Le 11 mai 1890, le grand-duc Nicolas, qui exerçait sur les choses de la guerre une influence considérable, vint à Paris. » M. de Freycinet explique ensuite qu'il le rencontra à l'ambassade et le renseigna libéralement sur notre organisation militaire. Le grand-duc emporta en Russie et communiqua à l'empereur la conviction que la France pacifique n'était pas une nation craintive, faible et désarmée. Au mois d'août de la même année, le général de Boisdeffre allait passer quinze jours au camp de Krasnoïé-Sélo ; et, détail piquant, il assistait, pendant son séjour, à une nouvelle rencontre des deux empereurs. Mais le 23 août, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, M. de Laboulaye, écrivait à M. Ribot : « Le rapprochement de la France et de la Russie qui, il y a trois ans à peine, semblait presque à tous une illusion, un trompe-l'œil par lequel nous nous laissions abuser, est devenu peu à peu assez réel, assez solide, pour qu'une visite à effet comme celle de l'empereur Guillaume ne soit plus capable de l'entamer (1). »

Quelques mois plus tard se produisait, à l'occasion du voyage de l'impératrice Frédéric, l'incident auquel j'ai fait allusion l'autre jour, et en félicitant le gouvernement français, au nom de M. de Giers, de la correction et de la courtoisie

(1) *Livre jaune*, sur l'Alliance franco-russe, n° 1.

dont il avait fait preuve envers l'Allemagne, M. de Mohrenheim ajoutait que l'accord entre la France et la Russie était maintenant solide comme du granit (1). Le 25 juillet, l'escadre de l'amiral Gervais, officiellement invitée, entrait dans la rade de Cronstadt et y recevait la visite du tsar, de l'impératrice et des membres de la famille impériale. Au moment où retentissaient les premiers accents de la *Marseillaise*, l'empereur se levait et, à son exemple, tous les Russes présents écoutaient debout, tête nue, cet hymne national que, dans la guerre récente, tant de peuples ont entonné comme un chant de délivrance, mais qui, il y a trente ans, n'était guère familier aux souverains des pays étrangers. Ceux d'entre nous qui avaient déjà l'âge d'homme en 1890 ne peuvent, aujourd'hui encore, se rappeler sans émotion l'effet prodigieux que produisit alors en France la démonstration amicale de l'empereur Alexandre III. Ce n'était pas seulement pour les républicains la reconnaissance de la République par le gouvernement dont les traditions et la forme s'éloignaient le plus de nos propres institutions ; c'était, pour la France elle-même, la fin d'un isolement prolongé et le signe apparent d'un renouveau.

La Triple Alliance venait d'être prorogée et, dans un entretien avec M. de Laboulaye, M. de Giers avait donné à entendre que cette décision

(1) *Livre jaune*, n° 2.

des puissances centrales devait engager nos deux pays à entrer plus avant dans la voie de l'entente. MM. de Freycinet et Ribot se mirent d'accord avec le président Carnot pour engager, à ce sujet, des pourparlers qui aboutirent quelques semaines après, à la rédaction d'un texte encore un peu vague, sur lequel l'empereur réclama un secret absolu : « 1° Afin de définir et de consacrer l'entente cordiale qui les unit, et désireux de contribuer, d'un commun accord, au maintien de la paix, qui forme l'objet de leurs vœux les plus sincères, les deux gouvernements déclarent qu'ils se concerteront sur toute question de nature à mettre la paix générale en cause ; 2° pour le cas où cette paix serait effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des deux parties serait menacée d'une agression, les deux parties conviennent de s'entendre sur les mesures dont la réalisation de cette éventualité imposerait l'adoption immédiate et simultanée aux deux gouvernements (1). »

Quelques mois après, le ministre russe des Affaires étrangères venait à Paris et avait avec MM. de Freycinet et Ribot de longs entretiens (2). M. de Freycinet expliquait la nécessité de convenir d'avance, en pleine paix, des mesures que pouvait nous imposer, à la Russie et à nous, une brusque

(1) *Livre jaune*, nos 17 et 18.
(2) *Ibid.*, nos 20 et 21.

déclaration de guerre. Une note prise le jour même par M. Ribot sur ces conversations rapporte ces propos de M. de Giers : « L'Allemagne regrette de n'avoir pas profité de l'occasion qui s'offrait à elle d'attaquer la France en 1887. Quoique la Triple Alliance paraisse défensive, M. de Giers est convenu que la guerre pouvait éclater par surprise et qu'il serait sage de ne pas se laisser saisir au dépourvu. La pensée de M. de Giers est qu'on peut retarder la guerre, mais il paraît ne pas croire qu'on puisse y échapper un jour ou l'autre. C'est en ce sens qu'il a parlé à l'Empereur. Pour le moment, il s'applique à maintenir avec l'Allemagne des rapports tolérables. »

On projeta d'établir une convention militaire, et l'on en adopta le principe, mais il fut admis qu'elle serait d'abord examinée par l'empereur, assisté de son ministre de la Guerre. Le 4 février suivant, M. Ribot envoyait à M. de Montebello, notre nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg, une note du général de Miribel, contenant l'indication sommaire des forces à mettre en ligne par chacune des deux nations, dans le cas seulement d'une guerre défensive provoquée par la Triple Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles ou contre les deux à la fois. L'examen de ce projet traîna en longueur au ministère russe de la Guerre et à la cour impériale et, au mois de juillet 1892, MM. de Freycinet et Ribot durent envoyer le général de Boisdeffre à Saint-Pétersbourg avec

une nouvelle rédaction qui, après avoir encore été remaniée sur certains points, fut signée le 17 août par les représentants des deux états-majors.

Des modifications demandées ensuite par M. Sadi Carnot et par notre ministre des Affaires étrangères, une longue maladie de M. de Giers, une crise ministérielle en France, retardèrent encore la ratification du projet par les deux gouvernements (1). Elle n'eut lieu que le 30 décembre 1893, sous le ministère de M. Casimir-Perier. Mais, dans l'intervalle, l'amitié de la France et de la Russie s'était publiquement affirmée dans une manifestation nouvelle.

Le 10 août 1893, M. de Montebello avait informé M. Jules Develle, notre ministre des Affaires étrangères, de la prochaine arrivée à Toulon d'une escadre russe commandée par l'amiral Avelane. La visite eut lieu au mois d'octobre et les marins furent accueillis en France avec un enthousiasme indescriptible. Ils vinrent à Paris. Je faisais alors partie du cabinet comme ministre de l'Instruction publique et je revois encore l'amiral salué, à un gala de l'Opéra, par des applaudissements frénétiques. Mais ce qui causait alors, chez nous, la satisfaction des pouvoirs publics et la joie populaire, ce n'était nullement, je l'atteste, un secret espoir de revanche, c'était un sentiment légitime de fierté nationale, c'était surtout la pensée, que,

(1) Voir *Livre jaune*, nos 32 à 91.

grâce à l'accord de la France et de la Russie, les alertes de 1873, de 1875 et de 1887 ne se renouvelleraient plus et que notre tranquillité était désormais assurée. Le 27 octobre, à Toulon, le président Carnot, après avoir remercié les marines russe et française « d'avoir dignement rempli leur mission en servant de trait d'union aux sympathies des deux peuples », terminait son allocution par ces mots pacifiques : « A la santé que j'ai l'honneur de porter à Leurs Majestés l'empereur Alexandre III et l'impératrice de Russie, je joins un toast qui répond aux vœux de tous ; à l'amitié de deux grandes nations et, par elle, à la paix du monde. »

Le même esprit de paix avait inspiré l'arrangement qu'avaient préparé, au mois d'août 1892, le général de Boisdeffre et le général Obroutcheff et qui fut consacré, les 15-27 décembre 1893 et 23 décembre 1893-4 janvier 1894, par un échange de lettres entre M. de Giers et M. de Montebello. Sur l'insistance de l'empereur de Russie, cette convention a dû être tenue rigoureusement secrète et elle n'a figuré dans un Livre jaune qu'en 1918 ; mais, en la négociant, M. Ribot avait pris soin de faire savoir au gouvernement impérial que notre Constitution ne nous permettait pas de maintenir indéfiniment le secret d'un traité et que le Parlement avait, avant l'exécution, des droits inaliénables (1). Il est, en effet, certain que, si jamais

(1) *Livre jaune*, n° 75.

l'observation de l'alliance franco-russe nous avait amenés à prendre des mesures dont la guerre pût être la conséquence, les Chambres françaises auraient dû être, tout d'abord, averties et mises en mesure de décider. Mais en 1914, c'est l'Allemagne elle-même qui a successivement déclaré la guerre à la Russie et à la France, et notre alliance n'a pas eu à jouer. Le 4 août, M. Viviani avait emporté à la Chambre le texte de la convention de 1892-93, pour le cas où quelqu'un en aurait demandé communication. Il ne s'est pas trouvé un seul député pour poser une question à ce sujet ; devant l'agression de l'Allemagne, tout le monde comprenait que la voie de fait dont nous étions victimes enlevait tout intérêt pratique à l'examen des accords passés, vingt-deux ans plus tôt, entre la France et la Russie.

Voici cependant quel était le texte du document conservé aux archives du quai d'Orsay, dans une enveloppe sur laquelle le président Félix Faure a porté, dans la suite, cette brève annotation : « La convention militaire est acceptée par la lettre de M. de Giers à M. de Montebello donnant force de traité à cette convention. » — « La France et la Russie, étant animées d'un égal désir de conserver la paix et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, sont convenues des dispositions suivantes : 1° Si la

France est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne. Si la Russie est attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne ; 2° dans le cas où les forces de la Triple Alliance ou d'une des puissances qui en fait partie viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement, et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces et les porteront le plus près possible de leurs frontières ; 3° les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne sont, du côté de la France, de 1 300 000 hommes, du côté de la Russie, de 700 000 à 800 000 hommes. Ces forces s'engageront à fond, en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter, à la fois, à l'est et à l'ouest ; 4° les états-majors des armées des deux pays se concerteront en tout temps pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus. Ils se communiqueront, dès le temps de paix, tous les renseignements relatifs aux armées de la Triple Alliance qui parviendront à leur connaissance. Les voies et moyens de correspondre en temps de guerre seront étudiés et prévus d'avance ; 5° la France et la Russie ne concluront pas la paix séparément ; 6° la présente convention

aura la même durée que la Triple Alliance; 7° toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes. »

Cette convention est restée jusqu'au mois d'août 1914 la loi de nos rapports avec la Russie. Une seule clause a été modifiée au mois d'août 1899, d'accord avec l'empereur et M. le président Loubet, par un échange de lettres entre le comte Mouravieff et M. Delcassé. Les deux gouvernements avaient craint que la convention, ayant la même durée que la Triple Alliance, ne pût devenir caduque, s'il arrivait à la Triple Alliance de se dissoudre par la mort de François-Joseph et par la dislocation de l'Autriche; et ils avaient jugé prudent de convenir qu'elle resterait en vigueur, comme l'accord diplomatique préparatoire passé en 1891, aussi longtemps que l'exigeraient les intérêts communs des deux pays (1).

Enfin, très peu de temps après que j'avais pris la direction du ministère des Affaires étrangères, j'ai reçu de notre ambassadeur M. Georges Louis — avec lequel, soit dit au passage, je n'ai jamais cessé d'être étroitement d'accord sur la politique à suivre vis-à-vis de la Russie — le télégramme suivant : « Saint-Pétersbourg, le 6 février 1912. Le ministre de la Marine m'a dit ce soir qu'il était autorisé à me faire savoir officiellement que l'empereur verrait avec satisfaction s'établir entre les

(1) *Livre jaune*, n°s 93, 94 et 95.

états-majors de la marine française et de la marine russe, des rapports directs semblables à ceux qui existent depuis 1892 entre les états-majors de la guerre des deux pays. L'amiral m'a fait cette communication en termes très chaleureux. Il a ajouté que M. Sazonoff me la renouvellerait à titre officiel (1). » Le gouvernement que je présidais fut unanime à penser qu'il ne fallait pas repousser cette ouverture. Bien que la flotte russe ne fût pas encore très puissante, il y avait évidemment intérêt à ne pas laisser les deux marines s'ignorer totalement. Un projet de convention navale, établissant entre elles un contact permanent et régulier, fut donc signé, le 16 juillet 1912, et lorsque, le mois suivant, je me rendis à Saint-Pétersbourg, dans des conditions sur lesquelles j'aurai l'occasion de revenir, nous y échangeâmes, M. Sazonoff et moi, les lettres de ratification, qui ont été, du reste, publiées au Livre jaune (2).

Tels sont, dans l'ensemble, les documents diplomatiques qui constituent l'alliance franco-russe. A peine était-elle formée que l'Allemagne entreprenait des travaux d'approche contre elle, tantôt pour la détruire ou la tourner, tantôt pour s'y glisser. La chancellerie de Berlin essaya, d'abord, en 1895, d'organiser entre la Russie, la France et elle, une intervention à trois, pour enlever au

(1) *Livre jaune*, nº 96.
(2) Nos 106 et 107.

Japon une partie des bénéfices de la victoire qu'il avait remportée sur la Chine. Puis l'empereur Guillaume II nous fit inviter par le comte de Münster à l'inauguration du canal maritime de Kiel. Un écrivain royaliste de très grand talent, M. Charles Maurras, a reproché à M. Gabriel Hanotaux, qui était alors ministre des Affaires étrangères, d'avoir accepté pour notre flotte une invitation de l'Allemagne (1). Je faisais partie du cabinet qui crut finalement impossible de répondre par un refus, et je dois à la vérité de dire que le gouvernement, à l'unanimité de ses membres, y compris le ministre des Affaires étrangères, avait d'abord voulu décider que la France s'abstiendrait. Mais l'empereur Alexandre III était mort le 1er novembre de l'année précédente ; personne ne savait encore quelles seraient exactement, vis-à-vis de la France, les dispositions de son successeur et lorsque notre ambassadeur avait demandé à Nicolas II s'il enverrait la flotte russe à Kiel, le tsar avait exprimé, dans une note écrite, le désir formel que nos bateaux y vinssent à côté des siens. Devant cette insistance, le cabinet français s'inclina. L'Allemagne, d'ailleurs, n'en sut aucun gré à la France. Avec un tact exquis, elle rappela tout exprès de la Méditerranée, pour le faire figurer à Kiel, un cuirassé qui portait le nom d'une de nos défaites, celle de Wœrth, et

(1) Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*.

à peine les bâtiments français avaient-ils quitté le canal, de façon à être rentrés en France avant le premier anniversaire de la mort du président Carnot, que, dans tout l'empire, se préparaient des fêtes nouvelles pour commémorer le vingt-cinquième anniversaire de 1870.

Dans tout le cours de l'année suivante, Guillaume II multiplie les démarches pour détourner la Russie de la France. Au moment du désastre subi à Adoua par les Italiens, il nous fait accuser à Saint-Pétersbourg de chercher à l'Italie une mauvaise querelle ; il ne sait qu'imaginer pour nous desservir dans l'esprit du tsar. Mais, Nicolas II, qui était peut-être une nature faible et un esprit indécis, avait un culte pour la mémoire de son père et ne voulait rien répudier de l'héritage qu'il en avait reçu. Pour bien montrer à la France qu'il ne songeait pas à rompre les liens qui attachaient son pays et le nôtre, il vint à Paris, avec l'impératrice, dans les premiers jours d'octobre 1896, et le président Félix Faure lui rendit cette visite à Saint-Pétersbourg et à Moscou au mois d'août 1897 : tous deux inaugurant ainsi ces voyages de courtoisie réciproque qui se sont effectués, depuis lors, sous toutes les présidences, et dont le dernier, s'il a été au retour, hélas ! plus troublé et plus rempli d'anxiété que les précédents, n'a été, ai-je besoin de le dire? ni plus mystérieux ni moins pacifique.

Le tsar gardait, du reste, avec Guillaume II

les relations les plus amicales. En quittant Paris le 9 octobre 1896, Nicky repassait par Berlin pour embrasser Willy et les deux empereurs se retrouvaient encore, dans l'automne de 1897, à Wiesbaden et à Darmstadt. De plus en plus, les événements semblaient favoriser l'Allemagne et fortifier sa situation diplomatique. Guillaume II travaillait à réaliser une entente avec l'Angleterre sur le partage éventuel des colonies portugaises d'Afrique ; en même temps, il mettait à profit le grave malentendu qui venait de se produire entre l'Angleterre et la France, après la rencontre du commandant Marchand et de lord Kitchener à Fachoda, et il essayait, comme en fait foi la correspondance du marquis de Noailles avec le quai d'Orsay, de nous tourner contre cette Angleterre avec laquelle il venait de signer un accord.

Sur les entrefaites, le 28 août 1898, le tsar Nicolas II avait adressé à toutes les puissances une circulaire qui témoignait clairement de ses dispositions pacifiques et qui invitait les gouvernements à rechercher les moyens d'arrêter la progression continue des armements ; et aussitôt l'empereur d'Allemagne, refroidi par cette démarche dans les avances qu'il faisait à la Russie, se plaignait à M. White, ambassadeur des États-Unis à Berlin, de l'initiative prise par le tsar, demandait au Reichstag une augmentation d'effectifs, prononçait à Wiesbaden un de ses discours sur l'épée aiguisée et chargeait ses représentants au con-

grès de la Haye d'y assurer l'échec de la proposition russe.

Il y a, paraît-il, des esprits délicats auxquels ne suffit pas l'évidence des crimes commis, en 1914, par les Empires du centre et qui se plaisent à rechercher, tantôt dans des archives incomplètes, tantôt dans des collections de journaux, tantôt, et le plus souvent, dans les créations de leur fantaisie, ce qu'ils appellent volontiers les responsabilités lointaines de la guerre. Qu'ils daignent se rappeler le congrès qui s'est ouvert à la Haye le 18 mai 1899 ; qu'ils songent aux longs et vains efforts qu'y ont faits en commun les délégués russes et mon illustre ami M. Léon Bourgeois pour arrêter, dans la mesure du possible, la frénésie des armements ; qu'ils se souviennent de l'invincible résistance de l'Allemagne, et qu'après cela, ils amnistient encore, s'ils l'osent, l'empereur Guillaume II et condamnent, s'ils le peuvent, l'infortuné Nicolas II !

Mais toutes les manœuvres de Berlin allaient bientôt être déjouées par la politique anglaise. Le 22 janvier 1901, le roi Édouard VII succédait sur le trône de Grande-Bretagne et d'Irlande à sa mère la reine Victoria et Guillaume II pressentait tout de suite, dans « l'oncle Bertie », un souverain qui ne supporterait pas sans quelque impatience les prétentions de l'Allemagne à la domination. Assurément, le roi Édouard VII n'a pas pris, dans la direction de la diplomatie britannique,

toute la part personnelle que son impérial neveu lui a prêtée dans ses annotations rageuses de 1914, ni même celle que s'est souvent représentée l'imagination française. C'était un chef d'État constitutionnel, qui respectait l'indépendance des ministres de la couronne, mais son expérience et sa valeur intellectuelle lui donnaient une grande autorité sur le gouvernement royal, et son influence n'a certainement pas été étrangère à l'heureux rapprochement de l'Angleterre et de la France. Édouard VII a beaucoup contribué à nous faire oublier le pénible incident de Fachoda. En venant à Paris, dès le mois de mai 1903, saluer M. le président Loubet, en recevant celui-ci à Londres, quelques semaines plus tard, avec un empressement chaleureux, il a donné au monde entier une image sensible de la réconciliation qui s'accomplissait alors entre nos deux pays. Mais c'est du cœur même des peuples qu'a jailli l'étincelle qui a rallumé, au moment propice, des sentiments si longtemps éteints.

Par une série de conventions partielles, la plupart des questions coloniales qui nous avaient divisés étaient déjà résolues ; le 8 avril 1904, M. Delcassé signa avec le gouvernement anglais un accord qui supprimait les derniers points de friction, en réglant par des concessions mutuelles les intérêts des deux nations, là précisément où ils étaient le plus exposés à se heurter, en Égypte et au Maroc. Cet accord du 8 avril 1904 a été,

pour la France et pour l'Europe, comme l'alliance franco-russe en 1891-93, le point de départ d'une ère nouvelle.

Deux ans auparavant, la Triple Alliance avait été encore prorogée ; mais déjà, en la même année 1902, l'Italie, tout en demeurant unie au groupe central, avait donné par la plume de M. Prinetti, à notre éminent ambassadeur à Rome, M. Barrère, l'assurance que, dans une guerre où nous ne serions pas les agresseurs, elle observerait scrupuleusement la neutralité ; et elle a tenu parole au mois d'août 1914, dans des conditions où il est permis de voir une condamnation décisive, prononcée contre l'Empire d'Allemagne par son alliée de la veille. Lorsque, au printemps de 1904, l'Entente cordiale vient se juxtaposer aux accords franco-italien, l'équilibre des forces européennes se trouve donc moins instable que dans les années précédentes et il y a, en tout cas, moins de chances qu'auparavant pour qu'il puisse se rompre tout à coup aux dépens de la France.

Nous avons entendu Guillaume II pousser, en 1914, les cris de fureur d'une bête traquée et se plaindre que l'Angleterre, la Russie et la France eussent réussi à encercler et à isoler l'Allemagne. Isolée, l'Allemagne ne l'a jamais été, puisqu'elle a eu à ses côtés, même dans une guerre injuste, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie. Encerclée, elle ne l'a pas été davantage ; et ni l'alliance franco-russe, ni l'Entente cordiale, ni

plus tard la fusion progressive de ces deux formations pacifiques dans la Triple Entente, n'ont eu pour objet d'encercler personne. Sans doute, le langage du chancelier allemand a été, à cet endroit, le même que celui de son empereur : « La politique anglaise, a écrit le prince de Bülow, a essayé peu à peu de faire échec à l'Allemagne en déplaçant le centre de la puissance en Europe. Par une série d'ententes, auxquelles on sacrifia souvent d'importants intérêts anglais, elle chercha à attirer les autres États européens afin d'isoler ainsi l'Allemagne. Ce fut l'ère de ce qu'on appela la politique anglaise d'encerclement. » Et, au mois d'août 1915, le chancelier Bethmann-Hollweg répétait encore au Reichstag : « Le roi Édouard VII a cru que sa tâche principale était d'isoler l'Allemagne. Puis, l'encerclement par l'Entente, avec des tendances ouvertement hostiles, est devenu, d'année en année, plus étroit. Nous avons été obligés de répondre à cette situation par le grand budget d'armements de 1913. » Toujours la même interversion des rôles ; toujours le voleur qui croit habile de crier : Au voleur ! Les médecins nous apprennent que la mégalomanie et la folie de la persécution sont deux aspects d'une même maladie. L'Allemagne, qui s'imagine avoir droit à l'empire du monde, proteste avec indignation, pour peu que d'autres nations aient l'audace de revendiquer leur liberté.

Le prince de Bülow avait commencé par ap-

précier plus sainement les choses. Au lendemain même de l'accord franco-anglais, il avait été questionné au Reichstag et il avait spirituellement répondu (1) : « Cet accord nous paraît constituer une tentative pour faire disparaître une série de différends entre la France et l'Angleterre au moyen d'une entente amiable. Nous n'avons, au point de vue des intérêts allemands, rien à y objecter. Nous ne saurions, en effet, souhaiter, entre la France et l'Angleterre, une situation tendue qui serait un danger pour la paix dont nous poursuivons sincèrement le maintien... Le comte Reventlow a exécuté des variations sur le thème *duobus litigantibus tertius gaudet.* Je veux négliger la question de savoir si ce proverbe s'applique toujours et si, lorsque deux personnes cessent de se disputer, la troisième et la quatrième doivent toujours être tristes. » Là était la vérité. Ce qu'il y avait de nouveau et d'important dans l'accord franco-britannique, c'était que deux grandes nations pacifiques, accoutumées, l'une et l'autre, à se gouverner elles-mêmes, gardiennes, l'une et l'autre, de fortes traditions libérales, eussent spontanément compris que, si elles parvenaient à dissiper le souvenir de leurs vieilles querelles, elles pourraient établir entre elles une collaboration profitable, non seulement à leurs intérêts propres, mais à leurs idées communes et à la civilisation

(1) *Livre jaune*, Affaires du Maroc, t. I, 1905, p. 126-127.

même. La France, alliée de la Russie et amie de l'Angleterre, pouvait, à l'occasion, s'employer à prévenir les dissentiments dont les causes subsistaient encore entre ces deux puissances, notamment en Perse et en Asie Mineure ; et l'Italie, attachée à la Triple Alliance, en même temps que liée à la France par l'arrangement de 1902, formait tout naturellement trait d'union entre les deux groupes. Ce n'est pas seulement à Rome que cette position particulière de l'Italie avait été considérée comme irréprochable vis-à-vis des autres puissances ; c'est à Paris et à Berlin. A Paris, on n'avait jamais ignoré que l'Italie continuait à faire partie de la Triple Alliance ; à Berlin, on avait connu le rapprochement franco-italien. L'Allemagne ne songeait donc nullement, au lendemain des accords de 1904, à se prétendre encerclée et elle savait bien qu'elle ne l'était pas.

Mais l'impérialisme allemand n'était pas fait pour s'accommoder longtemps de l'équilibre européen. Le 20 août 1915, à un moment où, dans l'illusion de la victoire, le chancelier Bethmann-Hollweg croyait pouvoir céder à un accès de franchise, il poussait devant le Reichstag ce cri du cœur : « La politique anglaise de l'équilibre des puissances doit disparaître. » En d'autres termes, il faut que l'Allemagne reste maîtresse de peser comme il lui plaît dans les plateaux de la balance ; il faut qu'une force prépondérante se substitue à l'égalité des forces.

C'est en ce sens que l'empereur Guillaume II s'est mis, dès la fin de 1904, à travailler avec une remarquable obstination. Au mois de septembre 1917, après la révolution russe, M. Bourzef a découvert à Tsarskoïé-Sélo toute la correspondance que l'empereur Nicolas II avait entretenue avec les chefs d'État de l'Europe. Jusque-là, l'Allemagne avait fait répandre, au sujet des lettres écrites ou reçues par le tsar, les légendes les plus absurdes. Pendant la guerre, il y avait, en France même, des gens qui se prétendaient renseignés et qui vous murmuraient à l'oreille : « Oui, sans doute, l'Allemagne est coupable. Mais si vous connaissiez la correspondance de l'empereur de Russie et du président de la République ! » Le jour où les tiroirs ont été ouverts, on n'a rien trouvé, et pour cause, qui fût de nature à compromettre un Français quelconque, mais on a mis la main sur un volumineux paquet de lettres de Willy, qui témoignent d'une longue et persévérante machination, destinée, une fois de plus, à exciter la Russie contre l'Angleterre.

Guillaume II chercha, d'abord, à tirer parti des défaites que la flotte russe et les armées de Kouropatkine venaient d'essuyer dans la guerre contre le Japon. A peine l'écho des batailles livrées sur le Cha-Hô était-il arrivé en Europe, que Guillaume II commençait les insinuations et alléguait que l'Angleterre essayait sous main de se concerter avec la France pour préparer une paix favo-

rable au Japon. Puis, après l'incident du Dogger Bank et la malheureuse méprise de l'amiral Rojdestvensky, qui avait, vous vous le rappelez, canonné des pêcheurs anglais, le kaiser croit l'heure plus propice que jamais pour pousser sa pointe. Il déclare à Nicky que la France manque à ses obligations envers la Russie et il revient à son idée de grouper contre l'Angleterre les puissances continentales (1).

Habilement circonvenu par son impérial correspondant, le tsar se laisse aller à lui écrire, le 20 octobre 1904, un mot qui montre trop bien que la Triple Entente n'est pas immédiatement sortie des accords du 8 avril et que la France a eu fort à faire, dans les années suivantes, pour rapprocher définitivement l'une de l'autre son amie et son alliée : « Je te remercie cordialement, dit Nicolas II... Je n'ai pas de mots pour exprimer mon indignation contre l'Angleterre... Il est certainement temps de mettre un terme à tout cela. La seule manière d'y arriver serait, comme tu le dis, que l'Allemagne, la Russie et la France s'entendissent pour mettre fin à l'arrogance et à l'insolence anglaise et japonaise. Es-tu disposé à préparer les termes et les grandes lignes d'un tel accord et à me le faire connaître? Dès que nous aurons accepté la chose, la France serait obligée

(1) Voir cette correspondance dans le rapport de la Commission sénatoriale d'enquête.

de suivre son alliée. » Vous pensez bien que Guillaume II ne se fait pas prier. Il s'empresse d'envoyer à Peterhof un *Feld-jäger* impérial avec un projet de traité. Mais, au moment de signer, Nicolas II a un scrupule ; il craint que Willy, en voulant le brouiller avec l'Angleterre, ne cherche surtout à le brouiller avec la France et, le 23 novembre 1904, il fait savoir à Willy qu'il est d'avis de communiquer, avant toute signature, le projet au gouvernement de la République. Là-dessus, Willy prend peur et se démasque. « Il serait dangereux, écrit-il, de prévenir la France. Elle ne manquerait pas d'informer l'Angleterre, son amie et peut-être son alliée secrète. Le résultat serait évidemment une attaque immédiate de l'Angleterre et du Japon en Europe aussi bien qu'en Asie. Son immense supériorité navale aurait vite raison de ma petite flotte, et l'Allemagne serait temporairement paralysée. Un avertissement préalable à la France mènerait à une catastrophe. » Et Guillaume conclut que, si Nicky ne veut pas mettre la France en présence du fait accompli, il est préférable de renoncer au traité. Ainsi, l'empereur d'Allemagne avait conscience que, si ses trames secrètes venaient à être connues, il en pourrait résulter une catastrophe, et il n'en continuait pas moins son œuvre machiavélique. Conspirateur nocturne, il redoutait la clarté du jour, mais il ne se lassait pas de conspirer.

L'été suivant, il croisait dans la Baltique, en

face des côtes finnoises, et il exprimait à Nicky le désir de le rencontrer « en simple touriste, sans aucune cérémonie ». En réalité, il croyait l'occasion favorable à une reprise de ses desseins. L'escadre de l'amiral Rojdestvensky avait été coulée, le 27 mai précédent, près de Tsoushima par la flotte japonaise. La Russie était condamnée à l'impuissance. La révolution menaçait, à Saint-Pétersbourg et à Moscou, les institutions impériales. La France elle-même venait d'être traînée par l'Allemagne à la conférence d'Algésiras. N'était-ce pas le moment pour l'Allemagne et pour son empereur d'isoler définitivement l'Angleterre et d'en éloigner à jamais la France et la Russie? Nicky n'ayant pas osé décliner l'invitation de Willy, les deux yachts se rencontrèrent, le 3 juillet, près de Viborg, dans les eaux paisibles de Bjoerkoe Sund. On n'a su que douze ans plus tard, après la révolution russe, et par des pièces authentiques, ce qui s'était passé dans cette entrevue (1). Nicolas II avait eu la candeur de venir à Bjoerkoe, en simple touriste, comme il y avait été convié ; il n'avait avec lui que l'amiral Birileff, ministre de la Marine, et le maréchal de la cour, comte de Benkendorff. Guillaume II lui avait alors présenté, sur l'*Etoile-Polaire*, le texte d'un traité d'alliance positive entre l'Allemagne et la Russie.

(1) Voir « Le traité de Bjoerkoe », par M. Maurice Bompard, ambassadeur de France, *Revue de Paris*, 15 mai 1908.

Le tsar, qui n'avait, d'abord, vu dans ce texte qu'une nouvelle garantie pour la paix, avait signé et, par l'article 4, il s'était même engagé à entreprendre les démarches nécessaires pour faire connaître le traité à la France et pour proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée. Mais, après le départ de Willy, Nicky s'était repris ; il avait mis au courant son ministre des Affaires étrangères, le comte Lamsdorf, qui lui avait fait sentir l'impossibilité de concilier les combinaisons de Guillaume II et l'alliance française ; et, sans même que le gouvernement de la République fût informé de l'aventure, la malencontreuse convention de Bjoerkoe était demeurée enfouie dans les archives privées de Nicolas II. Le kaiser ne prit pas, du reste, volontiers son parti de cet abandon, puisque, le 12 octobre, il télégraphiait encore au tsar : « Nous avons joint nos mains ; nous avons signé devant Dieu, qui a entendu notre serment... Ce qui est signé est signé. Dieu est notre témoin. J'attends tes propositions.

Telle était, disons-le franchement, la grande faiblesse de notre alliance avec la Russie. L'empereur Alexandre III avait redouté, avant 1891, que notre régime parlementaire ne rendît incertaine et fragile l'amitié des deux pays. Cette crainte ne s'est jamais trouvée justifiée par aucune indiscrétion ni aucune imprudence française. Mais, en Russie, où la solidité de l'alliance reposait entièrement sur la volonté personnelle de l'empereur,

nous étions toujours à la merci, je ne dis pas d'une déloyauté, mais d'une erreur ou d'une défaillance. Par bonheur, les intrigues allemandes ont fini par échouer devant l'honnêteté de Nicolas II et devant ce respect religieux qu'il professait, comme je vous l'ai dit, pour les décisions prises par son père.

Mais il n'en a pas moins, jusqu'au jour de la guerre, conservé avec Guillaume II, au vu et au su de la France, les relations les plus intimes. Comment donc attribuer à la Triple Entente des intentions hostiles contre la Triple Alliance, et comment parler d'encerclement, lorsque, entre deux souverains des deux groupes, se maintiennent des rapports aussi fréquents et aussi affectueux? Si un accord anglo-russe, signé en 1907 au sujet de la Perse et du golfe Persique, resserre la Triple Entente et si Édouard VII rend visite au tsar, à Reval, dans le mois de juin 1908, Nicolas et Guillaume II se rencontrent à Swinemünde en 1907 ; ils se retrouvent en 1909 ; le tsar vient à Potsdam en novembre 1910 ; le 19 août 1911, la Russie et l'Allemagne se reconnaissent réciproquement deux zones de chemins de fer en Anatolie et dans la Perse septentrionale ; la Russie adhère à la grande pensée allemande du Bagdad et signe la charte de l'entreprise ; en 1912, après une nouvelle entrevue, qui a lieu cette fois à Port-Baltique, la *Vossische Zeitung* va jusqu'à écrire : « Port-Baltique vivra peut-être dans la mémoire des peuples,

comme le théâtre de grandes tractations politiques. » Et nous verrons sur quel ton d'amitié confiante correspondent encore, à la veille de la guerre, le rusé Willy et le timide Nicky.

Ainsi l'alliance franco-russe n'avait jamais pu apparaître à l'Allemagne comme dirigée contre elle ; et l'Entente cordiale n'avait, elle non plus, aucun caractère agressif. L'Angleterre n'était, du reste, liée ni à la France, ni à la Russie, par aucun pacte diplomatique. Son état-major militaire s'était mis en rapport officieux avec le nôtre, pour examiner un programme éventuel de défense, mais, même pour le cas où nous aurions été victimes d'une attaque injustifiée, le gouvernement britannique n'avait pris envers nous aucun engagement ; et cette situation indécise ne s'est modifiée, et encore très légèrement, que dans les dernières semaines de 1912.

Au mois d'avril 1905, lord Lansdowne avait paru disposé à faire un pas de plus et il avait proposé à M. Paul Cambon une formule générale d'entente, un peu plus vague encore, d'ailleurs, que celle par laquelle il avait été préludé, en 1891, à l'alliance franco-russe. Au mois de septembre 1912, l'amirauté anglaise ayant, sur l'initiative de M. Winston Churchill, envisagé, avec notre ministère de la Marine, une distribution concertée des deux flottes, qui devait avoir pour effet la concentration de nos escadres dans la Méditerranée, l'entretien fut repris entre M. Paul Cambon

et sir Edward Grey. Nous ne pouvions, en effet, modifier la répartition de nos forces navales et abandonner la garde de la Manche et de nos côtes de l'Atlantique, sans être assurés qu'en cas de péril, il y aurait conversation sur l'attitude et, au besoin, sur les mesures à prendre. J'étais, à cette époque, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. M. Paul Cambon m'en référa et, avec mon autorisation, il proposa au ministre britannique de consigner dans deux lettres l'assurance mutuelle que, s'il survenait jamais des événements de nature à troubler la paix européenne, les deux gouvernements se mettraient immédiatement en rapport et examineraient ensemble les résolutions à prendre. M. Asquith et sir Edward Grey acceptèrent, en principe, cette idée, que j'avais, de mon côté, soumise au gouvernement français ; et le 30 octobre 1912 le Conseil des ministres britannique adopta un texte conforme à la suggestion de M. Cambon et précisant que, si une guerre apparaissait comme inévitable, les deux gouvernements mettraient en vigueur les conventions militaire et navale, préparées éventuellement par les états-majors. Le texte des lettres échangées entre notre ambassadeur et sir Edward Grey a été publié en Angleterre, puis en France, après l'invasion allemande. La rédaction en était simplement hypothétique et n'impliquait aucune obligation ferme d'assistance réciproque. Le cabinet anglais n'avait pas cru pouvoir con-

tracter un engagement positif, sans une autorisation parlementaire. Lorsque l'horizon s'assombrit, nous n'avions donc pas la certitude d'une intervention anglaise ; et c'était une raison de plus pour que notre diplomatie ne cessât jamais d'être prudente. (Nous verrons à quel point elle l'a toujours été.) A défaut d'alliance, l'amitié de la Grande-Bretagne donnait toutefois à notre politique étrangère plus d'aisance et d'autorité et, dans les crises nombreuses qui se sont succédé en Europe à partir de 1905, nous nous sommes tenus coude à coude avec l'Angleterre ; nous sommes restés unis avec elle au moins aussi étroitement qu'avec la Russie. Dans les affaires balkaniques notamment, c'est avec elle, d'abord, qu'en toute circonstance, nous avons pris soin de nous concerter. Pendant plusieurs années, les deux gouvernements se sont consultés jour par jour, heure par heure ; et pas une seule fois, l'un d'eux n'a pris, dans les questions pendantes, une initiative isolée ; et ensemble, jusqu'à l'heure suprême, ils ont fait des efforts désespérés pour sauver la paix.

Mais si étroite que fût devenue cette entente franco-britannique, elle n'a jamais interrompu les bonnes relations qui existaient, d'autre part, entre le gouvernement anglais et l'Allemagne (1). En 1905, au lendemain de l'accord anglo-français,

(1) Voir Jacques Bardoux, *L'Angleterre radicale. — La Marche à la guerre* (F. Alcan).

ce sont des adresses de sympathie réciproque votées dans des meetings à Londres et à Berlin, ce sont des lunchs offerts à l'ambassadeur d'Allemagne, des visites échangées entre lords maires et bourgmestres. En 1906, c'est l'entrevue d'Édouard VII et de Guillaume II à Friedrichshof ; ce sont les missions du duc de Connaught et de M. Winston Churchill aux manœuvres allemandes. En 1907, c'est une nouvelle visite faite, en uniforme allemand, par le roi Édouard à son neveu de Berlin ; c'est la réception de Guillaume à Londres et cette inscription qu'il relève avec joie sur un arc de triomphe : « Le sang est plus épais que l'eau. » En 1908, c'est le ministre anglais de la Marine qui pousse la condescendance jusqu'à communiquer officiellement à Berlin ses projets de construction navale ; c'est une nouvelle rencontre de l'oncle et du neveu à Cronberg et un voyage de M. Lloyd George à Berlin. Les années suivantes, c'est une longue série de démarches et de tractations pacifiques, ayant pour objet de supprimer, entre les deux nations, toute rivalité maritime. En mai 1911, c'est encore l'accueil enthousiaste que Londres fait à Guillaume II, lorsqu'il vient, à l'improviste, assister, auprès du roi George V, à l'inauguration du monument élevé à la mémoire de la reine Victoria ; c'est l'envoi à Berlin d'un ministre britannique éminent, philosophe et grand admirateur de la civilisation allemande, lord Haldane, avec mandat de reprendre, si possible, une conversation

engagée, dès 1908, entre l'Allemagne et l'Angleterre, au sujet des colonies portugaises et d'assurer, de nouveau, l'échange des programmes respectifs de constructions navales.

Au moment où les affaires marocaines, puis les affaires balkaniques, allaient accumuler dans le monde une si dangereuse électricité, ni l'alliance franco-russe, ni l'Entente cordiale ne constituaient donc des formations capables de compromettre la paix. Elles étaient, au contraire, l'une et l'autre, en contact permanent avec l'autre groupe, et la France, elle aussi, nous le verrons, avait avec l'Allemagne et avec l'Autriche des relations irréprochables. Je vous montrerai même qu'en 1912, en 1913 et jusqu'en 1914, il y a eu, entre l'Allemagne et nous, sur plusieurs sujets importants, une véritable collaboration. Si haut qu'on remonte dans la politique qu'a suivie la France depuis 1870, si près qu'on se rapproche ensuite du mois d'août 1914, on ne trouve rien, absolument rien, qui permette, je ne dis pas même d'incriminer notre pays, mais de lui reprocher une faute involontaire.

III

LE MAROC ET LA CRISE BALKANIQUE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 1er juillet 1911, à midi, le baron de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, se présentait au quai d'Orsay, avec cet air grave qu'il ne prenait, je l'ai dit, que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et il remettait à M. de Selves, ministre des Affaires étrangères, la note que voici (1) : « Des maisons allemandes qui ont des affaires dans le sud du Maroc et particulièrement dans les environs d'Agadir se sont inquiétées d'une certaine agitation qui régnait parmi les

(1) Sur les affaires marocaines, voir notamment : *Livre jaune*. — *Le Mystère d'Agadir*, par André TARDIEU (Calmann-Lévy). — *La Politique marocaine de l'Allemagne*, par Louis MAURICE (cet ouvrage, très documenté, est de M. Louis-Maurice BOMPARD, ambassadeur de France, aujourd'hui sénateur de la Moselle) (Plon-Nourrit). — Albert BAZERGUE, *les Origines de la guerre mondiale* (Plon-Nourrit). — *La Diplomatie de Guillaume II*, par Émile LALOY (éditions Bossard). — René PINON, *France et Allemagne* (Perrin et Cie). — MERMEIX, *Chronique de l'an* 1911. — René ALBIN, *le Coup d'Agadir*. — OUTIS, *les Négociations de* 1911 (Paris, Alcan), etc., etc.

tribus de cette région et qui semble avoir été provoquée par les derniers événements survenus dans d'autres parties du pays. Ces maisons se sont adressées au gouvernement impérial en lui demandant aide et protection pour leur vie et leurs biens. Le gouvernement a fait droit à cette demande en décidant d'envoyer un navire de guerre à Agadir pour aider et secourir, en cas de besoin, les sujets et protégés allemands et pour veiller, en même temps, aux intérêts allemands qui sont considérables dans ces régions. Dès que l'ordre et la tranquillité seront revenus au Maroc, le navire chargé de cette mission protectrice quittera le port d'Agadir. » Les prétextes donnés dans cette note étaient aussi faux que devaient l'être, trois ans plus tard, les griefs indiqués dans la déclaration de guerre. Il n'y avait, à Agadir, aucune menace contre des maisons allemandes ; il n'y avait même pas de maisons allemandes. Agadir était alors un port fermé, où ne pouvait exister aucun établissement de commerce européen. Les raisons de l'Allemagne n'étaient donc pas celles qu'elle invoquait. Elle en avait d'autres, qui, pour mauvaises qu'elles fussent, étaient déjà fort anciennes. A demi-mot, du reste, le baron de Schœn les indiqua tout de suite à M. de Selves. L'acte d'Algésiras avait, dit-il, perdu toute efficacité. L'Allemagne désirait causer avec nous du Maroc et, plus généralement, de l'Afrique et, pour commencer la conversation, elle donnait,

suivant sa coutume, un coup de poing sur la table. Elle envoyait une de ses canonnières, le *Panther*, mouiller devant Agadir.

C'était déjà le gracieux procédé qu'elle avait employé six ans plus tôt pour engager avec nous, à propos du Maroc, un premier entretien. Le 31 mars 1905, le yacht impérial *Hohenzollern* s'était tout à coup présenté devant Tanger. Guillaume II avait quitté le bâtiment avec une suite d'une cinquantaine de personnes et, arrivé à terre, il avait été reçu par le chérif Moulay Abdel Malek, envoyé du sultan ; et, répondant aux souhaits de bienvenue qui lui étaient adressés, il avait déclaré d'un ton protecteur : « C'est au sultan, en sa qualité de souverain indépendant, que je fais aujourd'hui une visite. J'espère que, sous la souveraineté du sultan, un Maroc libre restera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole et sans annexion, sur le pied d'une égalité absolue. Ma visite à Tanger a pour but de faire savoir que je suis décidé à tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc. Considérant le sultan comme un souverain absolument libre, c'est avec lui que je veux m'entendre sur les moyens propres à sauvegarder ces intérêts. » Au moment où Guillaume II venait à Tanger, tout exprès pour y prononcer ces paroles, une mission française se trouvait à Fez depuis deux mois entiers. Elle y avait été envoyée, après une longue série de représentations

vaines, pour obtenir du sultan Abdul-Aziz, des réformes nécessaires, non seulement à la protection des intérêts français au Maroc, mais à la sécurité de notre colonie algérienne ; et Guillaume, qui le savait, terminait soigneusement son allocution par ces mots : « Quant aux réformes que le sultan a l'intention de faire, il me semble qu'il faut procéder avec beaucoup de précautions, en tenant compte des sentiments religieux de la population pour que l'ordre public ne soit pas troublé. » Les sentiments religieux des populations musulmanes, Guillaume II avait bruyamment affecté d'y rendre hommage, quelques années auparavant, lorsqu'il était allé à Damas, sur la tombe de Saladin, s'offrir comme le défenseur de l'Islam en Asie et en Afrique ; mais, cette fois, à Tanger, c'était nettement contre la France qu'il prenait position. Il n'ignorait pas les graves difficultés que des tribus marocaines avaient maintes fois suscitées sur les confins de notre Algérie ; il savait que l'ordre au Maroc était pour nos possessions africaines une nécessité vitale ; sa descente à Tanger, son discours, son offre d'assistance au sultan de Fez, c'était donc, en un tel moment, une manifestation d'hostilité contre nous.

Quels qu'eussent été, en 1905, et en 1911, les intérêts allemands au Maroc, la violence des deux gestes de Tanger et d'Agadir avait quelque chose d'odieux ; c'est par des provocations de cette sorte que l'Empire aurait risqué de surexciter l'opinion française, si notre pays n'avait eu la ferme volonté

de ne se laisser aller à aucune imprudence. Mais, au lendemain de ces démonstrations malveillantes et tapageuses, comment empêcher que notre fierté nationale blessée ne restât quelque temps un peu frémissante? Notre peuple était trop attaché à la paix pour riposter aux inconvenances de l'Allemagne, mais il avait quelque peine à se contenir, et dans un irrésistible besoin de sentir sa dignité intacte, il acclamait un régiment qui passait ou un drapeau tricolore qui flottait au vent. Alors l'Allemagne dénonçait notre chauvinisme et quelques diplomates étrangers la croyaient un peu vite sur parole. C'était elle cependant qui, par des défis renouvelés, se plaisait constamment à irriter en France le sentiment public.

Elle avait paru, tout d'abord, se désintéresser entièrement du Maroc. En 1880, une conférence internationale s'était réunie à Madrid, sur l'initiative de l'Angleterre, pour régler l'exercice des droits de protection consulaire, exercés par les grandes puissances européennes dans l'empire chérifien ; et, à cette occasion, le prince de Hohenlohe avait été chargé par le prince de Bismarck de nous faire savoir que l'Allemagne n'ayant point d'intérêts au Maroc, son délégué à la conférence aurait pour instruction de modeler son attitude sur celle de son collègue de France. M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, avait pris acte de cette déclaration, qui était, du reste, conforme à toutes celles que l'Allemagne avait faites antérieu-

rement. Sept ans plus tard, le prince de Bismarck renouvelait encore les mêmes assurances au marquis de Benomar, ambassadeur d'Espagne à Berlin.

Mais peu à peu l'idée vint au Maghzen — je n'oserais affirmer que ce fût spontanément — de chercher à Berlin un appui contre nous, lorsque nous nous plaignions des tribus turbulentes qui harcelaient sans cesse les populations algériennes. En 1889, une fastueuse mission marocaine fut envoyée en Allemagne, et l'année suivante le comte de Tattenbach négocia et signa avec le Maroc un traité de commerce. Ce ne fut point cependant encore le commencement d'une politique nouvelle. Douze ans plus tard, en 1901, le sultan, voulant reprendre les intrigues à Berlin, y expédie El Menebbhi, son ministre de la Guerre, qui y fait une commande chez Krupp, mais qui n'est pas reçu par le comte de Bülow, le nouveau chancelier de l'Empire. Le 12 janvier 1903, Bülow répète à M. Bihourd que l'Allemagne n'a, pour ainsi dire, pas d'intérêts au Maroc. Le 8 avril 1904 est conclu l'accord par lequel l'Angleterre reconnaît notre situation spéciale dans ce pays, et le 6 octobre suivant, l'Espagne, à qui est réservée une zone d'influence, adhère à la déclaration franco-anglaise. Ni au mois d'avril, ni au mois d'octobre, l'Allemagne ne proteste ; elle proclame, au contraire, qu'elle n'a pas d'objection à présenter. Elle commence bien à parler discrètement de ses intérêts marocains, mais ce sont, dit-

elle, des intérêts économiques, et elle avoue, qu'ils ne sont pas menacés (1). Bien plus, le 4 janvier 1905, comme il est bruit d'une nouvelle mission marocaine qui serait sur le point de partir pour Berlin, M. de Radowitz, ambassadeur d'Allemagne à Madrid, s'empresse de dire à notre chargé d'affaires en Espagne, M. de Margerie : « Si El Mokri va à Berlin pour protester contre les accords franco-espagnols, il sera reçu de belle façon. »

C'est moins de trois mois plus tard que Guillaume II débarque à Tanger. La France s'émeut ; le monde s'étonne. Que s'est-il passé? On ne va pas tarder à le savoir. Le 30 mai, le sultan du Maroc invite les puissances signataires de la convention de 1880 à une conférence, où seraient étudiées les réformes à introduire dans l'empire chérifien. En d'autres termes, il cherche à rompre la conversation engagée à Fez entre le sultan et la France et à introduire l'Allemagne dans l'examen des réformes marocaines. Le baron de Lancken et le prince de Radolin viennent, du reste, successivement faire à M. Rouvier, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, cette déclaration menaçante : « Il faut que vous sachiez que l'Allemagne est derrière le Maroc (2). » Comme cependant

(1) Déclaration de M. de Bülow au Reichstag, 12 avril. — Conversation de M. Bihourd et du baron de Richtofen, 14 octobre.

(2) M. Rouvier à M. Bihourd, 11 juin 1905, *Livre jaune*, Maroc, p. 232.

aucune autre puissance ne suit l'exemple de Berlin et que la conférence n'est demandée que par l'Allemagne, M. Rouvier croit faire preuve de conciliation en offrant une négociation directe. L'Allemagne refuse. Elle compte, malgré tout, trouver, dans une réunion internationale, des concours avantageux. Le 6 juin 1905, se pose, en Conseil des ministres, la grave question de la participation de la France à cette conférence. M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, conseille l'abstention et, en même temps, communique à ses collègues la proposition d'entente écrite que M. Paul Cambon lui a transmise, quelques jours auparavant, de la part de lord Lansdowne. M. Rouvier, qui a encore confiance, à cette date, en certaines promesses venues de Berlin, insiste pour qu'on décline, au contraire, l'offre anglaise. M. Delcassé donne sa démission. Mais, fière de ce qu'elle considère comme un succès, l'Allemagne se montre aussitôt intransigeante et, à peine les pourparlers sont-ils engagés entre mon regretté ami M. Paul Revoil et M. Rosen, pour l'établissement du programme de la prochaine conférence, que M. Rouvier, craignant de se voir acculé à une humiliation et à un conflit, et comprenant qu'il a été joué, demande à M. Paul Cambon si nous pouvons encore compter sur l'Angleterre.

Parlant de cet incident dans l'ouvrage que j'ai déjà cité, le prince de Bülow écrit : « M. Delcassé rendit son portefeuille. Il se retira et notre volonté

l'emporta, parce que nous restâmes fermes. » Il ajoute : « A Algésiras, nous eûmes naturellement des difficultés en face des puissances de l'Entente, et en raison du peu d'intérêt que les autres puissances prenaient à la question marocaine. » Le prince de Bülow n'ose pas avouer franchement les déceptions du gouvernement impérial. Ce n'est pas faute d'intérêt que les puissances autres que celles de la Triple Entente, que l'Italie et l'Autriche elles-mêmes ont, en général, refusé d'appuyer à Algésiras les prétentions de l'Allemagne ; c'est parce qu'elles ont trouvé ces prétentions exorbitantes et insoutenables ; et l'Allemagne n'a pas, en définitive, obtenu de la conférence ce qu'elle en avait attendu. Mais l'acte d'Algésiras était assez confus et assez compliqué pour laisser à un gouvernement perfide et procédurier les meilleures espérances d'avenir. Sans doute, dès le 8 juillet 1905, au moment où elle nous amenait à accepter le principe de la conférence, l'Allemagne avait reconnu la situation particulière « et l'intérêt spécial de la France au Maroc », et cette formule rassurante dominait l'acte général du 8 avril 1906. Mais l'Allemagne avait réussi à sauvegarder la pleine souveraineté du sultan, ce qui lui permettait d'intriguer auprès de lui ; elle avait fait établir un règlement international pour l'organisation de la police, elle avait abouti à la création d'une banque d'État également internationale, et elle avait assuré aux entreprises allemandes la porte

ouverte au Maroc. Comme l'a écrit le prince de Bülow : « Dans le futur maniement des affaires marocaines, l'Allemagne s'était ainsi réservé une voix décisive au chapitre, — voix à laquelle, ajoute-t-il, nous n'avions pas à renoncer sans compensations suffisantes. » Et ces quelques mots nous annoncent et nous expliquent les manœuvres des années suivantes et les marchandages de 1911. Manœuvres en Italie, où l'on essaie vainement de pousser M. Sonnino contre la France dans la question de la banque marocaine, manœuvres à Constantinople, où l'on essaie de décider le khalife à peser sur le sultan de Fez, manœuvres au Maroc même où le comte de Tattenbach et le docteur Rosen essaient d'arracher au Maghzen sans adjudication, c'est-à-dire en violation de l'acte d'Algésiras, des complaisances et des concessions, et où des bandits comme Raissouli, encouragés par l'Allemagne, répandent le désordre et l'inquiétude. Assassinat de M. Charbonnier sur la plage de Tanger, assassinat du docteur Mauchamp à Marakech, assassinat de neuf Européens, Français, Italiens, Espagnols, vous vous rappelez cette suite de crimes, commis, il y a quatorze ans à peine, dans ce pays aujourd'hui si complètement pacifié sous l'autorité française. De conserve avec l'Espagne, nous dûmes débarquer des troupes à Casablanca pour protéger nos nationaux menacés ; mais, en même temps, pour respecter l'acte d'Algésiras, nous fûmes obligés de donner l'ordre au

général Drude et au général Picquart de ne pas faire un pas hors de la ville, et pendant ce temps, tous les Allemands de Casablanca, groupés et dirigés par M. Karl Ficke, qui devait être fusillé pour espionnage au début de la guerre de 1914, envoyaient des agents dans la Chaouya pour y fomenter la révolte et nous forçaient ainsi eux-mêmes à occuper Settat. Aussitôt, M. Karl Ficke mettait en mouvement le consul d'Allemagne, le gouvernement impérial, l'ambassadeur à Paris ; et le prince de Radolin venait dire au quai d'Orsay que l'Allemagne allait être contrainte de renoncer à la politique conciliante. Ce fut ensuite, vous vous en souvenez, la proclamation de la guerre sainte par Moulay Hafid, l'adhésion de l'Allemagne à ce mouvement, la défaite de la méhalla d'Abdul Aziz, la reconnaissance de Moulay Hafid, et enfin, le 25 septembre 1908, le grave incident de Casablanca.

Les Allemands de cette ville, aidés par leur consulat, avaient établi une véritable agence chargée de provoquer des désertions dans notre légion étrangère. Nous étions entièrement désarmés contre ces menées occultes, car le régime des capitulations, qui subsistait au Maroc, y protégeait contre une information judiciaire les sujets de toutes les puissances européennes. Ce n'est qu'en 1914, après la guerre, que nous avons pu connaître par une instruction criminelle et par la saisie de pièces décisives, la vérité sur ces machina-

tions et la part prépondérante qu'y avait prise, avec le consul d'Allemagne, l'infatigable Karl Ficke. On entretenait des racoleurs, on favorisait les évasions et on embarquait les déserteurs dans des paquebots allemands. En même temps, la presse germanique faisait, contre l'existence même de notre légion étrangère, une violente campagne qui s'est poursuivie jusqu'à la déclaration de guerre. Furieuse de voir des Allemands s'engager librement au service de la France, elle prétendait que nous surprenions leur consentement. La vaillance et le dévouement dont les légionnaires ont fait preuve, pendant tout le cours des hostilités, a suffisamment montré l'injustice de ces accusations et la fidélité des sentiments que ces soldats étrangers ont toujours professés pour la France hospitalière. Mais l'agence de Casablanca faisait miroiter les plus belles espérances aux yeux de ceux qu'elle cherchait à détourner et, du 18 au 22 septembre 1908, elle décida à déserter deux Allemands, un Allemand naturalisé français, un Russe, un Suisse et un Autrichien. Le Consul d'Allemagne leur fit remettre des vêtements civils, les logea secrètement en ville pendant quelques jours et décida de les embarquer dans la matinée à bord du vapeur allemand *Cintra*, qui était en rade. A l'heure convenue, ils furent conduits au port, aussi discrètement que possible, par le chancelier du consulat d'Allemagne, accompagné d'un Mokhazni. Ils eurent la mauvaise chance de

faire chavirer la chaloupe dans laquelle ils montaient et furent forcés de remettre pied à terre. Le commandant du port, les ayant surpris, donna l'ordre de les arrêter. Une rixe suivit et le consul impérial d'Allemagne, qui avait chargé, par écrit, son chancelier d'embarquer les six déserteurs, vint, avec insistance, se plaindre à son collègue français. Les gouvernements furent immédiatement saisis. L'Autriche se désintéressa de l'affaire, bien qu'un de ses ressortissants y fût impliqué. Mais l'Allemagne tint naturellement à couvrir son agence de désertion, et le même baron de Lancken, qui avait coutume d'apparaître aux mauvais jours, celui qui interviendra, en 1911, aux heures les plus sombres, celui qui sera gouverneur de la Belgique au moment de l'assassinat de miss Cavell, celui qui, en 1917, essaiera de nous tendre encore des pièges grossiers, le baron de Lancken se rendit, le 28 septembre, au quai d'Orsay, pour y réclamer, au nom du gouvernement « une satisfaction prompte et complète ». D'accord avec M. Clemenceau, qui était alors président du Conseil, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, riposta en demandant que le consul Lüderitz fût désavoué et blâmé. Devant la fermeté de cette réponse, le gouvernement impérial, après quelques jours d'hésitation, proposa lui-même de soumettre le différend à des arbitres. A peine M. Pichon avait-il accepté, que l'Allemagne soulevait mille chicanes sur la rédaction du compromis d'arbi-

trage et ce n'est que le 24 novembre qu'il put être signé. La sentence fut rendue le 22 mai 1909. Elle donnait pleine satisfaction à la France et proclamait « la faute grave et manifeste » du chancelier du consulat impérial. Mais pendant plusieurs mois, un frisson d'inquiétude avait agité l'Europe et le bruit fait par l'Allemagne autour de l'incident de Casablanca avait éveillé dans l'esprit des nations le vague pressentiment d'une guerre prochaine.

Entre temps, la France venait de donner à l'Allemagne un nouveau témoignage de bienveillance. Avant même que la sentence fût rendue, elle avait conclu avec le gouvernement impérial un accord, dont les éléments, du reste, étaient préparés depuis deux ans et qui porte la date du 8 février. L'Allemagne déclarait qu'elle ne poursuivait au Maroc que des intérêts économiques et elle reconnaissait que les intérêts politiques particuliers de la France étaient étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure. La France, qui s'engageait, une fois de plus, à respecter l'indépendance et l'intégrité de l'Empire chérifien, s'obligeait, en outre, à ne pas entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands. Et, chose imprévue, dont il semble bien que le gouvernement français n'avait pas, d'abord, aperçu tous les inconvénients, les deux puissances déclaraient qu'elles chercheraient à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourraient

obtenir l'entreprise au Maroc. C'était l'inauguration d'une politique de collaboration économique et financière entre l'Allemagne et la France, et vous remarquerez que cette importante concession faite aux prétentions allemandes était octroyée par des hommes auxquels l'Empire a toujours reproché leur intransigeance nationale, MM. Clemenceau et Pichon. Dans la négociation de l'accord, M. Jules Cambon avait, il est vrai, pris soin de stipuler que, pour la formation des consortiums, il serait tenu compte du fait que les intérêts français au Maroc étaient plus importants que les intérêts allemands. Mais aussitôt les signatures échangées, l'Allemagne se chargea de nous montrer qu'il n'était pas facile d'apaiser ses convoitises. Animé d'un sincère désir de mettre en pratique l'accord du 8 février, le gouvernement français envoya à Berlin M. Guiot, délégué des porteurs de l'emprunt marocain et, en même temps, contrôleur des douanes chérifiennes. M. Guiot se heurta à de telles exigences qu'il lui fut impossible d'aboutir à la formation des associations prévues et qu'il dut laisser aux hommes d'affaires des deux pays, financiers et entrepreneurs de travaux publics, le soin de s'entendre entre eux. Cette entente directe suscita d'interminables difficultés et il fallut que les deux gouvernements intervinssent de nouveau pour qu'on pût enfin, le 17 février 1910, conclure un nouvel accord et fonder la société marocaine de travaux publics, dans l'actif de laquelle il

était réservé 50 pour 100 à la France, 30 pour 100 à l'Allemagne, 7 1/2 pour 100 à l'Espagne, 7 1/2 pour 100 à l'Angleterre, 2 1/2 pour 100 à la Belgique, 2 1/2 pour 100 à la Suède. Mais pour les travaux eux-mêmes, routes, ports, chemins de fer, la répartition des fournitures et des entreprises entre Français et étrangers n'était nullement précisée, et aucune précaution n'était prévue contre les abus de la concurrence. Or, pendant les pourparlers, l'Allemagne s'était empressée de prendre les devants au Maroc et elle avait soigneusement raflé la plupart des concessions. Les frères Mannesmann, notamment, s'étaient fait remettre presque toutes les mines par Moulay Hafid, au détriment du groupe franco-allemand de l'Union des mines, et, en revanche, lorsque M. Regnault, ministre de France, se présentait au sultan, il trouvait porte close. M. Karl Ficke, dont toute la correspondance a été trouvée en 1914, stimulait le zèle de ses agents et les poussait à entretenir la mauvaise volonté du Maghzen. Malgré la promesse de désintéressement politique qu'elle nous avait faite, l'Allemagne ne renonçait pas à circonvenir le sultan et, en même temps qu'elle paralysait, au Maroc, les effets de notre accord théorique, elle s'efforçait de les étendre à d'autres régions africaines. Elle obtint ainsi de M. Pichon l'approbation d'un projet de consortium entre la compagnie française de la Ngoko Sangha et le Cameroun allemand ; puis, comme ce projet ren-

contrait, à la Chambre, l'opposition de la commission du budget, M. de Lancken proposait au quai d'Orsay d'y substituer un chemin de fer du Congo au Cameroun ; bref, après avoir voulu prendre la part du lion dans les affaires marocaines, l'Allemagne cherchait à se la réserver également dans les affaires congolaises.

En même temps, les désordres avaient recommencé dans l'Empire chérifien. Les tribus du nord s'étaient révoltées contre l'autorité du sultan et étaient venues, jusque sous les murs de Fez, menacer la sécurité des Européens. Le 27 avril 1911, Moulay Hafid, comprenant qu'il y allait de son trône et que les Allemands, après s'être servis de lui, l'avaient précipité dans une dangereuse aventure, adressait à la France un appel désespéré. Rendue par les conventions elles-mêmes responsable de l'ordre au Maroc, la France n'avait pas le droit de rester inactive. Elle prit soin, d'ailleurs, de ne pas faire un pas sans prévenir Berlin de ses inquiétudes et de ses intentions. Elle informa scrupuleusement l'Allemagne des moindres envois de troupes et de tous les mouvements préparés. M. de Bethmann-Hollweg, qui avait succédé, le 14 juillet 1909, au prince de Bülow, n'éleva aucune objection positive contre les projets qui lui étaient communiqués ; mais, par de savantes réticences, il fit tout de suite sentir à M. Jules Cambon que l'Allemagne trouvait l'occasion favorable pour réclamer, ailleurs qu'au

Maroc, des avantages coloniaux. Notre droit strict eût été de passer outre et d'attendre tranquillement que l'Allemagne formulât ses prétentions. Nous donnâmes une nouvelle preuve de notre esprit de conciliation ; et spontanément, nous offrîmes au gouvernement impérial une conversation. « Rapportez-nous quelque chose de Paris », dit à M. Jules Cambon le ministre allemand des Affaires étrangères, M. de Kiderlen Wächter, au moment où notre ambassadeur le quittait à Kissingen pour venir passer quelques jours en France. Dix jours après, sans crier gare, l'Allemagne envoyait le *Panther* à Agadir et elle le maintenait là pendant tous les pourparlers qui allaient s'engager entre elle et nous. Elle projetait ainsi sur les négociations l'ombre de son épée et donnait à la France l'impression qu'elle nous forçait à délibérer sous la menace. Singulière façon de préparer un traité qui devait, disait-on, dissiper entre les deux pays tous les malentendus.

Sur les pourparlers qui ont précédé la signature de ce traité, tout a été dit ; et, du reste, il n'y a rien à en retenir qui intéresse notre sujet, sinon que, sans l'appui que nous ont donné l'Angleterre et la Russie, l'Allemagne aurait vraisemblablement cherché à pousser les violences plus loin. Mais quoi qu'on pense de la manière dont ont été conduites ces négociations, et de quelque façon qu'on en juge le résultat, on doit reconnaître que le traité du 4 novembre 1911 ne satisfit ni la

France ni l'Allemagne. A Berlin, le parti colonial et les pangermanistes, qui avaient, dans les dernières années, gagné beaucoup de terrain, protestèrent avec véhémence contre l'abandon du Maroc et contre l'insuffisance des compensations obtenues au Congo. En France, la cession d'une zone importante de territoire à un peuple qui nous avait pris deux provinces et qui avait voulu nous humilier en nous obligeant à traiter avec lui devant un canon chargé, laissa dans l'âme de notre peuple une impression pénible. La Chambre n'autorisa la ratification de l'accord franco-allemand qu'après de longs débats ; et lorsque, devant la commission sénatoriale, s'ouvrit, comme vous vous le rappelez, une crise ministérielle, le cabinet que je fus appelé à former et qui comprenait des hommes comme MM. Briand, Léon Bourgeois, Millerand, Delcassé, ne trouva pas très aisée la charge de faire voter le traité par le Sénat et d'en assurer l'application. Nous ne tardâmes pas à constater que l'Allemagne reprenait, dans l'exécution de l'arrangement, ses procédés ordinaires.

Les Mannesmann et Karl Ficke recommencèrent leurs intrigues. Ils essayèrent d'obtenir de Moulay Hafid qu'il repoussât l'acte de protectorat que je lui avais fait présenter. Ils échouèrent et, dès le 30 mars 1912, le sultan donnait sa signature. Mais toute l'année, les incidents se multiplièrent et chaque fois qu'il s'en produisait un, M. de Schœn en saisissait directement le ministre des Affaires

étrangères. Un jour, c'était un Allemand, Wertgen, qui se querellait avec ses voisins au sujet des eaux de sa minoterie. Un autre jour, c'était le gouvernement allemand qui, malgré le traité du 4 novembre, accordait indûment sa protection consulaire à des indigènes révoltés, tels que Mohammed Hiba, le caïd Guellouli, le chérif Ben Hazzaoui. Ou bien encore, c'étaient des voleurs que nous arrêtions au douar des Oulad Bessam, et il se trouvait que ces voleurs étaient les associés d'une firme allemande, la maison Renschausen. Le gouvernement allemand, poussé par la presse pangermaniste, protestait. Je consentais à organiser un arbitrage, précédé d'une enquête conjointe, en vertu de l'article 9 du traité ; et aussitôt, l'Allemagne envoyait sur place le drogman Schabinger qui arrivait accompagné d'une escorte tapageuse et se présentait comme chargé par l'empereur lui-même de départager les autorités locales, marocaines et françaises. Ou bien encore, c'était Karl Ficke qui réclamait une indemnité, pour occupation, par nos troupes, de terrains dont il prétendait tout à coup être propriétaire, et M. de Schœn demandait que la question ne fût pas soumise aux tribunaux, et elle était, en effet, réglée à l'amiable entre l'ambassadeur d'Allemagne et le représentant du gouvernement français, moyennant une forte indemnité payée par nous. Bref, à chaque instant, le traité donnait lieu à des difficultés nouvelles, et cependant la France ne cessait de montrer une

patience, un sang-froid, une longanimité, qui étaient assurément la preuve la plus éclatante de son esprit pacifique.

Par bonheur pour le Maroc, le général Lyautey avait accepté le poste, que je lui avais offert, de résident général de la République française dans l'Empire chérifien. Il ramena promptement l'ordre dans le pays ; mais bien qu'au mois de février 1913, il eût été autorisé à se mettre lui-même en rapports directs avec l'ambassade d'Allemagne pour chercher des accommodements sur les questions litigieuses, il ne put, avant la guerre, avoir raison de l'opposition allemande et le 28 juillet 1913, il écrivait encore au gouvernement : « Cette hostilité de l'Allemagne demeure la règle de sa politique au Maroc. » Quoique l'article 12 du traité du 4 novembre obligeât le gouvernement impérial à reviser les listes de ses protégés, il refusait obstinément cette revision, et il y a tout lieu de penser que, si l'Allemagne n'avait pas trouvé, au mois d'août 1914, l'occasion de recourir aux armes, elle eût, avant peu, recommencé au Maroc l'affaire de Tanger et celle d'Agadir. Les pièces saisies chez Karl Ficke et chez quelques-uns de ses complices prouvent qu'il y avait contre nous, de la part de l'Allemagne, dans l'Empire chérifien, une conspiration permanente.

Mais l'Orient offrit à l'Empire germanique un moyen plus rapide de jouer la grande partie dont rêvait Guillaume II et qui devait assurer,

dans la paix, s'il était possible, et dans la guerre, s'il était plus commode, l'hégémonie définitive de la Mittel Europa (1). Vous savez par quelles combinaisons artificielles et instables le congrès de Berlin avait prétendu rétablir le calme dans les Balkans. Le traité de San Stefano avait été déchiré. Les grandes puissances s'étaient arrogé le droit de découper elles-mêmes, comme elles l'entendaient, les territoires contestés ; l'Autriche, qui n'avait pris aucune part à la guerre, avait été poussée par Bismarck à dépouiller la Russie du fruit de ses victoires ; les intérêts slaves avaient été délibérément sacrifiés ; la monarchie de Habsbourg avait été autorisée, par l'article 25 du traité de Berlin, à occuper et à administrer, comme mandataire de l'Europe, la Bosnie et l'Herzégovine et à tenir garnison dans le sandjak de Novi-Bazar. Les populations intéressées ne prirent pas aisément leur parti d'arrangements qui ne tenaient aucun compte de leur volonté, et, pendant plusieurs années, la résistance de l'opinion ne permit pas à l'Autriche-Hongrie d'installer plus com-

(1) Voir notamment *les Origines de la guerre européenne*, par Auguste GAUVAIN (Armand Colin). — *La Marche à la guerre*, par Jacques BARDOUX (Félix Alcan). — Ernest DAUDET, *les Auteurs de la guerre*. — Baron BEYENS, *l'Allemagne avant la guerre*. — Émile LALOY, *la Diplomatie de Guillaume II* (éditions Bossard). — René PINON, *l'Europe et la jeune Turquie*. — *La Monarchie des Habsbourg*, par H.W. STEED, trad. de M. Firmin ROZ (Armand Colin), etc., etc.

plètement sa domination à Mostar et à Serajevo. Elle se trouvait là, en réalité, comme l'Allemagne en Alsace-Lorraine et il y avait ainsi à l'est et à l'ouest de l'Europe, deux grandes injustices, deux atteintes visibles à la conscience humaine, deux scandales continus, qui viciaient l'organisation continentale et faussaient les supports de la paix.

La monarchie dualiste ne tarda cependant pas à vouloir pousser plus loin ses avantages. Au printemps de 1897, lorsque l'empereur François-Joseph était allé à Saint-Pétersbourg, pour rendre à Nicolas II la visite que le nouveau tsar avait faite à Vienne en août 1896, le principe du *statu quo* balkanique fut admis par les gouvernements ; mais le comte Goluchowski avait d'abord cherché à obtenir du comte Mouravief le consentement de la Russie à l'annexion par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine. *Quos vult perdere, Jupiter dementat.* L'Autriche ne comprenait pas que, plus elle violenterait la conscience des habitants, plus elle précipiterait la marche des événements qui devaient préparer sa ruine. « Voilà un siècle que l'on travaille à résoudre la question d'Orient, a écrit Albert Sorel. Le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche (1). » La question d'Autriche s'est posée d'autant plus fatalement que

(1) Albert Sorel, *la Question d'Orient au dix-huitième siècle* (Paris, 1902).

les solutions données par l'Autriche à la question d'Orient avaient été contraires aux vœux et à la liberté des habitants.

La politique austro-hongroise hésita cependant quelques années encore sur la voie qui menait au précipice. Au mois de septembre 1903, le tsar, accompagné du comte Lamsdorff, successeur du comte Mouravief, vint saluer l'empereur François-Joseph à Schœnbrunn et de là les deux souverains partirent ensemble pour Mürzsteg, en Styrie, où la maison de Habsbourg avait un rendez-vous de chasse. Là fut dressé en commun le programme de collaboration connu sous le nom de programme de Mürzsteg et dont le principal article était la nomination d'agents civils russes et austro-hongrois, qui devaient être attachés, en Macédoine, à l'inspecteur général Hilmi Pacha et veiller à la réalisation des réformes réclamées par les populations chrétiennes. Sur l'initiative de l'Angleterre, ce plan fut élargi et une Commission internationale fut chargée de contrôler le rétablissement de l'ordre dans les Balkans. Mais l'Autriche ne prit jamais de bonne grâce son parti de cette internationalisation.

Quels que fussent les dangers que son tête-à-tête avec la Russie pouvait faire, tôt ou tard, courir au maintien de la paix, elle y voyait le moyen de maintenir son influence dans la Péninsule et de s'ouvrir le chemin de Salonique.

Lorsqu'en octobre 1906, le baron d'Aehrenthal

succéda au comte Goluchowski, la diplomatie austro-hongroise se fit encore plus ambitieuse, plus tenace et, il faut bien l'ajouter, plus perfide. Au commencement de 1907, le baron d'Aehrenthal, qui était un Allemand de Bohême très entreprenant et fort hypocrite, se mit d'accord avec Bülow pour adresser au ministre des Affaires étrangères de Russie, qui était alors M. Isvolsky, une proposition qui avait un objet conforme aux vœux si souvent exprimés à Berlin et tendait à éloigner la Russie de l'Angleterre, en la liant à l'Allemagne. Il aurait été formé, pour les affaires d'Orient, un groupement de l'Autriche, de la Russie, de l'Allemagne et de la France, et ainsi l'entente anglo-française eût été rompue, et la convention anglo-russe, qui devait être signée le 31 août 1907, eût été pour jamais impossible.

Le gouvernement russe ne se laissa pas séduire par les promesses qui lui étaient faites et le projet n'eut pas de suite. Aehrenthal affecta, néanmoins, de s'intéresser encore aux réformes macédoniennes ; et même, au mois d'octobre 1907, M. Isvolsky étant venu à Vienne, ils dressèrent tous deux, en plein accord apparent, un programme de réorganisation judiciaire dans les Balkans. A la même heure, Aehrenthal offrait cyniquement à la Porte de ne pas toucher à la justice ottomane, si l'Autriche-Hongrie obtenait la concession d'un chemin de fer à travers le sandjak de Novi-Bazar ; et, en effet, lorsque la conférence des ambassadeurs

se réunit à Constantinople pour commencer l'étude de la réforme judiciaire, le marquis Pallavicini, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, et son collègue d'Allemagne, le baron Marschall von Bieberstein, se jetèrent ensemble à la traverse. Le 28 janvier 1908, le baron d'Aehrenthal annonçait bruyamment aux délégations que le chemin de fer était concédé, qu'il serait construit et qu'il relierait bientôt, par une route nouvelle, l'Europe centrale à l'Égypte et aux Indes. Un mois plus tard, devant la Chambre des Communes, sir Edward Grey ne pouvait s'empêcher de regretter le singulier procédé de l'Autriche-Hongrie qui s'était fait attribuer par le sultan cet avantage personnel, au moment où toutes les puissances agissaient en commun pour donner aux populations balkaniques une justice impartiale et incorruptible.

Rien cependant ne devait plus arrêter l'Autriche sur la pente où elle glissait. Le roi Édouard VII et le tsar s'étaient rencontrés, les 9 et 10 juin 1908, à Reval, et sir Charles Hardwige y ayant envisagé de nouveau, avec M. Isvolsky, la question des réformes macédoniennes, les Jeunes Turcs précipitèrent la conspiration qu'ils préparaient depuis quelque temps sous les auspices de l'Allemagne. Le 24 juillet, la révolution éclata à Constantinople. Cependant, comme vous le savez, le roi d'Angleterre, après sa visite à Reval, alla voir l'empereur d'Allemagne à Friedrichshof et l'empereur François-Joseph à Ischl. Dans ces deux

entrevues, il essaya de s'entendre avec la triple alliance sur la limitation des armements navals ; il dut repartir pour Marienbad, sans avoir rien obtenu. Ni en Allemagne, ni en Autriche, on ne lui révéla le dessein qu'avait le baron d'Aehrenthal de mettre la main sur la Bosnie et l'Herzégovine. M. Isvolsky vint, à son tour, en septembre, trouver le baron d'Aehrenthal à Buchlau, en Moravie, dans la propriété du comte Berchtold, qui était ambassadeur d'Autriche en Russie ; et là, le ministre russe crut malheureusement habile de laisser le champ libre à la monarchie dualiste en Bosnie-Herzégovine, pourvu que, de son côté, l'Autriche s'engageât à favoriser l'ouverture des détroits. A en croire M. Isvolsky, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ne devait pas, d'ailleurs, être immédiate, et il avait demandé que la Russie en fût informée par avance. De Buchlau, il se rendit à Racconigi, où il put avoir, avec le roi Victor Emmanuel, de longues conversations, qui eurent pour effet d'établir entre l'Italie et la Russie des relations fort amicales ; et, le 9 octobre 1908, comme il arrivait à Paris, il recevait d'Aehrenthal une lettre personnelle qui lui annonçait l'imminence de l'annexion.

Quelques jours auparavant, et une semaine après l'entrevue de Buchlau, le prince Ferdinand de Bulgarie, dont la guerre récente n'a que trop montré les secrètes accointances avec l'Autriche-Hongrie, s'était rendu à Budapest, où il avait été

reçu, avant la lettre, comme un roi ou comme un tsar, et de là, il était allé à Vienne conférer avec Aehrenthal. Est-ce par une simple coïncidence que la veille du jour où fut signifiée à l'Europe par le Ballplatz l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, le prince Ferdinand commença par proclamer lui-même l'indépendance de la Bulgarie? Il est peu vraisemblable que ce soit là une rencontre fortuite ; car le 3 octobre, à Paris, le comte Khevenhüller, ambassadeur d'Autriche, en annonçant l'annexion, avait ajouté que l'initiative de Sofia la devancerait d'un jour. Il y a donc tout lieu de penser que la double opération avait été combinée et qu'elle était, en outre, approuvée par Berlin. M. Isvolsky eut naturellement l'impression d'avoir été joué par Aehrenthal, et effectivement il l'avait été. Mais il avait commis lui-même la faute d'entreprendre un marchandage avec l'Autriche et de vouloir disposer, sans leur assentiment, du sort des populations slaves. Pour leur imposer l'annexion, l'Autriche fut obligée d'envoyer des troupes nombreuses dans les deux provinces et, comme l'excitation gagnait la Serbie, elle mobilisa sur la frontière, ce qui entraîna, par contre-coup, des mesures correspondantes en Russie. D'autre part, le comité jeune-turc, attribuant à Vienne la proclamation de l'indépendance bulgare, suspendit toutes relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie. Aehrenthal fut forcé de s'entendre avec la Turquie. Il renonça,

en janvier 1909, aux droits que le traité de Berlin avait donnés à l'Autriche dans le sandjak de Novi-Bazar, promit la liberté de la religion musulmane en Bosnie-Herzégovine, s'engagea à payer une indemnité de deux millions et demi de livres turques et obtint, en retour, la reconnaissance de l'annexion. Mais le mal n'en était pas moins fait. En procédant à une incorporation territoriale contre le gré des habitants, l'empereur François-Joseph avait déchiré un traité sanctionné par un congrès international ; il avait failli, une première fois, déchaîner la guerre ; il avait violé toutes les règles du droit des gens ; et, en outre, il avait inquiété et irrité le patriotisme des Serbes, qui avaient de tout temps considéré comme frères de race leurs voisins de Bosnie et d'Herzégovine. Bref, il avait, par l'annexion de 1908, préludé à l'ultimatum de 1914. Les deux actes sont de la même inspiration ; le premier explique le second ; le second complète le premier.

Mais l'agitation continuait en Serbie. Sous la poussée de l'opinion publique, le roi avait constitué un cabinet composé de tous les chefs de partis, qui avait visiblement pour programme la résistance à l'Autriche. L'Autriche faisait elle-même tout ce qu'il fallait pour perpétuer cette effervescence. Sur la foi de dénonciations mensongères, elle avait intenté à Agram un grand procès criminel contre une cinquantaine de Serbes et de Croates, contre lesquels il était impossible de

relever aucune charge sérieuse. On les accusa d'avoir fomenté, tant dans les États de l'Empire dualiste qu'en Bosnie-Herzégovine, un immense complot qui aurait eu pour objet l'établissement d'une grande Serbie indépendante. Vous vous rappelez que toutes les pièces destinées à fournir la preuve de cette conspiration imaginaire avaient été fabriquées les unes par les policiers de Semlin et d'Agram, les autres par des agents qui travaillaient à la légation austro-hongroise de Belgrade sous les ordres d'un homme, le comte Forgasch, que nous retrouvons, en 1914, parmi les conseils de la monarchie et parmi les rédacteurs de l'ultimatum. Il s'agissait déjà, en 1910, de préparer contre la Serbie ce que l'Autriche appelait, ce qu'elle appellera encore quatre ans plus tard, une expédition répressive. Si la Serbie n'acceptait pas solennellement l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, elle devait être immédiatement châtiée. Il fallait à l'Autriche — toujours comme il lui faudra en 1914 — une capitulation éclatante du petit royaume qui avait l'audace de ne pas vouloir lui être subordonné. Le cabinet serbe essaya de faire appel à l'Europe, mais pas plus qu'en 1914, la monarchie n'admettait que la question des nationalités balkaniques pût prendre un caractère international ; elle entendait la régler seule, au gré de ses intérêts.

L'attitude de la Serbie mettait, d'autre part, la Russie dans l'impossibilité de ratifier la voie

de fait de l'Autriche ; et comme Aehrenthal s'était bien gardé de tenir les promesses de compensation qu'il avait faites à M. Isvolsky, le ministre russe des Affaires étrangères se considérait comme dégagé. La situation était si tendue qu'à tout moment la guerre pouvait éclater. François-Joseph se tourna vers Guillaume II, et le gouvernement de Berlin chargea aussitôt son ambassadeur en Russie, le comte de Pourtalès, d'aller trouver M. Isvolsky et de lui donner un avertissement que, par un euphémisme charmant, l'Allemagne qualifiait d'avis amical. Le 23 mars 1909, le comte de Pourtalès déclara à la Russie que, si elle ne reconnaissait pas l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine sans délai ni réserve, l'Allemagne se verrait dans l'obligation de laisser l'Autriche agir en Serbie, et qu'alors « ce serait la guerre ». L'ambassadeur alla plus loin ; il donna à entendre au ministre russe que, pendant que l'armée autrichienne serait occupée dans le Sud, l'Allemagne serait amenée à prendre des mesures militaires pour garantir à son alliée la sécurité des frontières septentrionales. Au même moment, le docteur Friedjung commençait dans la *Neue Freie Press* la publication d'un certain nombre de documents dont la fausseté a été démontrée et qui tendaient à prouver la collusion du gouvernement serbe et de plusieurs hommes politiques croates. Tout était prêt pour l'opération qu'on a cherché à recommencer en 1914. Mais devant l'ultimatum

de l'Allemagne, le gouvernement russe céda ; il reconnut, sans condition, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, il accepta l'abolition pure et simple de l'article 25 du traité de Berlin, et il conseilla à la Serbie de s'incliner elle-même. L'Angleterre et la France, qui n'avaient pas encore donné leur adhésion au coup de force de l'Autriche, ne purent se montrer plus serbes que la Serbie et plus russes que la Russie ; et ainsi l'Europe indulgente amnistia, sans plus longues hésitations, une atteinte portée au droit européen. Précédent funeste qui, en consacrant l'injustice, devait encourager l'Autriche à de dangereux recommencements et rendre bientôt fatale la guerre qu'on avait cru écarter. C'est à la lumière des événements de 1908 et de 1909 qu'il faudra examiner ceux de 1914. L'Allemagne et l'Autriche, qui avaient été, celle-ci l'auteur, celle-là la complice, du rapt de deux provinces, qui avaient systématiquement opprimé la conscience de la nationalité yougoslave et qui avaient, de parti pris, exaspéré le patriotisme de la Serbie, demeuraient enchaînées, l'une à l'autre, par leur responsabilité commune, et l'Europe, qui avait cru éviter la guerre en capitulant, s'était exposée elle-même, par sa faiblesse et ses concessions, à de nouvelles menaces et à un péril grandissant.

Lorsqu'on supposa la crise terminée, Guillaume II vint à Vienne, le 14 mai 1909, et François-Joseph lui exprima la profonde reconnaissance

de ses États pour l'amitié si efficace que l'Allemagne leur avait témoignée. Guillaume II comptait bien, du reste, que la gratitude réduirait de plus en plus la maison de Habsbourg au rang de brillant second, et l'année suivante, quand il fit, le 20 septembre, une nouvelle visite à la capitale autrichienne, il ne se gêna point, dans un discours prononcé au Rathaus, pour insister sur le service qu'il avait rendu à l'Autriche, avec une fidélité digne, disait-il, des Niebelungen ; et voulant donner, suivant sa coutume, à sa harangue, quelque chose de belliqueux, il ajoutait qu'il s'était placé, « sous une armure étincelante », aux côtés de son alliée.

Aehrenthal parut trouver que cette ostentation du bienfaiteur diminuait un peu la valeur du bienfait. Dans son exposé du 13 octobre 1910 aux délégations, il se borna à jeter, avec quelque froideur, cette phrase négligente : « Des événements récents ont démontré que nos alliances ont une valeur réelle. » Le parti allemand de la monarchie austro-hongroise ne lui pardonna point cette indépendance de cœur et, lorsqu'il mourut au mois de février 1912 et fut remplacé par le comte Berchtold, il avait perdu tout crédit auprès de ceux dont il avait été si longtemps l'instrument.

Dans l'intervalle, l'Empire dualiste était travaillé jusque dans ses profondeurs par les mouvements contraires des nationalités juxtaposées. De plus en plus ébranlé dans les vieilles assises d'une construction disparate, il se trouvait dans la position

dangereuse de ces États chancelants, qui n'ont plus, pour rétablir leur équilibre, d'autres ressources que les diversions extérieures. Parmi les hommes politiques, les uns parlaient d'inaugurer un régime fédératif ; d'autres songeaient à une combinaison trialiste, qui aurait réservé aux Slaves une part plus grande dans la direction des affaires communes ; mais François-Joseph était trop âgé pour accueillir avec beaucoup d'empressement l'une ou l'autre de ces nouveautés ; et les choses restaient en l'état ; mais les observateurs les plus optimistes ne croyaient pas qu'elles pussent se prolonger au delà de la mort de l'empereur.

En même temps, le pangermanisme continuait à devenir tous les jours plus arrogant et, le 5 avril 1912, M. Jules Cambon m'écrivait de Berlin : « Le crédit de l'empereur pour la paix semble épuisé au regard de la nation allemande et les officiers vont répétant partout que l'Allemagne doit consacrer toutes ses ressources à développer d'une façon écrasante ses forces de terre. » L'attaché militaire britannique à Berlin apprenait de bonne source et nous faisait savoir que les rectifications annuelles au plan de mobilisation allemand, distribuées ordinairement au mois d'avril, avaient été arrêtées dès le mois de janvier et communiquées aux autorités compétentes (1). François-Joseph lui-même

(1) Dépêche de l'attaché militaire de France à Berlin, 9 février 1912.

tenait des propos inquiétants, que me rapportait M. Crozier, notre ambassadeur à Vienne : « J'estime, disait l'empereur, que la paix est devenue beaucoup plus précaire depuis quelque huit mois (1). » Et, de son côté, notre consul général à Pesth, M. de Fontenay, me donnait ces indications peu rassurantes : « L'Autriche pense au partage de la Turquie. L'occasion lui paraît bonne pour une nouvelle étape qui serait l'Albanie et, de cette façon, par Monastir, la route de Salonique. C'est l'œuvre, à Vienne, de certains militaires austro-hongrois. Nul doute qu'on n'ait accordé au roi Ferdinand de Bulgarie des promesses pour la Macédoine. On comble la Roumanie d'amabilités, en lui faisant espérer le quadrilatère bulgare (2). » Ces prévisions étaient confirmées par notre représentant à Sofia, M. Dard, qui m'écrivait, à son tour, le 24 février 1912 : « Un accroissement d'audace, un renouveau d'activité chez les agents hongrois, voilà la conséquence qu'on peut craindre de la mort d'Aehrenthal et de l'arrivée au pouvoir du comte Berchtold. Défendra-t-il aux officiers du corps d'occupation en Bosnie, aux agents austro-hongrois à Belgrade, de continuer leurs manœuvres policières et de conserver leur attitude insolente et provocatrice avec les Serbes, aux consuls et missionnaires

(1) Dépêche de M. Crozier, 25 avril 1912.

(2) Dépêches de M. de Fontenay, 22 février et 27 juillet 1912.

d'Albanie et de Macédoine, de poursuivre leurs dangereuses intrigues contre les Turcs? »

C'est alors que, dans des circonstances qui sont encore à mes yeux un peu obscures, la Bulgarie et la Serbie, puis la Grèce et enfin le Monténégro contractèrent, à l'insu de la France et de l'Angleterre, des accords signés successivement à Sofia le 29 février, à Sofia le 29 avril 1912, à Sofia le 16 mai 1912, et encore à Sofia le 22 septembre 1912.

Que l'initiative de ces ententes ait été prise par la Bulgarie, cela n'est plus aujourd'hui douteux, puisque M. Guéchoff, qui était président du Conseil à Sofia, depuis le 11-24 mars 1911, et qui a revêtu ces conventions de sa signature, a eu soin d'expliquer lui-même comment il avait conçu et préparé cette alliance balkanique (1). D'après lui, le gouvernement qu'il présidait en Bulgarie avait, d'abord, voulu, en 1911, faire un essai loyal de bons rapports avec la Turquie ; mais la tentative avait échoué devant la politique d'extermination que les Jeunes Turcs poursuivaient en Macédoine ; et M. Guéchoff avait senti la nécessité de se concerter avec les Serbes sur un programme de collaboration éventuelle. Le roi Ferdinand de Bulgarie se rendait alors dans ses domaines de Hongrie. M. Guéchoff alla le trouver et eut avec lui, dans le wagon royal, entre Oderberg et Vienne,

(1) *L'Alliance balkanique*, par E. Guéchoff (Paris, Hachette, 1915).

une longue entrevue, dans laquelle le brillant troisième de Guillaume donna sa pleine approbation au projet de son ministre. Fort de cet encouragement, M. Guéchoff partit pour Belgrade et y arriva le 28 septembre-11 octobre 1911. Il y rencontra M. Milovanovitch, qui l'accompagna jusqu'à Lapovo et avec lequel il s'entretint longuement de son idée d'alliance. M. Milovanovitch lui répondit favorablement et ajouta qu'une fois signé, le traité devrait être communiqué à la Russie, dont l'appui lui semblait indispensable. M. Guéchoff ne fit aucune objection, rentra à Sofia, et y trouva, dit-il, son Conseil très ému par l'annonce d'une mobilisation turque commencée en Thrace contre la Bulgarie. Il entama aussitôt par la voie régulière, avec la Serbie, des négociations diplomatiques qu'il poussa très rapidement, car il craignait que l'Italie, alors en guerre avec la Turquie, ne signât la paix et que la Turquie, ayant les mains libres, n'attaquât les puissances balkaniques. Le traité signé, mais alors seulement, M. Guéchoff en envoya, comme il était convenu avec la Serbie, une copie à l'empereur de Russie. Il la fit porter à Livadia par M. Daneff, président du Sobranié, qui se rendit également à Saint-Pétersbourg et y fut reçu par M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères, au commencement de mai. Jusque-là, d'après le récit de M. Guéchoff, M. Sazonoff ignorait tout de la convention serbo-bulgare ; il recommanda à M. Daneff une politique

prudente et réfléchie et il déclara qu'une intervention active des alliés balkaniques en Macédoine ne trouverait pas un écho sympathique en Russie.

Quelque temps après, M. Guéchoff, complétant son œuvre, signait avec M. Panas un traité d'alliance gréco-bulgare et, enfin, par un accord verbal, le Monténégro entrait, à son tour, dans le nouveau groupement. M. Guéchoff et d'autres Bulgares, à même d'être renseignés, ont affirmé que, dès le début, le roi Ferdinand, qui était au mieux avec la cour d'Autriche, l'avait mise au courant de l'alliance balkanique. Il est cependant possible qu'il ne lui ait pas communiqué la totalité des conventions. Elles sont, d'autre part, restées longtemps ignorées de l'Angleterre et de la France. Elles étaient très graves et pouvaient amener, dans les Balkans, des complications redoutables.

Le premier traité, intitulé traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie, portait que ces deux pays se garantissaient mutuellement leur indépendance politique et l'intégrité de leur territoire, et qu'ils s'engageaient à se secourir mutuellement, si l'une quelconque des grandes puissances tentait de s'annexer ou d'occuper n'importe quelle partie de la péninsule des Balkans. Mais à cette convention purement défensive était jointe une annexe secrète, qui contenait des clauses d'un caractère offensif à peine dissimulé et prévoyait qu'en cas de troubles en Turquie ou de simples menaces,

une entente pourrait intervenir, en vue d'une action commune contre la Turquie, entre les peuples balkaniques. Cette entente devait être communiquée à la Russie. Au cas où cette puissance ne ferait aucune opposition, l'action serait engagée. Tous les accroissements territoriaux qui seraient réalisés au cours des hostilités seraient partagés entre les États alliés sur des bases fixées au traité. Une zone voisine du lac d'Ochrida serait ultérieurement répartie, suivant une sentence que l'empereur de Russie serait sollicité de rendre, comme arbitre suprême. Une troisième convention, qui déterminait les conditions d'une mutuelle assistance militaire, ajoutait que si la Roumanie attaquait la Bulgarie, la Serbie devrait lui déclarer immédiatement la guerre et que si l'Autriche-Hongrie attaquait la Serbie, la Bulgarie, de son côté, serait tenue de déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Quelques semaines après la signature de ces conventions, il y fut fait, dans la presse de plusieurs pays, de vagues allusions ; mais ni la Serbie, ni la Bulgarie, ni la Grèce, ne nous en donnèrent connaissance et je suis obligé d'ajouter que la Russie, qui ne les avait, sans doute, pas inspirées, comme l'ont prétendu l'Autriche et l'Allemagne, mais qui en avait eu communication par M. Daneff et aussi, nous allons le voir, par son ministre à Sofia, ne nous en a pas d'abord informés davantage.

J'ai dit que la pratique de l'alliance n'allait pas toujours sans difficultés et que la mise à l'unisson des deux politiques exigeait souvent beaucoup d'attention et de patience. Au commencement de l'année 1912, le gouvernement que je présidais avait trouvé les liens des deux pays un peu relâchés par suite de circonstances diverses : des divergences d'intérêts entre Français et Russes dans des concessions de chemins de fer en Anatolie ; un consortium international qui s'était formé en Chine, pour d'autres exploitations de lignes ferrées, dans lequel étaient entrées l'Amérique, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et dont on avait assez maladroitement exclu la Russie ; enfin, brochant sur le tout, des relations un peu fraîches entre notre ambassadeur, M. Louis, et le gouvernement russe. M. Louis était un très bon agent, consciencieux, attentif et avisé, mais il était souffreteux, renfermé, et vivait très isolé à Saint-Pétersbourg. Il ne voyait presque jamais l'empereur, dont le gouvernement de la République finissait par ignorer complètement la pensée et dont l'affaire de Kiel nous avait appris, depuis longtemps, à redouter quelque peu les inspirations personnelles ; et, en outre, il y avait entre lui et le ministre des affaires étrangères de Russie, M. Sazonoff, une sorte d'incompatibilité d'humeur, qui avait amené ce dernier à se plaindre de lui à Paris et à faire demander son remplacement par M. Isvolsky. Après avoir entendu les explications

de M. Louis, nous l'avions maintenu en place ; mais il subsistait, dans les rapports des deux gouvernements, un vague malaise, dont nous ne discernions pas les causes et que, dans l'intérêt même de l'alliance, il était nécessaire de dissiper. D'autre part, nous savions que, depuis ses démêlés avec Aehrenthal, M. Isvolsky était assez mal vu en Autriche et nous étions nous-mêmes très loin d'approuver toutes ses idées. Enfin, par-dessus tout, nous étions inquiets de ne rien connaître de cette alliance balkanique dont les journaux parlaient sans précision, et sur laquelle nous n'obtenions, ni par M. Louis, ni par M. Isvolsky, aucun renseignement. M. Fallières et, avec lui, MM. Bourgeois, Briand, Millerand, Delcassé, Pams, Steeg et tous les autres membres du cabinet que je présidais, m'engagèrent vivement à me rendre en Russie pendant les vacances parlementaires. J'accomplis, en effet, ce voyage au mois d'août 1912. Je traitai avec l'empereur, avec M. Kokovtzoff, président du Conseil, et avec M. Sazonoff les questions qui avaient amené des malentendus entre les deux pays et celles qui pouvaient resserrer leur alliance : l'affaire de notre ambassadeur, sur laquelle je maintins la décision du gouvernement français, les affaires chinoises, la convention navale, les chemins de fer d'Anatolie, que sais-je encore? Mais une de mes conversations les plus importantes roula, bien entendu, sur les alliances balkaniques. Je résumai tous mes entretiens dans des notes,

dont je donnai, dès mon retour, connaissance au Conseil des ministre et qui sont conservées au quai d'Orsay. Il serait un peu long de les lire. Elles seraient cependant de nature à montrer quelle erreur grossière ont commise, sur la foi de l'Autriche et de l'Allemagne, ceux qui ont reproché à la politique française d'avoir été, à un moment quelconque, remorquée par la Russie et qui ont attribué à M. Isvolsky une influence occulte sur notre gouvernement. Mais ce n'est pas dans des conférences forcément aussi sommaires que je puis entrer dans tous les détails. Je me réserve de les donner dans des études plus approfondies. Pour le moment, je me borne à vous faire connaître, tel que je l'ai dressé le jour même et laissé aux archives, le compte-rendu de la conversation que j'ai eue avec M. Sazonoff au sujet des traités balkaniques : « Je demande à M. Sazonoff des éclaircissements sur les conventions serbo-bulgare et gréco-bulgare. Je ne lui cache pas que je ne m'explique pas bien pourquoi ces actes n'ont pas été communiqués à la France par la Russie. M. Isvolsky m'a dit ne les pas connaître, mais il m'a donné l'assurance qu'ils avaient pour objet le maintien du *statu quo*. Or, il paraît bien invraisemblable qu'on ait mis tant de temps à rédiger des conventions destinées simplement à garantir le *statu quo*. Il est probable que la partie la plus importante de ces accords contient, en réalité, un partage éventuel. M. Sazonoff en convient. Il ne connaît pas

encore, dit-il, le texte de la convention gréco-bulgare, qui, du reste, ne détermine pas, quant à elle, une ligne frontière, mais il me communiquera le texte de la convention serbo-bulgare et la carte annexée.

« Revu M. Sazonoff. Il a en mains le texte de la convention serbo-bulgare, en russe. Il me la lit en la traduisant. Il n'y est parlé de *statu quo* que pour prévoir le cas où il serait troublé ! La Bulgarie et la Serbie s'engagent réciproquement à tâcher de concerter leur mobilisation. Si l'une croit devoir mobiliser, elle prévient l'autre ; si l'autre refuse de l'imiter, on a recours à l'arbitrage de la Russie. L'arbitrage de la Russie apparaît, d'ailleurs, à chaque ligne de la convention. Une partie de la frontière, près du lac d'Ochrida, n'est pas définitivement fixée. C'est la Russie qui sera chargée de la déterminer le moment venu... Je fais remarquer à M. Sazonoff que cette convention ne répond aucunement à la définition qui m'en avait été donnée, qu'elle est, à vrai dire, une convention de guerre et que, non seulement elle révèle des arrière-pensées chez les Serbes et chez les Bulgares, mais qu'il est à craindre que leurs espérances ne paraissent encouragées par la Russie et que ce partage éventuel ne soit un appât pour leurs convoitises. Il reconnaît que le ministre de Russie à Sofia, en transmettant cette convention à Pétersbourg, l'a lui-même qualifiée de convention de guerre ; mais, comme la Serbie et la Bulgarie

se sont engagées à ne pas déclarer la guerre et même à ne pas mobiliser sans l'approbation de la Russie, celle-ci peut exercer un droit de veto qui assurera le maintien de la paix, et elle n'y manquera pas. »

Quelques semaines après cet entretien, les 17-30 septembre 1912, les États chrétiens des Balkans décrétaient en commun leur mobilisation, sans respecter aucunement le veto de la Russie. Nous verrons comment la France a essayé, d'abord, d'empêcher leur décision, puis de circonscrire les hostilités et de conjurer un conflit entre l'Autriche et la Russie. Dans cette œuvre pacifique, elle s'est mise en relations quotidiennes avec toutes les puissances, mais c'est surtout avec l'Angleterre qu'elle a jugé bon de rester étroitement en contact, puisque l'Angleterre, comme la France, était moins intéressée que la Russie dans les affaires balkaniques. Aussi bien, le 15 octobre 1912, ai-je prié notre ambassadeur à Londres, M. Paul Cambon, de transmettre au Foreign Office les informations que j'avais recueillies à Saint-Pétersbourg. « A mon retour de Russie, écrivais-je à M. Paul Cambon, le directeur des affaires politiques vous a, avec mon assentiment, donné, à titre tout à fait confidentiel, quelques renseignements sur la teneur de la convention passée entre la Bulgarie et la Serbie. Vous savez que je n'ai connu le texte de cet accord qu'à Saint-Pétersbourg, où M. Sazonoff, à ma prière, me l'a communiquée en me deman-

dant le secret. Il a ajouté qu'il ne connaissait pas lui-même les clauses de la convention gréco-bulgare ; il avait seulement appris, disait-il, qu'elle était faite en vue du cas où il serait porté « atteinte « au droit international ». Cette expression vague n'était pas faite pour me rassurer ; mais la lecture de la convention serbo-bulgare m'a bien autrement inquiété et, à ma rentrée, je n'ai pu dissimuler au Conseil des ministres les vives préoccupations qu'elle m'avait causées. Jusqu'à ma première rencontre avec M. Sazonoff, nous n'avions eu, malgré nos demandes réitérées, aucun aperçu de ce document. Nous en connaissions seulement l'existence par des allusions qui y avaient été faites par M. Isvolsky à propos d'emprunt bulgare. Le 10 avril, notre ministre à Sofia télégraphiait que M. Guéchoff avait fait prier M. Sazonoff de recommander à Paris un projet d'emprunt et « de se porter garant des intentions pacifiques de la Bulgarie ». Effectivement M. Isvolsky fit auprès de moi, à la même date, une démarche en ce sens... Le 11 mai, M. Isvolsky revenait me voir et insistait de nouveau pour qu'un emprunt bulgare de 180 millions fût admis à la cote française. C'est à cette occasion qu'il me parla, pour la première fois, en termes voilés, d'un rapprochement de la Serbie et de la Bulgarie. Il se félicitait d'un résultat qu'il présentait comme essentiellement pacifique ; il indiquait, en même temps, que la Bulgarie avait donné à Pétersbourg les assurances les plus

formelles sur sa politique européenne et qu'on pouvait la considérer comme désormais attachée au sort de la Triple Entente. Mais le silence gardé sur le texte de la convention, les nouvelles que nous recevions des Balkans, les questions même que nous posait M. Sazonoff sur l'attitude que prendrait la France au cas où un conflit éclaterait en Orient, nous déterminaient à retarder le plus possible la conclusion du contrat d'emprunt et, par bonheur, rien n'était encore décidé à cet endroit lorsque je suis allé en Russie. Dès que j'ai eu pris connaissance de la convention, dans le cabinet de M. Sazonoff, je n'ai pu m'empêcher de m'écrier : « Mais c'est là une convention de guerre ! » Le ministre russe n'a pas paru étonné de ma remarque ; il m'a même répondu : « Vous vous servez exactement de l'expression qu'a employée notre ministre à Sofia, lorsqu'il nous a communiqué ce document. Mais alors, ai-je dit, comment nous avez-vous demandé de le sanctionner par l'admission d'un emprunt bulgare sur le marché français? » Le ministre m'a répondu que le gouvernement impérial n'avait pas immédiatement connu le texte intégral et que, d'ailleurs, après l'avoir connu, il n'en avait pas accepté les conséquences. »

Je résumais ensuite, dans ma lettre à M. Cambon, les conditions essentielles du traité, telles qu'elles m'avaient été expliquées verbalement par M. Sazonoff et j'ajoutais : « Bref, cette convention

paraît avoir été passée sous les auspices de la Russie et, en tout cas, elle attribue à la Russie, dans les événements actuels et dans ceux qui peuvent les suivre, un rôle actif et prépondérant. M. Sazonoff et M. Isvolsky se sont employés, depuis quelques semaines, à calmer l'émotion que m'avait causée la lecture de ce traité. Ils m'ont répété que la Russie n'y avait pas adhéré, qu'elle restait libre de refuser l'arbitrage qui lui était proposé, etc. Mais, à tout le moins, est-il certain qu'elle a tout connu... La crainte des conséquences redoutables que recélait cette convention m'a, en très grande partie, inspiré les démarches que je n'ai cessé d'entreprendre dans l'intérêt de la paix, depuis que j'ai vu grandir les menaces de guerre dans les Balkans. Cependant, jusqu'ici, je ne m'étais pas cru autorisé à révéler le secret que m'avait confié M. Sazonoff... Aujourd'hui, j'ai la certitude qu'un député russe connaît les clauses essentielles du traité, notamment celles qui constituent la Russie arbitre. J'en ai prévenu M. Isvolsky, qui n'a pas paru trop surpris de cette divulgation et qui m'a dit : « Les Bulgares ont colporté le traité à Pétersbourg pour se plaindre de l'indifférence et de l'inertie du gouvernement russe. » M. Isvolsky a, en outre, reconnu que très vraisemblablement l'Autriche elle-même était aujourd'hui renseignée, soit qu'une indiscrétion eût été commise, soit que le roi Ferdinand eût pris à Vienne quelque contre-assurance. Tout cela étant, je ne veux pas assumer

la responsabilité de laisser plus longtemps l'Angleterre dans l'ignorance d'une situation qui peut nous forcer demain à combiner plus étroitement encore nos efforts pour éviter la généralisation du conflit balkanique. Je vous prie de faire part secrètement à sir Ed. Grey des renseignements généraux que je vous ai donnés plus haut sur le sens et la portée de la convention serbo-bulgare. Sans lui taire mes appréhensions, faites-lui toutefois remarquer que je ne mets aucunement en doute la sincérité des intentions pacifiques du gouvernement russe. MM. Sazonoff et Isvolsky n'ont évidemment pas cru que le rapprochement des Serbes et des Bulgares aurait pour effet immédiat la mobilisation concertée que prévoyait la convention... Lorsque vous avez vu M. Sazonoff à Londres, il était encore convaincu que la guerre n'éclaterait pas et que la Bulgarie se livrait à de simples manifestations... Bref, malgré les erreurs qu'il a commises, le gouvernement impérial demeure attaché à une politique de paix et de *statu quo*, et il s'en écartera d'autant moins qu'il trouvera un appui plus solide à Londres et à Paris. Il serait donc extrêmement fâcheux que le gouvernement britannique lui tînt rigueur des fautes passées. Je suis d'ailleurs, comme vous, profondément convaincu de la nécessité de maintenir, dans les circonstances actuelles, les liens de la Triple Entente et je ne doute pas que le gouvernement anglais ne partage sur ce point vos sentiments et ceux du gouvernement français. »

Ainsi, placés tout à coup en présence d'une situation où la France n'avait aucune part de responsabilité, nous avions pris sur nous de refuser à la Bulgarie l'admission d'un emprunt qui aurait pu servir à des opérations de guerre et nous n'avions eu d'autre pensée que d'assurer, avec la sauvegarde de nos alliances, le maintien de la paix. Vous verrez que, pendant tout le cours des dernières crises balkaniques, comme après l'attentat de Serajevo, la Russie s'est sincèrement associée, dans cet effort, à l'Angleterre et à la France. Elle avait pu garder le regret de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ; elle avait pu voir avec satisfaction la Serbie, blessée par cet acte de violence, se rapprocher de la Bulgarie et chercher un patronage moral à Saint-Pétersbourg ; elle avait pu encourager imprudemment les aspirations, d'ailleurs légitimes, des nationalités balkaniques à l'indépendance ; rien de tout cela n'était comparable à ce qu'avait fait l'Autriche en s'appropriant, par la violation d'un traité, deux provinces serbo-croates ; et, d'ailleurs, dès qu'apparut la possibilité d'une guerre orientale, la Russie s'unit à la Grande-Bretagne et à nous, d'abord pour prévenir le conflit, ensuite pour le limiter. Je donnerai, dans ma prochaine conférence, les preuves irrécusables de l'unité et de la persévérance de cette action pacifique.

IV

LE DRAME DE SERAJEVO

MESDAMES, MESSIEURS,

Pendant que je me trouvais en Russie, au mois d'août 1912, M. Somssich, chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie, était venu trouver M. Briand, qui me remplaçait au quai d'Orsay, et il lui avait fait part des inquiétudes que la situation dans les Balkans inspirait à son gouvernement. Le cabinet de Vienne désirait savoir si les grandes puissances seraient disposées à entrer en pourparlers avec lui « pour conseiller à la Porte l'adoption d'une politique de décentralisation progressive, qui procurerait aux nationalités chrétiennes les garanties qu'elles pouvaient légitimement réclamer et pour agir auprès des États balkaniques, de façon qu'ils attendissent pacifiquement les résultats de cette politique ». M. Briand avait répondu au comte Somssich : « Le gouvernement de la République examinera avec intérêt la suggestion du comte Berchtold. Vous pouvez lui déclarer dès maintenant que la politique de la France en Orient a principalement pour objet la conservation de

la paix générale et le maintien du *statu quo* balkanique. Nous sommes donc heureux d'être en communauté de vues avec le cabinet de Vienne (1). »

J'avais appris la proposition du comte Berchtold à Saint-Pétersbourg. Il m'avait aussitôt semblé qu'elle présentait l'avantage de donner aux questions balkaniques, non pas un caractère russe, mais un caractère européen. C'était là, dans la diplomatie de la monarchie dualiste, un fait nouveau et important. Depuis 1897, l'Autriche avait toujours repoussé une procédure commune, comme elle devait encore, pour le malheur du monde, la repousser en 1914. En 1908 surtout, après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, le comte d'Aehrenthal avait eu la préoccupation constante de se soustraire à l'intervention des puissances tierces. La Russie, de son côté, venait, dans l'affaire des alliances balkaniques, de suivre une politique isolée. Ces initiatives des deux puissances dont la rivalité s'était si souvent accusée en Orient pouvaient amener, tôt ou tard, des rencontres fatales. Je revis M. Sazonoff et je lui indiquai comment, à mon avis, le retour de l'Autriche au concert européen pouvait être un gage de paix. Il redoutait assez naturellement que la proposition du comte Berchtold ne cachât quelque arrière-pensée et il hésita, d'abord, à y donner son

(1) Télégramme de M. Briand aux divers Postes, 14 août 1912.

adhésion. Il finit toutefois par se ranger à mon sentiment. Toutes les puissances acceptaient donc de participer à l'échange de vues que proposait l'Autriche-Hongrie. Mais le comte Berchtold, grand seigneur un peu indolent, avait émis une idée et paraissait peu pressé de la réaliser. Les Turcs voulurent prendre les devants et promirent des réformes à l'Albanie ; à cette nouvelle, les Serbes et les Bulgares s'émurent et se plaignirent d'être joués au profit des Albanais. Le Monténégro mobilisa. Qui le poussait? Ce n'était certainement pas la Russie. Car, après mon retour à Paris, le 29 août, je recevais de M. Georges Louis un télégramme où il me transmettait cette proposition de M. Sazonoff : « Il y a lieu d'agir à la fois à Cettigné et à Constantinople pour obtenir que les troupes massées de chaque côté de la frontière soient retirées simultanément. M. Sazonoff espère que ces propositions auront notre assentiment. Mais c'est surtout l'état des esprits en Bulgarie qui inquiète le ministre. Tous les renseignements qui lui parviennent démontrent que la situation s'aggrave et il croit nécessaire que nous nous concertions sans retard en vue d'une action commune pour le maintien de la paix. » Je m'empressai de répondre à M. Louis (1) : « Je suis entièrement d'accord avec M. Sazonoff sur la nécessité de recommander le calme à Sofia. Je fais renouveler une démarche en ce sens et

(1) 29 août 1912.

j'informe le gouvernement bulgare que dans l'état de trouble actuel, nos banquiers ne pourront se prêter à l'émission de l'emprunt et que l'ajournement s'imposera. Pour le Monténégro, je demande également à Constantinople et à Cettigné le retrait des troupes de la zone frontière. » Le 3 septembre, je recevais la visite du chargé d'affaires d'Autriche, qui me remerciait, de la part du comte Berchtold, de l'accueil que j'avais fait à ses ouvertures, et qui me proposait de demander à la Porte, pour les autres nationalités balkaniques, les avantages que la Turquie venait de promettre aux Albanais. Le 5, M. Louis me télégraphiait encore : « J'ai vu hier le président du Conseil des ministres (M. Kokovtzoff). Il est préoccupé de l'agitation des esprits en Bulgarie : « Nous sommes arrivés, m'a-t-il dit, à un moment très difficile. Ce mois-ci, la Bulgarie aura terminé ses approvisionnements militaires ; ses récoltes seront rentrées et elle compte, en outre, avoir l'argent de l'emprunt. » J'ai rassuré le président du Conseil sur ce dernier point, continuait M. Louis, en lui faisant connaître, ainsi que j'en avais déjà informé M. Sazonoff, que, dès la semaine dernière, vous aviez fait savoir au gouvernement bulgare que nos banquiers ne pouvaient pas, dans l'état de trouble actuel, se prêter à l'émission de l'emprunt. Le président a ajouté qu'heureusement les grandes puissances semblaient toutes animées d'intentions pacifiques. » Le 6 septembre, nouveau télégramme de M. Louis :

« J'ai vu hier soir M. Sazonoff. Il m'a dit qu'après avoir entendu lecture de la dernière communication autrichienne, il avait exprimé à l'ambassadeur sa satisfaction de l'entière concordance des vues des deux gouvernements en ce qui concerne la nécessité de maintenir le *statu quo* et le devoir pour les puissances de n'agir que de concert. » Le 17 septembre, c'est M. Paul Cambon qui, à son tour, m'informe de cette démarche pacifique entreprise à Berlin par M. Sazonoff : « M. Sazonoff a fait connaître au gouvernement allemand les préoccupations que lui donnait actuellement l'attitude de la Bulgarie et de la Serbie. Il a émis la pensée qu'il serait temps pour les puissances de s'entendre sur les moyens de localiser la guerre pour le cas où elle viendrait à éclater. M. de Kiderlen a répondu qu'il était tout disposé à entrer dans ces vues. » Le lendemain 18, M. Isvolsky me présentait, au nom de son gouvernement, une proposition dont je rendis immédiatement compte à Londres dans les termes que voici (1) : « D'après une communication que vient de me faire l'ambassadeur de Russie, M. Sazonoff a insisté récemment auprès de l'ambassadeur de Turquie sur la nécessité pour le gouvernement ottoman d'entreprendre sans retard une œuvre de réformes en Macédoine, s'il tient à éviter de sérieuses complications. Ces réformes devraient garantir aux populations chré-

(1) Télégramme à M. Paul Cambon, 19 septembre 1912.

tiennes : 1° la sûreté des personnes et des biens ; 2° l'égalité devant la loi ; 3° la participation à l'administration locale, conformément à la composition ethnique. J'ai répondu à M. Isvolsky que je ne pourrais seconder l'initiative de M. Sazonoff que si le gouvernement britannique y consentait pareillement et s'il y avait chance que les cabinets de Vienne et de Berlin fussent également prêts à l'appuyer. » Vous voyez avec quel soin le gouvernement français s'attachait à maintenir le concert de toutes les puissances. Je cite ces télégrammes au hasard, entre des milliers d'autres semblables, car, dans cette période agitée, les communications étaient continuelles entre Paris et Londres, Paris et Saint-Pétersbourg, Paris et Vienne, Paris et Berlin.

Mais, en dépit de tous les conseils qui leur étaient donnés, les États balkaniques, de plus en plus irrités des faux-fuyants de la Turquie, commencèrent à mobiliser, à leur tour, comme le Monténégro ; et le 1er octobre 1912, M. Jules Cambon m'avouait que le gouvernement allemand croyait désormais inévitable la guerre entre ces États et la Turquie. Sur les entrefaites, M. Sazonoff, dont l'inquiétude allait croissant, était parti pour l'Angleterre, où il avait rencontré sir Edward Grey, et il annonçait son arrivée à Paris pour le commencement d'octobre. « M. de Kiderlen, me télégraphiait encore M. Jules Cambon (1), ne voit qu'un

(1) 1er octobre 1912.

moyen de localiser le conflit entre les États balkaniques, c'est que les grandes puissances déclarent à tous les belligérants qu'après l'issue du conflit, elles n'admettront pas de changements territoriaux dans les Balkans... M. de Kiderlen est revenu sur l'heureux concours de circonstances qui permet à Votre Excellence de voir M. Sazonoff demain. Il espère que vous voudrez bien examiner cette proposition. « Si la Russie l'accepte et prend l'initiative de proposer une déclaration relative au maintien du *statu quo* territorial, je me porte fort, a-t-il dit textuellement, que nous amènerons l'Autriche à s'associer à la Russie. Je prie seulement, a-t-il ajouté, que cette déclaration reste secrète, car il importe qu'elle ne revienne pas aux oreilles de l'Autriche. » Et le ministre allemand, qui était alors tout à la paix, et qui faisait, comme vous le voyez, au président du conseil français une confiance illimitée, ajoutait : « Souhaitons que le danger d'une guerre générale puisse être écarté : la France peut faire une grande chose dont les conséquences iront bien loin. »

Le lendemain, 2 octobre, M. Jules Cambon, que j'avais encouragé à poursuivre la conversation, me télégraphiait encore : « Après avoir vu le secrétaire d'État ce matin, je me suis rendu chez le chancelier, qui m'a confirmé ce que m'a dit M. de Kiderlen. La Russie et l'Autriche, si elles font la démarche ayant pour objet le *statu quo* territorial, agiraient au nom de toutes les puissances, y

compris l'Allemagne. M. de Bethmann-Holweg m'a exprimé l'espoir que Votre Excellence pourrait amener M. Sazonoff à prendre l'initiative qui lui est proposée ; la déclaration lui semble très urgente et il n'y a pas, à ses yeux, un jour à perdre. Il m'a répété combien il comptait que la paix de l'Europe serait assurée, grâce à vos efforts. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publiera ce soir un communiqué affirmant l'union des grandes puissances pour empêcher ou, tout au moins, pour localiser le conflit et exprimant la confiance qu'elles n'y participeront pas. » Pour ne pas perdre une minute, j'avais prié M. Paul Cambon, non seulement de renseigner le gouvernement anglais sur la proposition allemande, mais de voir M. Sazonoff, pendant son séjour à Londres, et de lui demander son adhésion. M. Sazonoff s'était déclaré favorable, mais avait réservé sa réponse définitive jusqu''à son entrevue avec moi ; et j'avais aussitôt prévenu M. Jules Cambon à Berlin (1) : « Bien que M. Sazonoff ait tenu, disais-je, à réserver sa réponse jusqu'à son entrevue avec moi, j'ai lieu de supposer, d'après un télégramme confidentiel de votre frère, que la Russie accepterait finalement d'exercer, au nom de l'Europe, avec l'Autriche une action énergique à Constantinople et dans les Balkans. Il y aurait intérêt, pour éviter une perte de temps, à ce que l'Allemagne pressentît

(1) Télégramme du 2 octobre 1912.

l'Autriche dès maintenant et lui déconseillât toute initiative isolée. » Ainsi, je le répète, la pensée permanente du gouvernement français était, non seulement, de fortifier le concert européen, mais d'empêcher que dans l'ensemble des puissances, le groupe de la Triple Entente s'opposât dangereusement à celui de la Triple Alliance.

M. Sazonoff arrive à Paris ; j'ai une longue entrevue avec lui le 3 octobre, et je télégraphie aussitôt à Berlin (1) : « Je viens d'avoir une conférence avec M. Sazonoff. La Russie accepterait de faire, soit avec l'Autriche au nom de l'Europe, soit avec toutes les puissances, une démarche auprès des États balkaniques pour faire savoir qu'elles ne sauraient admettre la rupture de la paix, qu'elles sont décidées à maintenir le *statu quo*, à localiser le conflit, s'il éclate, et à ne laisser aux États qui ont procédé à la mobilisation aucun espoir de profit territorial. M. Sazonoff fait toutefois remarquer qu'à son avis, cette démarche n'aurait de chances d'aboutir que si les grandes puissances étaient disposées à favoriser la réalisation des réformes dans l'intérêt des populations balkaniques. » En même temps, bien entendu, je prévenais Londres, et je recommandais la sagesse à Sofia et à Belgrade. Mon éminent ami, M. Vesnitch, qui était ministre de Serbie à Paris, et M. Stancioff, qui représentait la Bulgarie en France, se rappellent certainement,

(1) Télégramme du 3 octobre à M. Jules Cambon.

l'un et l'autre, avec quelle insistance je leur ai alors parlé, au nom du gouvernement de la République, et je dois dire que M. Sazonoff s'est entièrement associé à mes observations.

M. de Kiderlen accueillit avec plaisir la communication de mes entretiens avec M. Sazonoff (1) et ayant reçu de Vienne des nouvelles qu'il considérait comme favorables, il fit revenir M. Jules Cambon (2) et lui exprima la crainte que les conversations entre les puissances ne demandassent des délais trop prolongés. « Il ajouta, télégraphiait M. Cambon, que, par suite, on serait heureux ici que Votre Excellence prît l'initiative (en vue d'aller plus vite, car le temps presse) de formuler une rédaction précise qui serait soumise aux divers cabinets... Dans la dépêche que M. de Schœn a adressée aujourd'hui à son gouvernement, après la conversation qu'il a eue avec Votre Excellence, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris a écrit que vous aviez dit textuellement « que les grandes puis-« sances prendraient en main l'exécution des « réformes. » Le secrétaire d'État a été frappé de cette expression « prendre en main », qui lui paraît très heureuse, car elle répond à tout sans rien compromettre. » Conformément au désir exprimé par M. de Kiderlen, je rédigeai une formule, que je communiquai aux puissances. Le 4 octobre,

(1) Télégramme de M. Jules Cambon, 3 octobre 1912.
(2) Télégramme de M. Jules Cambon, 4 octobre 1912.

M. Jules Cambon m'informa que M. de Kiderlen l'acceptait, mais qu'il devait la soumettre à l'empereur ; le 5 octobre, l'empereur y donnait, à son tour, son adhésion. Mais, le 6, des changements de rédaction étaient demandés par Vienne (1). Je répondis immédiatement : « M. Sazonoff et moi, nous acceptons les modifications suggérées par le comte Berchtold, tant par esprit de courtoisie vis-à-vis du gouvernement autrichien que dans l'intérêt d'une action rapide en faveur de la paix. » Le même jour, le *Fremdenblatt*, traduisant la pensée du gouvernement autrichien, appréciait ainsi l'attitude du gouvernement français : « Par une initiative prompte et décisive, le gouvernement français a fourni, une fois de plus, la preuve de ses sentiments pacifiques en s'efforçant de prévenir une conflagration avec un zèle digne de la gratitude générale. »

Je m'arrête, Mesdames, Messieurs. Je ne veux pas vous infliger la lecture d'un Livre jaune, qui n'a pas encore été publié et qui, sans doute, paraîtra un jour ou l'autre. Ce que j'ai voulu vous montrer, en attendant cette publication nécessaire, c'est l'esprit dans lequel, dès la première heure, le gouvernement français a suivi la crise balkanique. Les télégrammes que je viens de vous lire vous prouvent que nous avons eu, tout de suite, la ferme résolution de nous tenir en contact étroit et permanent avec

(1) Télégramme de M. Dumaine, ambassadeur à Vienne.

toutes les puissances. Je crois pouvoir dire que, du mois de septembre 1912 au mois de janvier 1913, il ne s'est guère passé un seul jour où je n'eusse de longues conversations, non seulement avec les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, mais avec le baron de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, et le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche. J'avais même fini par avoir avec ces deux derniers des relations très confiantes, si bien que, plusieurs mois après, lorsque je devins président de la République, ils m'exprimèrent l'un et l'autre le désir de me recevoir en ma nouvelle qualité à leurs ambassades respectives. Le chatouilleux protocole me présenta de graves objections : le chef de l'État français pouvait-il entrer dans une maison qui, en vertu de la fiction de l'exterritorialité, était construite sur le sol allemand? Je ne voulus pas m'arrêter à ce scrupule. Nous étions en paix avec l'Allemagne, je ne pensais pas qu'il fût possible de pousser la courtoisie trop loin. J'acceptai l'invitation du baron de Schœn, comme celle du comte Szecsen.

Mais revenons à nos Balkans. Vous vous rappelez que, le 8 octobre, au moment où tout semblait s'arranger, les troupes monténégrines attaquèrent les troupes turques. Comment se produisit cette offensive brusquée? On a dit souvent qu'elle avait été concertée avec l'Autriche. Abstenons-nous cependant des hypothèses, ne retenons que les faits certains.

Les événements qui venaient d'éclater dans les

Balkans avaient soulevé des questions complexes, que l'Europe avait, sans doute, depuis longtemps pressenties, mais qu'elle avait jusqu'alors plutôt cherché à ajourner qu'à résoudre. La politique traditionnelle de la France reposait, en Turquie d'Europe comme en Turquie d'Asie, sur le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Le maintien du *statu quo* territorial permettait, en effet, d'écarter ou de reculer des éventualités pleines d'inconnu, et l'on vivait ainsi dans un provisoire qu'on s'habituait presque à considérer comme perpétuel.

Mais l'éveil de nationalités vivaces et entreprenantes, les défauts de l'administration turque, l'inexécution des promesses de réformes contenues dans l'article 23 du traité de Berlin, les désordres et les violences qui se renouvelaient périodiquement, le mécontentement sourd laissé par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, avaient rendu de plus en plus inévitables des complications dans la péninsule des Balkans. La guerre italo-turque elle-même avait, en se prolongeant, entretenu chez les populations une fièvre latente et une agitation continue. De temps en temps, survenaient des épisodes sanglants qui annonçaient un bouleversement prochain.

Lorsque nous avions connu, dans les circonstances que j'ai dites, les traités passés entre les États balkaniques, nous avions, d'abord, fait tout ce qui dépendait de nous pour éviter un conflit. N'y eût-il eu qu'une chance entre mille d'obtenir

une solution pacifique des difficultés pendantes, nous aurions manqué à la plus impérieuse de nos obligations morales en ne faisant pas effort pour conjurer une guerre meurtrière. Sur l'initiative de la France, les puissances ont réussi, d'abord, à combiner leur action pour assurer la réalisation des réformes dans les Balkans sans effusion de sang et sans bouleversements territoriaux. Les États alliés eux-mêmes avaient, en mobilisant, déclaré que le seul objet de leurs revendications était l'accomplissement immédiat de ces réformes, et ils n'avaient encore ni conçu les espérances, ni acquis les droits qui se sont trouvés ensuite consacrés par leurs efforts et par leurs sacrifices. La formule sur laquelle s'était établi l'accord de l'Europe n'avait donc rien de surprenant pour eux et, si le cours des choses l'a emporté, cette collaboration européenne n'a cependant pas été inutile, puisqu'elle a, sur l'initiative de la France, rapproché toutes les puissances dans une même démonstration pacifique.

La guerre ayant néanmoins éclaté, il ne restait plus à l'Europe d'autre ressource que de chercher à circonscrire les hostilités et à en réduire la durée. Comme nous ne voulions pas, je l'ai dit, compliquer, par une opposition systématique de groupements internationaux, les difficultés du moment, nous proposâmes à toutes les puissances d'offrir, le jour venu, aux belligérants leur médiation collective ; et, pour maintenir, entre elles, une collabo-

ration quotidienne, nous convînmes de réunir et de faire siéger en permanence une conférence d'ambassadeurs. Le gouvernement anglais avait proposé qu'elle se tînt à Paris. Mais, comme la personnalité de M. Isvolsky portait quelque ombrage à l'Autriche, nous poussâmes l'esprit de conciliation jusqu'à décider que la réunion aurait lieu à Londres, où l'autorité de sir Ed. Grey devait, d'ailleurs, s'exercer si heureusement sur les délibérations ; et il est certain que, si, en 1914, les Empires du Centre avaient accepté la nouvelle convocation d'une conférence européenne, la guerre aurait pu être évitée.

Les détails que je viens de donner montrent assez que, tout en ayant le souci de sauvegarder son alliance avec la Russie, la France a conservé, dès le début de la crise balkanique, toute son impartialité et toute son indépendance de jugement, qu'elle n'a jamais embrassé aveuglément les thèses russes et qu'elle a tout fait, au contraire, pour s'interposer amicalement entre l'Autriche et la Russie. Il est donc inutile, je pense, de démentir une allégation qui a couru dans la presse bolcheviste de Moscou et que l'Allemagne a reproduite dans un de ses livres blancs. Parmi les innombrables télégrammes compulsés à Pétrograd après la révolution russe, on aurait trouvé deux lignes avec lesquelles on voudrait faire pendre le gouvernement français. M. Isvolsky aurait télégraphié à M. Sazonoff, le 12 septembre et le 21 novembre 1912, que le

ministre des Affaires étrangères de France lui aurait alors déclaré : « Si un conflit avec l'Autriche déterminait l'intervention armée de l'Allemagne, la France reconnaîtrait immédiatement le *casus fœderis* et ne perdrait pas une minute pour remplir ses engagements vis-à-vis de la Russie. » Les journaux bolchevistes ont ajouté avec quelque audace : « Il n'y avait ni réserves ni avertissement. » Encore que rien ne nous garantisse l'authenticité d'une citation qui me paraît fort suspecte, tenons pour exactes ces deux lignes détachées. Que signifiaient-elles? Que l'ambassadeur de Russie, préoccupé, comme le gouvernement impérial l'était sans cesse, de savoir si, malgré l'instabilité de notre régime parlementaire, tout cabinet français respecterait, en 1912, des accords datant de plus de vingt années, m'avait, au cours des graves incidents orientaux, questionné à cet endroit, et je lui avais naturellement répondu par le texte même de l'alliance : « Si l'Autriche vous déclarait la guerre et si l'Allemagne l'appuyait, nous remplirions nos obligations. »

Comment aurais-je pu tenir un autre langage? Et quelle autorité morale aurions-nous eue sur nos alliés, si nous avions répudié nos engagements? Mais je suis sûr de n'avoir jamais prononcé un mot qui laissât supposer que nous pouvions, dans un cas quelconque, aller au delà de ces engagements. Et je ne suis pas moins sûr d'avoir, en même temps, conseillé à la Russie la modération, la sagesse et

le calme. Les télégrammes que je viens de citer et qui encadrent les deux lignes attribuées à M. Isvolsky démontrent péremptoirement que, loin que la politique française soit restée, dans le règlement des affaires balkaniques, accouplée à celle de la Russie, c'est nous qui en 1912 avons demandé et obtenu que toutes les questions d'Orient prissent et conservassent un caractère européen.

Mais, comme l'a clairement montré M. Gauvain dans son beau livre sur les origines de la guerre, les cabinets de Vienne et de Berlin, qui avaient, un instant, affecté de vouloir retenir les États balkaniques, n'avaient pas été fâchés de voir les hostilités déclarées. Ils comptaient sur la victoire de la Turquie et ils espéraient que les Serbes et les Bulgares, rapidement épuisés, deviendraient vite, soit une proie facile à saisir, soit des instruments commodes. Ils furent désagréablement surpris par les éclatantes victoires de Kirk-Kilissé, de Koumanovo et de Monastir, qui permirent aux Serbes d'atteindre, par l'Albanie, les rives de l'Adriatique, et d'aller appuyer l'armée bulgare sous les murs d'Andrinople. L'Autriche inquiète arma précipitamment. Au mois d'octobre, le gouvernement demanda aux Délégations des ressources extraordinaires qui lui furent immédiatement accordées. Peu à peu, tous les corps d'armée de Bosnie et d'Herzégovine furent mobilisés ; plus de cent mille hommes furent concentrés à Serajevo, à

Gravosa, puis, jusque dans la vallée du Danube, à deux pas de Belgrade. Le 18 décembre 1912, notre consul général à Trieste nous écrivait : « L'arrêt des alliés balkaniques, la résistance d'Andrinople, ont permis à l'Autriche de se ressaisir ; elle a pu faire sa mobilisation et trouver l'argent nécessaire. La réserve de la Russie, qu'elle ne croit ni prête, ni disposée à engager une action militaire, l'idée qu'elle se fait que la France usera de toute son influence pour empêcher une guerre qui pourrait amener une conflagration européenne, l'attitude de l'Angleterre sur laquelle elle compte, à tort ou à raison, pour favoriser ses prétentions, l'épuisement des États balkaniques, tout cela a dû contribuer à la rendre plus exigeante. » A la conférence de Londres, les cabinets de Vienne et de Berlin s'efforçaient, en effet, d'imposer à l'Europe des solutions favorables à leurs propres intérêts et contraires aux aspirations des peuples balkaniques. Puisque la Serbie n'avait pas été, comme on l'espérait, battue par la Turquie, il fallait, du moins, lui arracher les profits de la victoire (1).

La Triple Alliance avait été renouvelée, par anticipation, au mois de décembre 1912. Quelques semaines auparavant, l'état-major allemand, inspiré par de Moltke et Lüdendorff, avait pris de nouvelles mesures militaires, qu'il jugeait, disait-il,

(1) Voir *la Nouvelle Serbie*, par Georges Y. Devas (Berger-Levrault).

indispensables pour assurer à l'Allemagne « l'influence qu'elle devait avoir dans les affaires du monde ». Le projet fut présenté, dans le même mois de décembre, au chancelier Bethmann-Hollweg. Il avait été rédigé par Lüdendorff et adopté par le ministre de la Guerre, von Heeringen. Il fut ratifié le 1er janvier 1913 par un Conseil supérieur de généraux qui se tint au château royal (1), et il fut soumis au Reichstag au commencement de mars. Pour renforcer son état militaire et accroître ses effectifs, l'Allemagne demandait à ses contribuables un impôt exceptionnel d'un milliard de marks.

C'est seulement après que l'Allemagne avait pris cette initiative si redoutable que M. Briand, président du Conseil, et, après lui, son successeur, M. Barthou, d'accord, l'un et l'autre, avec M. Étienne, ministre de la Guerre, ont, le premier, déposé, le second, soutenu et fait voter, la loi établissant en France le service de trois ans, loi que les chefs de notre armée considéraient, en présence des armements de l'Allemagne, comme impérieusement commandée par notre sécurité nationale. L'annonce des augmentations d'effectifs en Allemagne, les appréhensions causées par la crise balkanique, les difficultés soulevées dans l'application du traité marocain, le souvenir des

(1) Dépêche de M. Allizé, ministre de France à Munich, 10 juillet 1913. — M. Jules Cambon, dépêche du 6 mars 1913, et rapport sur le projet de loi militaire (avril 1913).

alertes de Tanger, de Casablanca et d'Agadir, tout cela avait assez naturellement donné en France au sentiment patriotique une vivacité nouvelle. Lorsqu'ils ont pillé à Bruxelles les archives de nos amis belges, les Allemands ont bruyamment triomphé de ce que, dans une ou deux de ses dépêches, le baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, avait cru discerner un peu de chauvinisme dans quelques manifestations, très inoffensives pourtant, de l'opinion française. Le baron Guillaume était un très honnête homme, mais un observateur assez superficiel, qui, comme un petit nombre de Belges avant la guerre, croyait à l'esprit pacifique de l'Allemagne. Il ne s'était pas suffisamment renseigné auprès de son éminent collègue de Berlin, le baron Beyens, qui a publié un si beau livre de souvenirs et a si finement noté l'évolution de l'empereur et de ses conseillers. Le baron Beyens écrivait, d'ailleurs, lui-même de Berlin, le 18 octobre 1912, à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères : « Le premier effet de la crise balkanique a été d'opérer un rapprochement entre le gouvernement impérial et celui de la République. Également désireux de voir le conflit localisé dans la péninsule et d'éviter une guerre européenne, ils se sont entendus pour agir dans le même sens, avec leurs alliés respectifs, la Russie et l'Autriche. L'initiative prise personnellement par M. Poincaré en vue du rétablissement de la paix a reçu l'approbation et même les éloges de la presse alle-

mande... » Et bien mieux, c'est dans la correspondance du baron Guillaume que je trouve, à la date du 3 mars 1913, un jugement porté par M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, sur l'attitude du gouvernement français. M. de Schœn se plaignait au ministre de Belgique de ce que l'opinion publique se surexcitât, tout à la fois, en Allemagne et en France et il ajoutait : « Cela est d'autant plus ridicule que, durant toute la crise que nous traversons, les deux gouvernements ont prouvé les sentiments les plus pacifiques et se sont continuellement appuyés l'un sur l'autre pour éviter les conflits de naître. »

M. de Schœn était, sans doute, de bonne foi lorsqu'en rendant hommage à nos sentiments pacifiques, il parlait aussi de ceux de son propre gouvernement. Mais comment expliquait-il les nouvelles mesures militaires prises en Allemagne sans aucune provocation de notre part? Comment expliquait-il également que, peu de jours après la conversation échangée entre lui et le ministre de Belgique, Guillaume II vînt à Pola visiter la flotte austro-hongroise et à Venise renouveler au roi Victor-Emmanuel les bruyantes assurances de son amitié? La vérité était qu'au moment où elle allait faire voter sa nouvelle loi militaire, l'Allemagne cherchait encore à gagner du temps ; elle voulait s'armer davantage avant de risquer la criminelle aventure ; mais lorsqu'on lit le mémoire qu'elle a fait dresser alors, à l'aide d'éléments

fournis par Lüdendorff, pour obtenir du Reichstag, au mois de mars 1913, le vote de la nouvelle loi militaire, on y trouve des phrases révélatrices : « Il faut habituer le peuple à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire... Il faut mener les affaires de telle sorte que sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une situation politique tendue, un déchaînement soit considéré comme une délivrance (1). » On accoutumait donc le peuple à l'idée d'une guerre offensive ; mais, comme on attendait l'heure favorable et la mise en vigueur des lois nouvelles, le général de Moltke conseillait la patience à son collègue autrichien Conrad de Hotzendorff, et le 1er février, l'empereur François-Joseph faisait porter lui-même, par le colonel de Hohenlohe, au tsar Nicolas II une lettre personnelle, où il proposait la démobilisation simultanée de l'Autriche et de la Russie ; proposition que François-Joseph s'est bien gardé de renouveler en 1914, à un moment où elle aurait pu tout sauver. En février 1913, l'Angleterre et la France engagèrent toutes deux la Russie à donner, dans l'intérêt de la paix générale, une réponse rapide et favorable, et des deux côtés de la frontière, les troupes furent démobilisées.

(1) *Livre jaune* de 1914 sur la guerre européenne, p. 10 et 11. — Lüdendorff, « Falsification française de mon écrit de 1912 sur la guerre qui menace », *Deutsche Tageszeitung*, 17 juillet 1919.

Mais, en même temps que l'Autriche et l'Allemagne semblaient ainsi travailler pour la paix, elles manœuvraient déjà sourdement pour la guerre (1). Le 24 janvier 1913, Enver Pacha, Talaat et Djemal Pacha s'emparaient du pouvoir à Constantinople. Ils étaient, comme vous le savez, les hommes de la Wilhelmstrasse. L'influence allemande devenait souveraine en Turquie. Le 20 mars, le gouvernement austro-hongrois envoyait à Cettigné une note comminatoire et, pour mettre le Monténégro en demeure de lever le siège de Scutari, il donnait à la flotte de l'Adriatique l'ordre d'aller mouiller devant les côtes du petit royaume. Quelques jours plus tard, d'après ce que M. Tittoni a rapporté, le 24 juin 1915, dans un discours prononcé à la Sorbonne, l'Autriche manifestait l'intention d'occuper le Monténégro et se heurtait à l'opposition de l'Italie. Cette fois encore, les cabinets de Paris, de Londres et de Saint-Pétersbourg se rallièrent à un compromis qui était de nature à satisfaire l'Autriche beaucoup plus que la Russie et les États balkaniques. Ils acceptèrent de s'associer à la contrainte exercée sur le Monténégro et, bien que le 23 avril, Scutari fût tombé, par la complaisance d'Essad Pacha, entre les mains des assiégeants, la conférence de Londres refusa d'attribuer la ville au roi Nicolas.

(1) Take Jonesco, *les Origines de la guerre*, collection de « la Grande Revue ».

Le 30 mai 1913, la paix turco-balkanique était signée à Londres sous les auspices des puissances. La Serbie recevait une partie de la Macédoine, mais elle n'obtenait sur l'Adriatique qu'un port de transit. Salonique et la Crète étaient définitivement attribuées à la Grèce. Silistrie était reconnue ville roumaine. L'Europe acceptait, de bonne grâce, toutes les vues de l'Autriche sur la constitution d'une Albanie autonome, à la tête de laquelle les Empires du Centre se réservaient de placer un prince de sang allemand, le prince de Wied, et dont ils rêvaient de faire, dans l'avenir, un boulevard du germanisme. L'ambassadeur d'Allemagne à Londres, le prince Lichnowsky, s'est plu à proclamer, dans ses mémoires, la haute impartialité dont avait témoigné sir Ed. Grey dans la présidence des longs débats qui s'étaient terminés par le traité du 30 mai ; et il est, en effet, certain que pendant toute la durée des pourparlers, c'est la modération de l'Angleterre, de la Russie et de la France qui a, jour par jour, préparé le rétablissement de la paix.

Tandis que nous nous livrions à cette difficile besogne, comment l'Allemagne récompensait-elle nos efforts? Il semblait qu'elle cherchât à éprouver notre patience par des incidents de toutes sortes. Le 3 avril 1913, à 6 heures du matin, un zeppelin, le *L. Z.* 16, partait de Friedrichshafen, en voyage d'essai. Il emmenait une commission de réception composée de trois officiers allemands. Vers 8 ou

9 heures du matin, le dirigeable franchissait notre frontière et survolait le territoire français dans les environs de Belfort. Pendant six heures, il évoluait sur les départements de la Haute-Saône, des Vosges et de Meurthe-et-Moselle. N'ayant plus ni lest, ni essence, il finissait par descendre, à 14 heures, sur le champ de manœuvres de Lunéville. Ce voyage aérien ne laissait pas d'être fort suspect et il avait permis aux officiers allemands de procéder librement à des observations pendant toute une matinée. Le capitaine Georg fut cependant autorisé à prévenir par télégramme le baron de Schœn de l'atterrissage du zeppelin ; et les autorités locales mirent à la disposition du pilote, pour assurer l'arrimage, cent cinquante hommes de la garnison de Lunéville ; nous fîmes attacher à un de nos express un wagon envoyé d'Oosbaden et contenant des tubes d'hydrogène ; nous laissâmes enfin le zeppelin regagner l'Allemagne par la voie de l'air ; bref, la France se conduisit d'une façon si chevaleresque que le gouvernement impérial se sentit d'abord obligé de lui en marquer publiquement sa reconnaissance ; mais à peine le dirigeable était-il revenu à son port d'attache que la presse allemande s'en prenait aux fonctionnaires, aux militaires, à la population de Lunéville, qui, disait-elle, auraient manqué de courtoisie vis-à-vis des officiers allemands ; et aussitôt le gouvernement de Berlin s'appropriait ces calomnies. M. de Schœn se présentait au quai

d'Orsay avec sa figure des mauvais jours. Il se plaignait de prétendues entraves qui auraient été mises aux communications télégraphiques du capitaine et du pilote, de mesures qui auraient été prises pour tenir l'équipage éloigné du dirigeable, d'inscriptions blessantes que des passants auraient crayonnées sur la nacelle.

Le gouvernement français n'avait pas encore eu le temps de vérifier ces diverses allégations, lorsque, dans la journée du 13 avril, un nouvel incident éclatait à Nancy. Ce jour-là, deux bandes d'Allemands étaient venus, en touristes, dans la capitale lorraine. L'un de ces groupes avait eu un démêlé insignifiant avec un vendeur de journaux ; l'autre, qui était accompagné d'une chanteuse d'opéra, s'était rendu, le soir, au casino, s'y était bruyamment attablé, et avait été rappelé à la discrétion par quelques étudiants. Le casino fermé, les Allemands s'étaient dirigés vers la gare, pour reprendre le train de nuit, et leur gaieté avait provoqué autour d'eux une petite manifestation assurément déplacée, qui s'était poursuivie jusque sur le quai de la station et s'était terminée par un échange de horions sans aucune gravité. Si fâcheuse que fût cette mésaventure arrivée à des voyageurs étrangers, il semblait qu'ils l'eussent un peu cherchée par leur attitude, et, du reste, le pire dommage qu'elle eût entraîné était la perte d'un chapeau. Personne ne pouvait supposer que cette bagarre allait prendre les pro-

portions d'un événement historique. Mais la presse allemande veillait. Elle partit aussitôt en guerre contre la France et, dès le surlendemain, 15 avril, M. de Richtofen portait l'affaire au Reichstag. Sans attendre la confirmation du récit fantaisiste que publiaient les journaux reptiliens, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. de Jagow, s'exprima avec une extrême vivacité sur le compte des Français. Pendant que le gouvernement impérial semblait ainsi n'avoir d'autre désir que d'envenimer les choses, et d'élever un tapage nocturne à la hauteur d'un conflit international, le gouvernement français, lui, faisait loyalement procéder à une enquête administrative, à la suite de laquelle il révoquait deux agents de police, déplaçait le commissaire central et le commissaire spécial, et allait jusqu'à relever de ses fonctions le préfet même de Meurthe-et-Moselle. Était-il possible de montrer plus clairement à la France, à l'Allemagne et au monde, que le gouvernement de la République entendait rappeler, par des sanctions exceptionnellement sévères, tous les agents de l'État au devoir de maintenir, entre l'Allemagne et nous, des relations de bon voisinage?

M'est-il permis d'ajouter qu'à la même époque, le président de la République, jaloux de veiller à ce que la France ne mît aucun tort de son côté, cherchait lui-même à entretenir avec l'empereur Guillaume d'irréprochables rapports de courtoisie?

Le 5 mars, après la catastrophe d'Héligoland,

j'avais envoyé ce télégramme : « J'apprends la terrible catastrophe qui met en deuil la marine impériale. Je tiens à exprimer à Votre Majesté mes profondes condoléances et à l'assurer de ma compassion pour les familles de ceux qui viennent de périr dans l'accomplissement de leur devoir. » Et l'empereur répondait : « Berlin, 6 mars. — Très sensible à la sympathie que vous avez bien voulu me témoigner à l'occasion de la terrible catastrophe de Héligoland, je vous prie, monsieur le président, de recevoir mes très sincères remerciements ainsi que ceux de la marine allemande. Signé : GUILLAUME I. R. » Le 23 mai 1913, nouveau télégramme à l'empereur pour le féliciter à l'occasion du mariage de la princesse Victoria-Louise. Le 15 juin, l'empereur célèbre le vingt-cinquième anniversaire de son avènement au trône. Télégramme du président de la République : « Au moment où Votre Majesté célèbre le vingt-cinquième anniversaire de son avènement au trône, je la prie d'agréer, avec mes sincères félicitations, les vœux que je forme pour sa personne et la famille impériale et royale. Signé : R. POINCARÉ. » Et l'empereur répond : « Très sensible à votre aimable souvenir, je vous prie, monsieur le président, de recevoir mes remerciements les plus sincères pour les félicitations et vœux que vous avez eu la bonté de m'exprimer à l'occasion de mon jubilé. Signé : GUILLAUME I. R. » Le 11 septembre 1913, pendant un voyage que je faisais en Limousin, j'apprends

la perte d'un zeppelin près de Héligoland et, du camp de la Courtine, j'envoie à l'empereur « l'expression de ma sympathie attristée ». Il me remercie encore avec effusion. Cinq jours après, le major, depuis général Winterfeld, attaché militaire d'Allemagne en France, le même qu'au moment de l'armistice, le Reich a envoyé comme parlementaire au maréchal Foch, avait été victime d'un accident d'automobile, en suivant nos grandes manœuvres du sud-ouest, et il avait été transporté à Grisolles dans la maison d'un habitant qui lui avait gracieusement offert l'hospitalité. Je suivais moi-même les manœuvres ; je me rendis immédiatement au chevet du blessé et, sachant qu'il était très aimé de l'empereur, je m'empressai de donner de ses nouvelles à son souverain : « Grisolles, 16 septembre. Je viens d'aller voir le major Winterfeld à la suite du malheureux accident d'automobile dont il a été victime aux manœuvres. J'ai grand plaisir à informer Votre Majesté que le pronostic des médecins est favorable et que l'état du major s'est déjà sensiblement amélioré. On n'a constaté que des contusions et des ecchymoses sans aucune fracture. J'ai pu causer quelques minutes avec lui sans qu'il éprouvât aucune fatigue. Je prie Votre Majesté de croire à ma très haute estime. R. Poincaré. » — « Grisolles, 17 septembre. J'ai le vif regret d'informer Votre Majesté que, dans la nuit, l'état du major Winterfeld a été reconnu par les médecins plus grave qu'ils ne

l'avaient, d'abord, pensé. Il a été découvert une fracture du bassin qui va nécessiter une opération chirurgicale. Mme de Winterfeld, prévenue, est arrivée auprès du blessé. R. POINCARÉ. » Et, de Cadinen, l'empereur répondait : « A mon arrivée ici, je viens de recevoir les deux aimables télégrammes que vous avez bien voulu me faire parvenir sur l'état de santé du major Winterfeld. Malheureusement, le second message détruit l'espoir que le pronostic favorable du premier télégramme pouvait faire naître. L'accident doit être assez grave. Très touché de toutes les bontés que vous montrez au blessé et de la sympathie chaleureuse que vous témoignez en cette occasion, je vous prie, monsieur le président, d'agréer mes remerciements profonds et sincères. Veuillez croire, monsieur le président, à ma très haute estime. GUILLAUME I. R. » La blessure du major était, en effet, assez grave ; il resta malade pendant plusieurs mois à Grisolles, où il fut soigné avec beaucoup de dévouement par les médecins français.

Le gouvernement de la République ne laissait donc passer aucune occasion de témoigner à l'Allemagne l'esprit de concorde dont il était animé. Au même moment, que faisait l'Allemagne? Elle célébrait avec ostentation le centenaire des batailles de 1813 et l'empereur adressait à son armée des harangues belliqueuses : « Nous aussi nous irons au combat la joie et la confiance dans le

cœur... » Et que faisait l'Autriche? Elle cherchait, avec l'appui de l'Allemagne et avec la complicité du roi Ferdinand de Bulgarie, à rallumer la guerre qu'on avait eu tant de mal à éteindre dans les Balkans (1).

Dans la nuit du 29 au 30 juin, Ferdinand donnait au général Savoff l'ordre d'attaquer l'armée serbe sur le Vardar. Le 10 juillet, la Roumanie, à son tour, ouvrait les hostilités contre la Bulgarie et, voyant les nations chrétiennes ainsi divisées, le gouvernement germanophile de Constantinople s'empressait de jeter ses troupes sur Andrinople et sur la Thrace. M. Danef, qui avait succédé à M. Guéchoff, comme président du Conseil bulgare, a toujours affirmé qu'il était resté totalement étranger à cette reprise inopinée de la guerre et, de son côté, le général Savof a déclaré, sans être démenti, qu'il avait obéi à un ordre écrit de son roi. Il paraît, en effet, établi qu'avant de se jeter sur les Serbes, ses alliés de la veille, Ferdinand de Cobourg avait reçu de l'Autriche-Hongrie, alors alliée avec la Roumanie, l'assurance que le roi Carol Ier de Hohenzollern lui prêterait son aide, moyennant la promesse du quadrilatère danubien ; l'Autriche comptait bien que cette coopération de la Roumanie et de la Bulgarie aurait pour effet l'écrasement de la Serbie. Mais, lorsqu'au mois de

(1) Voir Bardoux, *la Marche à la guerre*, chap IV, « la Reprise de l'incendie balkanique ».

mai, le cabinet de Vienne avait chargé son ministre à Bucarest, le prince de Furstenberg, d'informer le gouvernement du roi Carol que, dans le cas où surviendrait un conflit entre la Bulgarie et la Serbie, l'Autriche-Hongrie prendrait ouvertement le parti de celle-là contre celle-ci et la défendrait au besoin par les armes, M. Maïoresco, ministre des Affaires étrangères, se trouvait absent, et c'est M. Take Jonesco, alors ministre de l'Intérieur, qui reçut la communication et il y fit, comme il l'a raconté lui-même (1), un accueil si froid et si décourageant, que le prince de Furstenberg s'abstint de la renouveler auprès de M. Maïoresco.

Loin de consentir à s'unir avec la Bulgarie, la Roumanie s'affranchit de la tutelle autrichienne ; elle mobilise, mais contre la Bulgarie. Le Ballplatz essaie de l'arrêter et de la retenir enchaînée à la Triple Alliance. Il lui offre une rectification de frontière au sud de Silistrie et un agrandissement aux dépens de la Serbie. Vains efforts. La Roumanie a retrouvé d'instinct sa voie naturelle et le roi Carol est forcé de s'incliner devant la volonté de son pays, qui se refuse à tremper dans un complot contre la Serbie. Abandonné à lui-même, le roi Ferdinand de Bulgarie est pris à son propre piège. Il pensait écraser les Serbes ; il est battu par eux.

(1) Journal *la Roumanie*. V. Take Janesco, *op. cit.*

Aussitôt le gouvernement austro-hongrois cherche un autre moyen de réaliser son invariable dessein. Au moment même où la seconde guerre balkanique prend fin et où est signé le traité de Bucarest, l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et à l'Italie et elle leur annonce nettement son intention d'agir elle-même contre la Serbie. C'est M. Giolitti qui a révélé à la Chambre italienne, le 5 décembre 1914, cette démarche cynique, qui, à elle seule, suffirait à faire condamner la monarchie dualiste et à nous expliquer, par avance, son odieuse conduite de 1914. Au mois d'août 1913, l'attentat de Serajevo n'a pas eu lieu ; l'Autriche n'a aucun prétexte pour vouloir anéantir la Serbie. Voici cependant ce que, le 9 août, le marquis de San Giuliano télégraphie à M. Giolitti, alors comme aujourd'hui président du Conseil en Italie : « L'Autriche-Hongrie nous a communiqué, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie et elle dépeint cette action comme une action défensive, espérant appliquer à la Triple Alliance le *casus fœderis* que je crois inapplicable. Je cherche à concerter avec l'Allemagne mes efforts en vue d'empêcher cette action autrichienne, mais il pourrait être nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive et que par conséquent nous ne croyons pas que le *casus fœderis* existe. Je te prie

(1) Voir également le *Livre gris serbe* annexé.

de me télégraphier à Rome si tu m'approuves. » Voilà donc, en août 1913, l'Autriche qui veut déclarer la guerre à la Serbie, parce que la Serbie, au lieu d'être battue par Ferdinand de Bulgarie, a été victorieuse ; et, pour essayer de justifier l'agression qu'il médite, le gouvernement austro-hongrois demande à l'Italie et à l'Allemagne : « Êtes-vous d'accord avec moi pour dire que, si j'attaque la Serbie, je ne ferai qu'une guerre défensive et pour venir, par suite, à mon secours, comme le prévoit notre Triple Alliance? » Et voici ce qu'avec beaucoup de bon sens et de finesse, répond M. Giolitti : « Si l'Autriche agit contre la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* n'existe pas. C'est une action qu'elle entreprend pour son compte. Il n'est pas question de défense, puisque personne ne cherche à l'attaquer. Il est nécessaire que cela soit déclaré à l'Autriche de la façon la plus formelle et il est à souhaiter que l'action de l'Allemagne dissuade l'Autriche de cette périlleuse aventure. » Il est à souhaiter ! M. Giolitti était évidemment un peu sceptique sur les dispositions de l'Allemagne ; il était, à cette époque, mieux renseigné que nous ; nous-mêmes, cependant, nous commencions à recevoir des informations inquiétantes. Le 5 septembre 1913, nous apprenions qu'à Mulhouse, on distribuait les rôles des hommes mobilisables de trente à quarante-cinq ans, mesure qui n'avait jamais été prise depuis 1871 ; et notre consul à Bâle nous faisait connaître qu'à Kirchen,

commune du duché de Bade, voisine de la Suisse, le Landsturm avait reçu les mêmes feuilles (1). Et pourtant, la diplomatie allemande venait encore d'obtenir de la Triple Entente une nouvelle concession. Profitant des embarras où s'était jetée la Bulgarie, les Turcs avaient réoccupé Andrinople. L'Allemagne, qui voulait, à tout prix, ménager Constantinople, insista auprès de l'Angleterre, de la Russie et de la France, pour qu'on laissât à la Turquie Andrinople, Démotika et Kirkilissé ; combinaison savante, qui, en détournant la Bulgarie du Bosphore, la rejetait contre la Serbie et préparait, pour l'avenir, sous les auspices des Empires du Centre, une alliance turco-bulgare (2), « La Bulgarie a signé la paix avec la Turquie, écrivait la *Gazette de Cologne* le 7 octobre, non seulement pour mettre fin à la guerre, mais pour chercher à Constantinople un appui dans une cause commune. Il est impossible que des traités aussi pauvres que ceux de Londres et de Bucarest procurent à l'Orient une paix durable. L'Autriche, qui a toutes raisons d'être mécontente des résultats de la guerre, doit chercher plus que jamais à exercer son influence à Sofia. Pour nous, Allemands, quelle doit être notre attitude? Nous n'avons en Orient qu'à soutenir sans condition la politique de l'Autriche. » Vous voyez, n'est-ce pas,

(1) Voir rapport de la Commission sénatoriale d'enquête, étude de M. Émile Bougeois.

(2) Voir GAUVAIN, *op. cit.*

de plus en plus, comme 1913 éclaire 1914 (1).

Le 17 octobre, nouvelle alerte. Les Albanais, sans doute excités par l'Autriche, ont renouvelé des incursions en Serbie ; ils ont été repoussés et, pour les suivre, les troupes serbes ont momentanément dépassé les frontières tracées par la conférence de Londres. C'est à l'Europe à se saisir de l'incident et à le régler. Mais l'Autriche ne l'entend pas ainsi. Elle veut agir seule et à sa façon. Elle envoie, de sa propre autorité, et avec l'approbation de Berlin, un ultimatum à Belgrade. La Serbie, du reste, s'incline aussitôt et, pour cette fois, l'Autriche n'ose pas aller plus loin.

C'est quelques jours plus tard que S. M. le roi des Belges, venant de visiter à Lunebourg le régiment de dragons dont il était colonel honoraire, se rencontrait à Potsdam avec l'empereur d'Allemagne et avec le chef d'état-major général de Moltke ; et il était si frappé du langage tenu par ses interlocuteurs qu'avant de repartir pour Bruxelles, il autorisait le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, à renseigner confidentiellement M. Jules Cambon sur ce qui s'était passé dans cette importante entrevue. Le roi avait partagé, jusqu'alors, l'opinion commune, que l'influence de Guillaume II continuait à s'exercer

(1) Voir Pierre Bertrand, *l'Autriche a voulu la Grande Guerre* (éd. Bossard, 1916). — Ernest Denis, *la Grande Serbie*. — Henry Wickham Steed, *l'Angleterre et la Guerre*.

au profit de la paix. Mais il avait trouvé l'empereur tout à fait gagné aux idées du parti militaire, se plaignant, contre toute vérité, de l'état d'esprit de la France, et annonçant la guerre comme inévitable et prochaine. « Quelle raison, a écrit M. Beyens (1), l'empereur donnait-il de cette conviction pessimiste, qui impressionna d'autant plus son royal visiteur que la croyance aux sentiments pacifiques de l'empereur n'était pas encore altérée en Belgique? C'est que la France voulait elle-même la guerre et qu'elle s'armait rapidement dans cette intention, comme l'indiquait le vote de la loi sur le service militaire de trois ans. Guillaume II se disait, en même temps, assuré de la victoire. » Et le baron Beyens continue : « Le souverain belge, qui connaissait mieux les véritables dispositions du public et du gouvernement français, essaya vainement de l'éclairer. » Le 6 novembre, le roi Albert avait une autre conversation avec le général de Moltke et celui-ci s'exprimait dans les mêmes termes que l'empereur à l'égard de la France, affirmait la nécessité d'une guerre prochaine et insistait encore plus vivement sur la certitude du succès. « Quel était, se demande M. Beyens, le but de ces confidences? Il n'est pas difficile de l'entrevoir. Elles étaient une invitation à se jeter, en présence du danger suspendu sur

(1) *L'Allemagne avant la guerre* (Van Oest et Cie). Voir *Livre jaune,* dépêche de M. Jules Cambon, 22 novembre 1913.

l'Occident de l'Europe, dans les bras du plus fort, des bras prêts à s'ouvrir pour étreindre la Belgique, quitte ensuite à l'étouffer ! »

Ces dispositions nouvelles de l'empereur, qui se révélaient au moment même où, à Saverne, des officiers de son choix molestaient des Alsaciens inoffensifs, trouvaient encore, peu de jours après, l'occasion de se manifester en Orient. Au mois de décembre, une mission militaire allemande venait s'installer sur les rives du Bosphore, et son commandant le général Liman von Sanders était placé à la tête du corps d'armée de Constantinople, puis, sur les observations de la Russie, appelé à des fonctions qui ne l'éloignaient guère des détroits, car il était nommé inspecteur général de l'armée turque avec le rang de maréchal. En même temps, et à l'instigation de l'Allemagne, la Turquie achetait un cuirassé et en commandait deux autres, pendant que le nouveau ministre de la Guerre, Enver Bey, cassait tous les officiers qui passaient pour inaccessibles à l'influence allemande.

Devant tous ces symptômes inquiétants, la France ne restait, bien entendu, que plus fidèle encore à sa politique de paix. M. Doumergue, qui avait pris le pouvoir à la chute du cabinet Barthou, avait même donné à l'Allemagne de nouveaux gages de la bonne volonté française. Il avait poursuivi, dans l'esprit le plus conciliant, des pourparlers relatifs aux chemins de fer d'Asie Mineure et à la ligne du Bagdad. M. Sergent, sous-gouver-

neur de la Banque de France, et M. Henri Ponsot, consul, qui avaient été envoyés à Berlin par M. Stephen Pichon et qui étaient arrivés à la Wilhelmstrasse quelques jours après la conversation de l'empereur et du roi des Belges, y étaient entrés en relations avec M. de Rosenberg, conseiller rapporteur au ministère des Affaires étrangères, M. de Radowitz, conseiller d'ambassade, MM. de Gwinner et Helfferich, directeurs de la Deutsche Bank. M. Jules Cambon avait eu, de son côté, des conversations avec M. Zimmermann ; et malgré une multitude de difficultés soulevées par la délégation allemande, l'accord avait fini par s'établir le 9 février 1914 entre les représentants des deux groupes. Ce n'était pas sans que le chancelier et l'empereur lui-même eussent tenu à M. Jules Cambon et aux délégués français des propos d'une étrange impatience. « Le peuple allemand a besoin d'expansion, avait répété le chancelier ; l'Allemagne veut sa place au soleil (1). » « Arrangez-vous et surtout sans délai », avait péremptoirement déclaré l'empereur (2).

Quelques semaines après, un secrétaire du prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, revenait de Vienne où il était allé en congé et à son retour, il confiait à son chef que l'ambassadeur allemand à Vienne, P. de Tchirschky, lui

(1) Dépêche de M. Jules Cambon, 28 février 1914.
(2) Compte rendu de la 14e réunion des délégués, 5 février 1914.

avait déclaré que la guerre était imminente (1).

C'était décidément, bien avant le crime de Serajevo, non seulement l'acceptation graduelle, mais la recherche préméditée de la solution sanglante. Chez le vieil empereur d'Autriche se produisait peu à peu la même évolution que chez Guillaume II. Au mois de mai, le marquis Pallavicini, ambassadeur d'Autriche à Constantinople, était reçu en audience par son empereur. Le monarque jugeait, lui aussi, la guerre inévitable. « Les puissances centrales, disait-il, ne pouvaient pas admettre le traité de Bucarest, comme réglant définitivement les questions balkaniques et seule une guerre générale pouvait amener une solution convenable. » Le marquis de Pallavicini a rapporté lui-même cet entretien à M. Morgenthau, ambassadeur des États-Unis à Constantinople, qui l'a consigné dans ses mémoires (2). Mais nous avons mieux que ce récit ; nous avons, comme vous allez le voir dans un instant, l'aveu direct de François-Joseph.

L'Autriche venait, à vrai dire, d'éprouver un désagrément et une blessure d'amour-propre. Ce prince Guillaume de Wied, qu'elle avait réussi à faire désigner par les puissances pour le trône d'Albanie, et qui avait reçu à Paris comme à Londres l'accueil le plus courtois, avait commis dans

(1) *Mémoires* du prince LICHNOWSKY.
(2) Traduction française, p. 83-84.

son gouvernement de lourdes maladresses et avait été, au mois de mai, expulsé par les Skipétars. L'empereur Guillaume avait aussitôt jugé nécessaire de se concerter sur les affaires d'Orient avec le prince héritier, l'archiduc François-Ferdinand, dont il avait fait, depuis quelque temps déjà, son confident ordinaire et que tout récemment encore il avait rencontré à Miramar. Une nouvelle entrevue fut décidée pour le 12 juin et, comme « la curiosité du public et l'intérêt des diplomates étaient excités par ces témoignages d'une amitié trop vive pour n'être pas inquiétante » (1), on annonça que le prince héritier désirait montrer à son impérial ami la floraison des roses dans sa propriété préférée, à Konopischt, en Bohême. C'est l'explication que M. de Jagow a persisté, jusqu'en 1919, à donner dans son livre *Ursachen und Ausbruch des Weltkrieges*. Il est cependant probable qu'en respirant les roses, l'archiduc et l'empereur ont échangé quelques propos. Le 17 février, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, M. Tschirschky, envoyait au chancelier un rapport qui ne traitait aucunement d'horticulture et qui débutait ainsi : « Le comte Berchtold a été invité à Konopischt par l'archiduc François-Ferdinand, après le départ de S. M. l'Empereur. Le ministre m'a raconté aujourd'hui que S. A. impériale et royale a déclaré être satisfaite au plus haut point de la visite de S. M.

(1) Baron Beyens, *op. cit.*

l'empereur. Elle a discuté avec Sa Majesté toutes les questions possibles et a pu constater l'entière concordance de leurs vues (1). » Quelles étaient exactement ces vues? L'empereur ne l'a pas dit et l'archiduc a emporté, sans doute, bien des secrets dans sa tombe. Le jour de l'assassinat, lorsque Guillaume II en a appris la triste nouvelle aux régates de Kiel, il avait, à côté de lui, sur son yacht, le prince de Monaco et, après avoir lu le télégramme, il dit avec un grand trouble à son invité : « Maintenant, tout ce que j'ai fait est à recommencer. » Parole mystérieuse dont le prince de Monaco fut frappé et qu'il vint me rapporter, dès son retour à Paris, sans pouvoir, du reste, m'en donner le sens exact. Quoi qu'il en soit, au lendemain même de l'entrevue de Konopischt, des mesures militaires inexpliquées étaient prises par l'Autriche. Le 27 juin, c'est-à-dire la veille de l'attentat de Serajevo, notre ministre à Belgrade écrivait : « Des mesures militaires ont été prises depuis quelques jours sur la frontière serbe. On a concentré cent mille hommes en Bosnie et en Dalmatie, et établi un cordon de troupes et de gendarmerie sur les bords de la Save et du Danube, d'Orsova à Raca. La brigade de Semlin a été munie de cavalerie et d'artillerie. Le chemin de fer est gardé militairement de Semlin à Szabatka. »

(1) *Die deutschen Dokumente*, n° 4. — KAUTSKY, *op. cit.*, édit. fr., p. 45.

En même temps, le Ballplatz se mettait à l'œuvre et préparait un grand mémoire destiné à établir que la situation était devenue intolérable dans les Balkans. Comme le remarque Karl Kautsky, secrétaire d'État adjoint des Affaires étrangères d'Allemagne à la révolution du 9 novembre 1918, on ne peut guère interpréter ce mémoire autrement que comme une proposition, conçue en langage diplomatique, de guerre préventive contre la Russie. Les auteurs du document s'en prenaient d'abord à la Roumanie, dont le roi, tout Hohenzollern qu'il fût, venait de recevoir le tsar à Constantza et qu'ils dénonçaient comme s'éloignant de l'Autriche, en dépit de toutes les « remontrances amicales ». Ils n'attendaient plus, ajoutait-il, de changement favorable ; « et ils concluaient que l'Autriche devait renoncer, non seulement vis-à-vis de la Roumanie, mais vis-à-vis de la Serbie et de la Russie, à ce qu'ils appelaient un peu dédaigneusement la politique de l'attente tranquille (1) ». Ce mémoire, qui a été écrit entre le 14 et le 27 juin, François-Joseph l'a lui-même envoyé à Guillaume II après la mort tragique de l'archiduc, et il l'a commenté dans une lettre qu'a également publiée la délégation allemande et qui contient le long exposé d'un procès de tendance contre la Roumanie, la Serbie et la Russie. Après avoir reconnu qu'on ne saurait *peut-être* — ce peut-être

(1) *Die deutschen Dokumente*, nº 4.

est, bien entendu, de l'empereur — prouver la complicité du gouvernement serbe dans le crime de Serajevo, il se plaint de la politique yougoslave, qui est, dit-il, un danger permanent pour sa maison et ses États ; comme si le danger permanent ne venait pas de ce que la monarchie dualiste avait annexé et opprimé des populations indépendantes ; il se plaint de la Roumanie qui s'est, dit-il, rapprochée de la Serbie ; et il ajoute en propres termes : « L'effort de mon gouvernement doit tendre, à l'avenir, à l'isolement et à l'abaissement de la Serbie. » Et, par avance, il trace le programme des intrigues que les Empires du Centre essaieront, pendant la guerre, de nouer à Sofia et à Constantinople même et pendant quelque temps à Bucarest et à Athènes : « La première étape serait de fortifier la situation du gouvernement actuel bulgare, afin que la Bulgarie, dont les intérêts réels s'accordent avec les nôtres, soit protégée contre un retour à la russophilie. Si on connaît à Bucarest que la Triple Alliance est décidée à ne pas abandonner l'idée de l'accession de la Bulgarie à la Triple Alliance et serait cependant prête à l'inviter à s'allier avec la Roumanie..., alors on reviendra peut-être là-bas de la tendance dangereuse où on a été entraîné par l'amitié serbe... Si cela réussissait, on irait plus loin et on tenterait de rapprocher la Grèce de la Bulgarie et de la Turquie. »

L'empereur avouait donc nettement, dans cette

lettre, que l'idée d'*isoler* et d'*abaisser* la Serbie était venue à l'Autriche avant la date fatale du 28 juin. La mort de l'archiduc n'a pas été la goutte de sang qui a fait déborder la coupe ; elle n'a été que le prétexte saisi par la monarchie des Habsbourg pour procéder à l'exécution de la Serbie et pour engager contre ce petit peuple la *Straf-Expedition*, l'expédition-châtiment, que la politique hautaine et conquérante de l'Empire dualiste avait proclamée nécessaire.

A tous les motifs politiques qui poussaient l'Autriche à risquer une guerre, ajoutez les inextricables difficultés financières au milieu desquelles elle se débattait et qu'avaient augmentées, depuis 1912, ses armements et ses commencements de mobilisation. Le 16 décembre 1913, M. Dumaine, notre ambassadeur à Vienne, nous écrivait : « L'Autriche-Hongrie se voit acculée à une impasse, sans savoir comment elle en sortira. Ainsi le sentiment que les nations se dirigent vers les champs de bataille, poussées par une force insurmontable, grandit de jour en jour... Il m'a paru intéressant de signaler qu'ici, on tend à s'accoutumer à l'idée d'une guerre générale comme seul remède possible à la congestion financière qui se fait cruellement sentir dans ce pays après l'effort militaire, d'ailleurs sans objet, qu'il a dû fournir depuis un an. »

C'est à l'heure où à Berlin, à Vienne et à Budapest, les esprits s'accoutumaient ainsi à l'idée

d'un conflit prochain, que l'archiduc François-Ferdinand quitta les roses de Bohême pour se rendre à des manœuvres militaires en Bosnie. Est-ce par maladresse ou par calcul que, pour le jour de son entrée solennelle dans la capitale annexée, on avait choisi la date du 28 juin, le *Widow Dan*, qui est, pour les Serbes, l'anniversaire de la défaite que les Turcs leur ont infligée, en l'an 1389, à la faveur d'une trahison dans la plaine des Merles? Venir le 28 à Serajevo, c'était en tout cas se donner l'apparence d'une odieuse provocation contre un peuple fier, auquel le souvenir de son ancienne servitude demeure très douloureux.

Autre étrangeté. L'archiduc héritier arrivait à Serajevo, avec sa femme, la princesse de Hohenberg, dans l'intention de parcourir, en voiture découverte, les rues d'une ville slave, qui supportait impatiemment la domination austro-hongroise, et cependant il semblait que, de parti pris, on eût négligé toute précaution. Pas de police, pas de service d'ordre. Sans doute, on a dit que l'archiduc avait le droit de faire confiance aux Slaves et qu'il devait même passer à leurs yeux pour un ami, puisqu'on lui attribuait, à tort ou à raison, le projet de réorganiser l'Empire sur la base du trialisme. Je ne puis me hasarder à tracer ici l'esquisse d'une figure qui reste très énigmatique et il n'est pas aisé de démêler la vérité dans les desseins divers qu'on a prêtés à l'archiduc. Ce qui n'est pas douteux, c'est que, vis-à-vis des Serbes, il avait tou-

jours été partisan de la manière forte et de l'action directe, qu'en venant à Serajevo le 28 juin il paraissait vouloir outrager les habitants et qu'en tout cas, il ne leur apportait, ce jour-là, aucune promesse de décentralisation et aucun espoir de liberté. Comment expliquer, dans ces conditions, que les autorités austro-hongroises en Bosnie se soient rendues coupables de telles négligences que le docteur von Bilinski, administrateur suprême de la province, ait cru devoir leur reprocher sévèrement leur conduite (1)?

La ville tout entière fit cependant à l'archiduc une réception courtoise ; mais, comme le cortège se dirigeait vers l'Hôtel de ville, une bombe fut lancée par un jeune typographe, Nedeljiko Cabrinovitch, qui était, par un singulier hasard, fils d'un agent de police de Serajevo. Le projectile éclata derrière le carrosse de l'archiduc. Une vingtaine de personnes, parmi lesquelles deux aides de camp de François-Ferdinand, furent blessées. Le général Potiorek, gouverneur de la Bosnie-Herzégovine, estima qu'il y avait lieu de ne rien changer au programme de la journée. L'archiduc continua donc sa route jusqu'à l'Hôtel de ville, y reçut les hommages de la municipalité, répondit en assurant la Bosnie-Herzégovine de son attachement immuable, puis se rendit à l'hôpital pour y prendre des nouvelles des deux officiers blessés. Sur le

(1) Kautsky, *op. cit.*, p. 48.

parcours, un étudiant bosniaque, Gavrilo Princip, s'élança vers la voiture de François-Ferdinand, un revolver à la main et tira deux coups. Une balle atteignit l'archiduc à la gorge ; la duchesse de Hohenberg, qui s'était dressée rapidement, reçut la seconde en plein ventre. Tous deux furent transportés au Konak dans un état désespéré et ne tardèrent pas à rendre le dernier soupir.

Le jour où était commis ce crime abominable, c'était, à Paris, le grand prix de Longchamp. Le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche, était à mes côtés dans la tribune présidentielle, lorsque me parvint un télégramme annonçant la mort de l'archiduc et de la duchesse de Hohenberg. J'exprimai, bien entendu, à l'ambassadeur toute l'indignation que cet horrible attentat n'allait pas manquer de soulever en France et mes profondes condoléances pour le malheur qui frappait la famille impériale ; et je quittai la tribune avant la fin des courses. Comme je serrais la main de M. Lahovary, ministre de Roumanie, ce très sagace observateur des événements balkaniques me dit, d'un air préoccupé : « Ce malheur peut avoir de bien graves conséquences. » Il en a eu, hélas ! d'épouvantables ; et cependant, le 13 juillet suivant, le conseiller de section von Wiesner, que le gouvernement austro-hongrois avait envoyé à Serajevo pour y examiner les documents de l'instruction criminelle ouverte contre les auteurs de l'at-

tentat, télégraphiait à Vienne (1) : « Con gouvernement serbe dans la conduite de tentat ou dans une préparation et fourniture des armes, prouvée par rien, même pas à présumer. Il existe, au contraire, des indications pour considérer complicité comme inexistante. » Qu'importait à l'Autriche-Hongrie? A défaut du gouvernement serbe, on allait bien trouver à impliquer dans l'affaire, à côté des criminels de Serajevo, un ou deux Serbes de Belgrade ; ce serait assez pour avoir le prétexte cherché et pour mettre le feu à l'univers.

(1) Kautsky, *op. cit.*, p. 48 et 49.

V

LES JOURNÉES TRAGIQUES

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 5 juillet 1914, le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, étant venu me remercier, au nom de l'empereur François-Joseph, des condoléances que j'avais exprimées à la famille impériale à l'occasion du meurtre de l'archiduc, je renouvelai, au cours de l'entretien, l'expression de l'horreur que ce crime avait causée à toute la France et j'ajoutai discrètement que les assassinats politiques n'étaient, en général, comme celui du président Carnot en France, que l'œuvre de fanatiques isolés. Le comte Szecsen, avec qui, je l'ai dit, j'entretenais d'excellentes relations personnelles et qui ne souhaitait pas, j'en ai la conviction, une guerre européenne, me répondit cependant : « Le crime de Caserio ne correspondait à aucune agitation francophobe en Italie. Au contraire, depuis bien des années, on emploie en Serbie tous les moyens licites et illicites pour exciter les esprits contre la monarchie austro-hongroise (1). » Il a

(1) *Livre rouge austro-hongrois*, nº 4. — Voir Pierre BER-

rendu compte lui-même de cette conversation dans les termes suivants : « En exécution de vos instructions, j'ai transmis à M. Poincaré les remerciements du gouvernement austro-hongrois pour ses condoléances. Le président a saisi cette occasion pour me renouveler l'expression de la part qu'il prenait au deuil de la monarchie et de notre souverain. Faisant allusion aux manifestations hostiles dont les Serbes étaient l'objet chez nous, il rappela qu'après l'assassinat du président Carnot, les Italiens avaient été en butte, dans toute la France, aux persécutions de la population. Je lui fis remarquer que, dans ce cas, le crime n'avait eu aucun rapport avec une agitation anti-française en Italie, tandis qu'il fallait reconnaître qu'en Serbie, depuis des années, on employait tous les moyens permis et illicites contre la monarchie. En terminant, M. Poincaré exprima sa conviction que le gouvernement serbe se montrerait très complaisant vis-à-vis de nous au sujet de l'enquête judiciaire et des poursuites à exercer contre les complices éventuels. C'était là un devoir auquel aucun État ne pouvait se soustraire. » La thèse que me présentait avec modération l'ambassadeur impérial fut, tout de suite, celle de son gouvernement. M. Forgash, qui avait monté de toutes

TRAND, *l'Autriche a voulu la Grande Guerre* (éditions Bossard). — Télégramme déchiffré au quai d'Orsay pendant la guerre. — Voir Joseph REINACH, *Histoire de douze jours* (Félix Alcan).

pièces le procès d'Agram, inspirait les bureaux du Ballplatz. Avec lui, on espérait bien faire apparaître la responsabilité du gouvernement et de l'armée serbes dans l'attentat de Serajevo. Une instruction judiciaire fut naturellement ouverte ; des perquisitions eurent lieu ; de nombreux témoins furent entendus ; et lorsque l'Autriche prit le parti d'adresser à la Serbie l'ultimatum que vous connaissez, elle n'osa pas prétendre que le gouvernement serbe et son armée eussent effectivement trempé dans le crime, mais elle allégua que le complot, dont Garvilo Princip et Nedeljko Cabrinovic avaient été les exécuteurs, avait été formé à Belgrade avec le concours d'un commandant serbe, Voija Tankosic, que les six bombes et les quatre pistolets dont s'étaient servis les malfaiteurs avaient été livrés à Belgrade par cet officier et par un nommé Milan Ciganovic, que ces bombes étaient des grenades à main provenant d'un dépôt d'armes de l'armée serbe, et que, pour assurer la réussite de l'attentat, Ciganovic avait enseigné à Princip, à Cabrinovic et à Gravès la manière d'utiliser les grenades et de tirer les pistolets. A supposer ces faits régulièrement établis, qu'eussent-ils prouvé? La participation individuelle d'un ou deux Serbes de Belgrade à un attentat sans excuses et ils eussent assurément justifié une demande de répression sévère contre les coupables. Mais le gouvernement austro-hongrois voulait autre chose. Lorsqu'il prépara sa note aux puissances,

il chercha à y mettre en cause tout le royaume serbe, en lui reprochant d'avoir toléré, dans la presse et dans les écoles, une propagande hostile à l'Empire et d'avoir laissé vivre des associations qui fomentaient des agitations contre la monarchie et s'obstinaient à protester contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Un détail piquant, qui a été découvert par le regretté Ernest Denis, montre tout ce qu'il y avait d'artificiel et de hâtif dans ces accusations autrichiennes. Dans le texte français du mémoire que le comte Szecsen a remis, le 27 juillet, c'est-à-dire la veille de la déclaration de guerre à la Serbie, à M. Bienvenu-Martin, qui faisait l'intérim du ministère des Affaires étrangères, il est dit qu'afin d'assurer le secret du complot, Tankosic et Ciganovic apostèrent Zian Kali pour ordonner aux deux exécuteurs de se tuer après l'attentat. Zian Kali, quel était ce nouveau criminel, qui devait ainsi rappeler aux conjurés le serment sacré qu'ils avaient fait de se donner la mort pour ensevelir avec eux leur secret? M. Ernest Denis s'est reporté au texte allemand et il a constaté qu'il y était question de cyankali, c'est-à-dire de cyanure de potassium, et que la rédaction primitive signifiait simplement : « Les instigateurs de l'attentat ont remis aux exécuteurs du cyanure de potassium avec ordre de s'empoisonner, une fois le meurtre consommé. » La précipitation qu'on avait mise dans la traduction se retrouvait dans toute la constitution du dossier. Mais,

bon ou mauvais, on tenait le prétexte cherché.

Au mémoire dont je parlais l'autre jour, qui avait été rédigé après l'attentat et que François-Joseph avait communiqué à Guillaume II, avait été, après la mort de l'archiduc, ajouté un *post-scriptum* qui se terminait par ces mots : « La nécessité s'impose, pour la monarchie, de déchirer d'une main énergique le réseau dont son adversaire voulait tisser un filet pour l'étouffer. » Ainsi, c'était la petite Serbie qui voulait étouffer l'Autriche-Hongrie ; il fallait donc se hâter de mettre le pied dessus. Plus que tout autre, l'empereur d'Allemagne était pressé. Le 30 juin, Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, envoyait à Berlin un rapport dans lequel il disait : « Hier, j'entendis des gens sérieux exprimer le désir de régler définitivement les comptes avec les Serbes. Je profite de toute occasion pour déconseiller tranquillement, mais sérieusement, des mesures précipitées. » Guillaume annote ce rapport (1) : « Qui l'y a autorisé? dit-il (qui a autorisé Tschirschky à tenir ce langage modérateur?) C'est très bête. Cela ne le regarde pas du tout. C'est exclusivement l'affaire de l'Autriche de décider ce qu'elle doit faire. Après, si cela va mal, on dira : c'est l'Allemagne qui n'a pas voulu ! Que Tschirschky me fasse le plaisir de laisser là toutes ces sottises.

(1) Voir *la Vie des peuples*, nº du 25 janvier 1831, article de M. Camille Jordan. — *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 7.

Avec les Serbes, il faut en finir et le plus tôt possible... Maintenant ou jamais ! » C'est le 4 juillet que ce document, ainsi annoté, est envoyé par le cabinet de l'empereur au secrétariat d'État des Affaires étrangères. Le mot d'ordre est donné : ne pas retenir l'Autriche, l'encourager, au contraire, à une brusque action contre la Serbie.

L'Autriche n'avait pas besoin d'être poussée à cette agression. Deux jours avant, M. Dumaine avait télégraphié de Vienne au gouvernement français : « Le crime de Serajevo suscite les plus vives rancunes dans les milieux militaires autrichiens et chez tous ceux qui ne se résignent pas à laisser la Serbie garder dans les Balkans le rang qu'elle a conquis. L'enquête sur les origines de l'attentat qu'on voudrait exiger du gouvernement de Belgrade, dans des conditions intolérables pour sa dignité, fournirait, à la suite d'un refus, le grief permettant de procéder à une exécution militaire. »

Le jour même où le rapport de Tschirschky était retourné à la Wilhelmstrasse, le comte Hoyos, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, arrivait à Berlin, porteur de cette lettre autographe de l'empereur François-Joseph, dont j'ai précédemment parlé et qui insistait sur la nécessité d'isoler et d'amoindrir la Serbie. Le lendemain, au moment où je recevais la visite de remerciements du comte Szecsen, avaient lieu à Potsdam, dans le palais impérial, de longues et mystérieuses entrevues.

Selon le *Livre blanc* publié par le Reich au mois de juin 1919, il n'y aurait pas eu ce jour-là, quoi qu'on en ait raconté, un conseil de la Couronne, présidé par l'empereur ; il se serait seulement tenu, à Potsdam, quelques conversations banales et inoffensives. L'ambassadeur autrichien Szögyeni, auquel le comte Hoyos avait confié la lettre de François-Joseph, serait venu l'apporter à Guillaume II et aurait été retenu à déjeuner par l'empereur. Quelques minutes après, et, sans doute, tout à fait fortuitement, le chancelier Bethmann-Hollweg et le sous-secrétaire d'État Zimmermann, remplaçant M. de Jagow, se seraient, à leur tour, présentés chez l'empereur pour y examiner la situation politique ; et le lendemain, Guillaume, rassuré par ces entretiens, serait parti pour une croisière dans la mer du Nord ; il avait donc toute confiance dans le maintien de la paix.

Le *Livre blanc* ajoute cependant : « Il n'a pas été pris (à Potsdam) de décisions spéciales, puisqu'il n'était pas possible de refuser à l'Autriche l'appui qui lui était dû, en vertu des obligations de l'alliance, dans les demandes de garanties réelles à obtenir de la Serbie. » Le *Livre blanc* reconnaît, d'ailleurs, expressément « qu'à Berlin, on tenait également compte de la possibilité de l'immixtion de la Russie et de ses conséquences », mais, dit-il, « on ne comptait pas sur une probabilité quelconque de guerre générale. Quant à une intention de provoquer un conflit européen, il

ne peut en être question ». En d'autres termes, on entre dans une chambre remplie de matières inflammables ; on prend une allumette ; on la jette dans un monceau d'étoupes, et on dit : « Je n'ai voulu brûler que ce petit tas. Si un incendie éclate, je n'y serai pour rien. »

On savait bien pourtant que l'écrasement de la Serbie ne serait pas seulement un coup de force contraire au droit des gens, qu'une telle entreprise ne pouvait laisser l'opinion russe indifférente et qu'on allait réveiller, une fois de plus, toute la question orientale. La preuve qu'on ne se faisait, à cet égard, aucune illusion, se trouve dans le *Livre rouge autrichien* de 1919 (1). Le comte Szögyeni a, en effet, rendu compte à son gouvernement de sa conversation avec Guillaume II et il a rapporté ainsi le langage de l'empereur : « D'après son opinion, il ne faut pas attendre longtemps pour agir. L'attitude de la Russie serait certainement hostile, mais il était depuis longtemps préparé à cette éventualité, et nous pouvions être sûrs que, même si une guerre éclatait entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, l'Allemagne serait fidèlement à nos côtés. La Russie, du reste, n'était pas prête à la guerre. »

Il est vrai qu'à en croire le professeur Hans Delbrück et les autres auteurs d'un mémoire sur les responsabilités de la guerre, le comte Szögyeni,

(1) I, p. 22.

vieilli et fatigué, aurait pu mal comprendre l'empereur ; mais nous, nous l'avons clairement compris, dans les annotations que nous avons lues tout à l'heure et qui concordent entièrement avec le langage rapporté par l'ambassadeur d'Autriche.

Le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, a, du reste, lui aussi, confirmé le renseignement donné par le comte Szögyeni : « J'ai appris, écrit-il, dans ses *Mémoires*, que, dans la discussion décisive du 5 juillet à Potsdam, la demande viennoise avait rencontré l'adhésion pure et simple de toutes les personnes autorisées, et même avec cette addition qu'il ne serait pas mauvais non plus qu'il dût en résulter une guerre avec la Russie. C'est, du moins, ce qui est dit dans le procès-verbal autrichien que le comte Mensdorff (ambassadeur d'Autriche-Hongrie en Angleterre) a reçu à Londres. »

Sans doute, Tirpitz écrit dans ses *Mémoires* : « D'après les explications données par lui (l'empereur Guillaume) à mon remplaçant, au matin du 6 juillet, dans le parc du nouveau palais à Potsdam, l'empereur ne considérait pas comme probable l'intervention de la Russie pour couvrir la Serbie, parce que le tsar ne protégerait pas les régicides et parce que la Russie était, en ce moment, incapable militairement et financièrement de faire la guerre. L'empereur ajouta, un peu nerveusement, que la France mettrait un frein aux récriminations de la Russie à cause de la position défa-

vorable des finances françaises et de son manque d'artillerie lourde. De l'Angleterre, l'empereur ne parla point. On ne pensait pas même à des complications avec cet État. » Mais dans le premier *Livre blanc allemand*, publié au début de la guerre, à une heure où l'on comptait sur la victoire, on n'avait pas pris autant de précautions qu'on a cru devoir en prendre depuis la défaite, et l'on avait fait cet aveu : « Nous pouvions dire, de tout cœur, à notre alliée que nous partagions sa manière de voir, en l'assurant que l'action qu'elle considérait comme nécessaire pour mettre fin à l'agitation poursuivie en Serbie contre l'existence de la monarchie aurait toutes nos sympathies. Nous avions conscience que des actes d'hostilité de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pouvaient mettre en scène la Russie et nous entraîner dans une guerre correspondant à nos obligations d'alliance (1). »

L'empereur d'Allemagne savait, du reste, si bien lui-même qu'en laissant le champ libre à l'Autriche, il allait favoriser des complications générales qu'avant de s'embarquer pour la mer du Nord il jugea bon de prendre un certain nombre de dispositions militaires. Une note, datée du 30 août 1917 et rédigée par le chevalier von dem Bussche, sous-secrétaire d'État, porte (2) : « Au lendemain du jour où l'ambassadeur d'Autriche-

(1) P. 3 et 4.
(2) *Die deutsche Dokumente, etc.*, Anhang VIII.

Hongrie eut remis, en juillet 1914, la lettre de l'empereur François-Joseph, apportée par le comte Hoyos, à Sa Majesté l'empereur, et après la réception du chancelier de Bethmann-Hollweg et du sous-secrétaire d'État Zimmermann, une délibération de chefs militaires eut lieu à Potsdam chez Sa Majesté. Y prirent part : S. E. Capello, remplaçant Tirpitz, le capitaine Zenker, pour l'état-major de la marine, des représentants du ministère de la guerre et de l'état-major général. Il fut décidé de prendre, en vue de toute éventualité, des mesures préparatoires de guerre. Des ordres furent donnés en conséquence. De source absolument sûre : Signé : BUSSCHE. »

De son côté, l'amiral de Tirpitz a relaté, dans ses *Souvenirs* (1), que l'empereur a effectivement fait venir à Potsdam le capitaine Zenker et le ministre de la Guerre de Falkenhayn. Enfin, au mois d'octobre 1919, une enquête a été ouverte par la chancellerie allemande au sujet de la note de Bussche et il a été reconnu que, s'il n'y avait pas eu, au commencement de juillet, à Potsdam, un véritable Conseil de la Couronne, l'empereur y avait, du moins, convoqué l'amiral de Capell et le général de Bertrab, représentant de l'état-major. Avant de commencer sa croisière, il voulait donc, sinon donner des ordres, du moins se renseigner exactement sur la situation militaire et navale.

(1) 1919, p. 209.

En rentrant au ministère de la guerre, le général de Bertrab a rendu compte de la conversation au comte Waldersee, qui a écrit à ce sujet : « L'empereur a dit au général qu'il avait promis à l'empereur François-Joseph d'être derrière lui avec la puissance allemande, si des complications résultaient de l'action que l'Autriche-Hongrie méditait contre la Serbie... Pour moi, qui remplaçais le général de Moltke dans toutes les affaires concernant la guerre, poursuit le comte Waldersee, je n'avais rien à faire après l'audience du général de Bertrab à Potsdam. Les travaux de mobilisation prévus par le plan avaient été achevés le 31 mars 1914. L'armée était prête, comme toujours. »

Deux ans après, le 7 juillet, se tenait un Conseil des ministres austro-hongrois, sur lequel le *Livre rouge autrichien* de 1919 nous a lui-même renseignés (1). Le comte Berchtold y exposa qu'il était temps de mettre à tout jamais la Serbie hors d'état de nuire. Il ajouta que le gouvernement impérial allemand avait promis sans réserve d'appuyer l'Autriche dans une guerre contre ce pays et il ne cacha point qu'un duel avec la Serbie pourrait avoir pour conséquence la guerre contre la Russie. Mais, concluait-il, mieux valait que cette guerre éclatât dès maintenant, car la Russie devenait, tous les jours, plus puissante dans les Balkans. Le comte Tisza, président du Conseil

(1) P. 25, 26, 27, 28.

hongrois, se montra plus modéré. Il reconnut qu'une guerre contre la Serbie était devenue possible, mais il condamna la théorie de la guerre quand même et déclara qu'il ne consentirait point, quant à lui, à une attaque brusquée contre la Serbie, sans une action diplomatique préalable. « C'est cependant, dit-il, ce qu'on paraît méditer et ce qui, à mon grand regret, paraît aussi avoir été discuté à Berlin par le comte Hoyos. » Le Conseil parut accepter, conformément au désir de Tisza, qu'on commençât, avant de mobiliser, par envoyer un ultimatum à la Serbie ; mais par contre tous les assistants furent d'avis « qu'un succès purement diplomatique, même s'il aboutissait à une humiliation de la Serbie, serait sans valeur et qu'il faudrait donc lui poser des conditions assez sévères pour faire prévoir un refus, de manière à s'acheminer vers la solution radicale d'une intervention militaire ».

Bien entendu, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirschky, fut mis par le comte Berchtold au courant de cette délibération et il en rendit compte à Berlin. Le 10 juillet, il fit encore part à son gouvernement d'une conversation que le comte Berchtold avait eue avec François-Joseph et lui avait immédiatement rapportée. L'empereur avait exprimé l'opinion qu'il convenait de poser à la Serbie des conditions concrètes. Sur quoi, Guillaume II, annotant le rapport de Tschirschky, écrit : « Mais très nettes, très catégoriques ! Ils

(les Autrichiens) ont eu assez de temps pour cela ! » « Si les Serbes, continuait Tschirschky, acceptaient toutes les conditions qui leur seraient posées, ce serait une solution qui serait « très antipathique » au comte Berchtold » et il réfléchissait encore aux conditions qu'on pourrait poser à la Serbie pour qu'une acceptation fût complètement impossible. Le ministre se plaignit ensuite de l'attitude du comte Tisza, qui lui rendait difficile une action vigoureuse contre les Serbes. Le comte Tisza prétendait qu'il fallait procéder *gentlemanlike*. Aussitôt, l'empereur Guillaume d'écrire : « Vis-à-vis d'assassins ! Après ce qui s'est passé ! Stupidité ! »

La modération du comte Tisza ne fut pas de longue durée ; il se rallia vite aux vues du comte Berchtold, et le 11 juillet, le comte Szecsen recevait de Vienne le télégramme ci-après : « L'accord complet avec l'Allemagne est obtenu en ce qui concerne la situation politique résultant de l'attentat de Serajevo et toutes les conséquences éventuelles (1). »

Puis, le 14 juillet, Tschirschky télégraphiait à Berlin : « Le comte Tisza est venu me voir aujourd'hui, après sa conversation avec le comte Berchtold. Le comte m'a dit qu'il avait toujours conseillé la prudence, mais que chaque jour l'avait

(1) Télégramme déchiffré au quai d'Orsay pendant la guerre.

confirmé dans l'opinion que la monarchie devait en venir à des résolutions énergiques (assurément, annote l'empereur)... Le comte Tisza ajoute que la position prise par l'Allemagne, affirmant qu'elle se tiendrait aux côtés de la monarchie, avait exercé la plus grande influence sur la ferme attitude de l'empereur. » Il est donc prouvé que l'Allemagne aurait pu retenir l'Autriche. Tschirschky continue : « Le texte définitif de la note à adresser à la Serbie n'est pas encore arrêté. Il le sera dimanche (19 juillet). En ce qui concerne le moment de la remise à la Serbie, il a été décidé aujourd'hui qu'il était préférable d'attendre le départ de Poincaré de Pétersbourg, c'est-à-dire le 25. » Et l'empereur, toujours pressé, jette ces deux mots : « Quel dommage ! » Mais l'Autriche sait ce qu'elle fait en reculant de quelques jours l'envoi de l'ultimatum. Le président de la République va partir pour la Russie. Il ne faut pas que M. Viviani et lui aient connaissance de l'ultimatum pendant leur séjour. Sinon, le gouvernement français pourrait se concerter sur place, pour le maintien de la paix, avec le gouvernement allié, et le coup manquerait.

Donc, le 12 juillet, le ministre des Affaires étrangères de Vienne avait télégraphié au comte Szecsen (1) : « Je prie Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître la date du départ du pré-

(1) Télégramme déchiffré pendant la guerre.

sident pour la Russie et la durée probable de son séjour là-bas. Me donner aussi des indications sur le programme du voyage. » Et, ponctuellement, dès le 13, après s'être renseigné au quai d'Orsay, le comte Szecsen communique à Vienne l'itinéraire demandé.

Il y avait plusieurs mois qu'avait été décidé le voyage du président de la République, non seulement en Russie, mais en Suède, Norvège et Danemark. Depuis le commencement de 1913, il avait été échangé des visites entre le roi d'Angleterre et le président, entre le roi d'Espagne et le président, et il avait semblé difficile au gouvernement de retarder plus longtemps celle que MM. Félix Faure, Loubet et Fallières avaient faite au souverain du pays allié et qui était devenue une démonstration traditionnelle de fidélité à nos accords. Dès le 6 janvier, M. Doumergue, alors président du Conseil, avait télégraphié à notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg pour annoncer cette visite et pour demander la date qui conviendrait le mieux à l'empereur. En raison des sessions parlementaires françaises et des élections, il proposait lui-même, soit la période qui allait du 10 au 20 mai, soit un jour quelconque après le 16 juillet.

Depuis un peu moins d'un an, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg était M. Delcassé. M. Briand et M. Jonnart avaient rappelé M. Louis, de plus en plus souffrant, et avaient jugé utile

de le remplacer par un personnage politique assez important pour avoir plus aisément accès auprès de l'empereur. M. Delcassé demanda, du reste, à être relevé de ses fonctions au mois de février 1914 et le gouvernement de M. Doumergue le remplaça alors par M. Paléologue. M. Delcassé répondit au président du Conseil que M. Sazonoff, très heureux de la visite annoncée, consulterait l'empereur à sa prochaine audience, mais que Nicolas II allait se rendre en Crimée, du mois de mars au mois de mai, pour la santé du tsarevitch.

La presse ayant, dès cette époque, fait allusion à ce projet de voyage, M. Thiébaut, notre ministre à Stockholm, écrivait, le 15 janvier, au ministre des Affaires étrangères qu'à son avis, il serait très désirable qu'en revenant de Russie, le président s'arrêtât en Suède comme M. Fallières l'avait fait en 1908. Le 20 janvier, M. Delcassé télégraphait à M. Doumergue : « Le séjour en Crimée, où la famille impériale doit retourner en mars pour la santé de l'impératrice et du grand-duc héritier, rend impossible la visite en mai. Il est très probable, en effet, que la famille impériale ne rentrera pas à Pétersbourg avant le commencement de juin. L'époque qui paraît la plus favorable pour l'empereur est comprise entre le 7 et le 20 juillet style russe, c'est-à-dire entre le 12 juillet et le 2 août de notre style. » M. Doumergue avait, d'autre part, chargé notre ambassadeur de s'assurer que l'empereur viendrait bientôt en France pour rendre

la visite et cette promesse avait été faite. Le programme fut donc établi avec séjour en Russie du 20 au 24 juillet, et les rois de Suède, de Norvège et de Danemark ayant eu l'amabilité d'inviter le représentant de la France à s'arrêter dans leurs pays respectifs, l'itinéraire du retour fut tracé de manière à permettre ces arrêts successifs. Si je donne ces détails, c'est pour montrer combien sont absurdes les récits que l'Allemagne a répandus au sujet de ce voyage. Lorsque nous apprîmes à Paris la mort de l'archiduc François-Ferdinand, il y avait longtemps que tout était décidé, tant pour le trajet que pour les escales, et non seulement il n'eût pas été convenable, vis-à-vis de quatre gouvernements étrangers, de manquer à la parole donnée, mais, en outre, cet abandon imprévu d'un projet connu et déjà ancien aurait risqué d'être considéré dans le monde comme la preuve que la situation internationale justifiait de graves appréhensions. Il n'en aurait pas fallu davantage, peut-être, pour faire travailler les imaginations et pour troubler dangereusement l'opinion publique. Le cabinet français, que présidait M. Viviani, fut donc unanime à penser que le projet élaboré par le ministère précédent devait s'accomplir aux dates fixées.

Le mercredi 15 juillet, les deux Chambres avaient enfin réussi à se mettre d'accord sur le budget de 1914, qui normalement aurait dû être voté depuis plus de cinq mois, et la session ordinaire

avait été close. Un Conseil des ministres avait été tenu sous ma présidence, de 8 heures et demie à 10 heures, pour expédier, avant mon départ, les affaires courantes et, à 11 heures et demie du soir, je m'étais rendu à la gare du Nord, où j'avais retrouvé M. Viviani. A 5 heures du matin, nous arrivions à Dunkerque et nous nous embarquions sur le cuirassé *France*.

Les quatre jours de notre traversée furent charmants et, lorsque nous devisions, M. Viviani et moi, sur le pont, nous nous demandions bien parfois, avec une fugitive inquiétude, ce que nous réservait le retard de l'Autriche à faire connaître ses intentions, mais ni le président du Conseil, ni moi, nous ne songions à la probabilité d'une guerre prochaine. Le lundi 20 juillet, notre cuirassé et les bâtiments français et russes qui l'accompagnaient mouillaient, par un temps merveilleux, dans la rade de Cronstadt ; et, parmi les embarcations et les paquebots qui venaient, en foule, au-devant de nous, je distinguais avec émotion le navire qu'avaient frété, à l'aide d'une multitude de cotisations individuelles, tous les membres de la colonie française.

Nous descendîmes dans une vedette pour nous rendre au yacht impérial ; avec une simplicité cordiale, le tsar nous y accueillit à la coupée et nous filâmes aussitôt sur Peterhof. La conversation que j'eus avec l'empereur, à l'arrière du yacht, peut se résumer, comme toutes celles des jours

suivants, dans le passage d'une lettre qu'il m'écrivait le 30 avril-13 mai 1916 et que M. Viviani me rapporta, au retour d'une mission en Russie : « J'ai eu, me disait l'empereur, beaucoup de plaisir à revoir M. Viviani, garde des Sceaux, que je connaissais déjà, et à me remémorer, à cette occasion, ma dernière entrevue avec vous. Nous ne songions alors qu'à assurer le développement pacifique de nos deux pays, tandis que l'ennemi tramait déjà son attentat contre la paix de l'Europe dans l'espoir de s'arroger l'hégémonie du monde. »

Nous étions, en effet, et pour cause, dans l'ignorance de ce qui se préparait à Vienne et à Berlin ; mais, préoccupés de l'obscurité même dont s'enveloppait la politique austro-allemande, nous n'avions, M. Viviani et moi, qu'une pensée, travailler de toutes nos forces au maintien de la paix et, pour la mieux garantir, nous assurer que s'il s'ouvrait une crise nouvelle, la Russie resterait fidèle, non seulement à l'alliance avec la France, mais aussi à l'entente avec l'Angleterre. Nous nous rappelions, en effet, quelle avait été, en 1912 et en 1913, l'influence modératrice du cabinet britannique et, en particulier, de sir Ed. Grey et nous considérions que, dans toutes les difficultés balkaniques, un accord étroit de Londres et de Paris était la meilleure caution du concert européen.

Par malheur, il y avait, à cette date, de pénibles tiraillements entre l'Angleterre et la Russie. La

question persane avait repris, depuis quelque temps, entre les deux pays, une douloureuse acuité. L'Angleterre se plaignait, non sans raison, je crois, de l'attitude de plusieurs consuls russes qui violaient les accords de 1907 et se conduisaient comme en pays conquis. D'accord avec M. Viviani, je crus bon d'entretenir l'empereur du légitime mécontentement du gouvernement britannique et d'insister énergiquement pour que la Russie s'attachât à faire disparaître ces causes de malentendus. Je trouvai, du reste, chez l'empereur, les dispositions les plus conciliantes ; il m'avoua, de très bonne grâce, que les agents russes, dominés par les intérêts locaux, oubliaient trop aisément l'intérêt général ; il m'assura qu'il était très décidé à rester en relations étroites avec l'Angleterre et me confia même qu'il avait, peu de temps auparavant, écrit au roi George pour le prier de favoriser la conclusion d'une convention navale défensive entre les deux pays. Dans tout ce qu'il me disait, l'empereur paraissait très sincèrement pacifique et il ne s'arrêtait pas plus que moi à l'hypothèse d'un conflit.

Ce sujet un peu délicat des rapports de l'Angleterre et de la Russie, je ne l'abordai pas immédiatement avec Nicolas II et, dans la conversation que nous eûmes sur le yacht *Alexandria*, entre Cronstadt et Peterhof, nous n'échangeâmes que des observations assez générales et, je suis même forcé de l'ajouter, assez banales, sur la nécessité

de maintenir notre alliance. La plus grande partie de l'entretien roula sur le spectacle que nous offraient la mer et les rivages, sur la famille impériale, sur le grand-duc héritier, dont la santé était meilleure, et sur un certain nombre d'hommes politiques russes dont l'empereur semblait désirer me faire connaître, d'avance, le caractère et les services.

Ce n'est que le lendemain, mardi 21 juillet, dans la matinée, que je pus avoir avec l'empereur un entretien un peu prolongé. Nicolas II vint, de sa villa, me rendre une visite au palais de Peterhof et il resta près d'une heure avec moi. Il me promit de faire bientôt un voyage en France et me dit qu'il espérait que la santé de l'impératrice lui permettrait de l'accompagner. Il ne supposait certainement pas plus que moi, à ce moment, qu'il allait s'abattre sur le monde une catastrophe qui empêcherait la réalisation de ce projet. Il me parlait avec gratitude de la France, de l'accueil qu'il y avait reçu, et il se réjouissait visiblement d'y revenir en 1915. Ce mardi 21 juillet, l'empereur, je l'atteste, non seulement ne voulait pas la guerre, mais ne la pressentait point.

Il toucha rapidement diverses questions qui étaient alors posées devant l'Europe ; il me parla de l'Albanie, — il jugeait avec une certaine sévérité l'inexpérience et les maladresses du prince de Wied ; — de Chio et de Mitylène, — il trouvait que la résistance de la Grèce aux prétentions turques

était tout à fait justifiée ; — d'une mobilisation partielle qui venait d'être faite en Italie, pour conjurer, disait-on, des menaces de grèves sur les voies ferrées, — il se montrait un peu sceptique sur le motif invoqué ; — du roi Ferdinand de Bulgarie, — il lui reprochait d'avoir imposé au Sobranié, par une sorte de coup de force parlementaire, le vote d'un emprunt contracté auprès des banques allemandes ; — de la Turquie, avec laquelle, disait-il, la Russie avait maintenant des relations amicales ; — de la Suède, dont l'attitude l'inquiétait ; elle procédait, m'expliquait-il, à des armements injustifiés, qui paraissaient dirigés contre la Russie ; il me pria de donner au roi de Suède, lorsque je m'arrêterais à Stockholm, l'assurance formelle des intentions pacifiques du gouvernement impérial. Je lui répondis que je me ferais volontiers l'interprète de ces sentiments, mais, renseigné par les rapports de notre ministre à Stockholm, M. Thiébaut, j'ajoutai que la Suède formulait, de son côté, contre la Russie des griefs qui semblaient fondés et qu'elle se plaignait notamment de tentatives d'espionnage qui paraissaient encouragées par l'attaché naval russe. L'empereur protesta contre cette accusation ; je le priai de se renseigner et je lui dis qu'en tout cas, la Suède lui saurait gré de donner des ordres formels à l'attaché naval. Il me promit de s'informer. Il me parla aussi, bien entendu, de l'Autriche et de la Serbie, mais il n'était pas, à cet égard, mieux

renseigné que moi ; il se demandait ce que méditait l'Autriche et l'incertitude où il se trouvait lui rendait, comme à moi, difficile toute conclusion précise. Il me répétait seulement : « Il faudra qu'en cela comme en tout, nos deux pays restent bien d'accord. » Et de mon côté, je reprenais : « Oui, comme en 1912 et en 1913, d'accord entre nous, et avec l'Angleterre, mais sans opposer groupe à groupe, de manière à maintenir plus fermement le concert européen et la paix. »

J'avais, d'ailleurs, résumé par avance toute ma pensée et celle du gouvernement français dans le toast que j'avais prononcé, la veille, au banquet offert par l'empereur : « Près de vingt-cinq ans ont passé depuis que, dans une claire vision de leur destin, nos pays ont uni les efforts de leur diplomatie et les heureux résultats de cette association permanente se font tous les jours sentir dans *l'équilibre du monde.* Fondée sur la communauté des intérêts, consacrée *par la volonté pacifique des deux gouvernements*, appuyée sur des armées de terre et de mer qui se connaissent, s'estiment et sont habituées à fraterniser, affermie par une longue expérience et *complétée par de précieuses amitiés*, l'alliance dont l'illustre empereur Alexandre II et le regretté président Carnot ont pris la première initiative, a constamment donné depuis lors la preuve de son action bienfaisante et de son inébranlable solidité. Votre Majesté peut être assurée que, demain comme hier, la

France poursuivra, dans une collaboration intime et quotidienne avec son alliée, *l'œuvre de paix et de civilisation* à laquelle les deux gouvernements et les deux nations n'ont cessé de travailler. » Ni M. Viviani, ni moi, nous n'avons, pendant toute la durée de notre séjour, dit à qui que ce fût un seul mot qui ne concordât fidèlement avec ces déclarations publiques.

Dans l'après-midi du mardi, nous nous rendîmes de Peterhof à Saint-Pétersbourg. L'empereur ne nous accompagna point ; et je fus, je l'avoue, un peu surpris qu'il nous laissât visiter seuls une capitale dont la population aurait certainement été heureuse de lui faire fête. Des grèves importantes venaient d'éclater dans la ville et, à tort ou à raison, le gouvernement impérial prétendait y voir la main de l'Allemagne ; mais les rues n'en étaient pas moins remplies d'une foule joyeuse et empressée. Après avoir reçu la colonie française à l'ambassade, nous eûmes cercle diplomatique au palais d'Hiver. Assisté de M. Viviani, je donnai d'abord une courte audience à chacun des ambassadeurs étrangers. Sir George Buchanan, ambassadeur d'Angleterre, m'exprima le souhait que la question persane perdît le plus vite possible son acuité et que toute cause de dissentiment s'évanouît entre l'Angleterre et la Russie. Il ne me cacha pas les appréhensions que lui inspiraient le silence de l'Autriche et le mystère de ses intentions. Le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne,

m'accueillit avec une irréprochable courtoisie; il était apparenté avec une famille française, et je lui parlai surtout de ses relations personnelles. Le baron Motono, ambassadeur du Japon, que je connaissais depuis longtemps, m'exposa brièvement une idée qu'il avait souvent défendue et qui lui était chère : celle d'une quadruple entente entre la France, la Russie, l'Angleterre et le Japon. Je lui répondis que les accords déjà existants entre le Japon et l'Angleterre, comme entre le Japon et la Russie, assuraient naturellement à son pays l'amitié de la France. Le marquis de Carlotti, ambassadeur d'Italie, me donna amicalement l'assurance que les mouvements de troupes signalés dans la péninsule s'expliquaient entièrement par les grèves de chemins de fer. Le comte Szapary, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, tout en se montrant fort poli, s'enferma dans une grande réserve. Il nous annonça, à M. Viviani et à moi, mais sans aucune précision, que son gouvernement était décidé à faire à Belgrade une démarche dont il ne définissait nullement le caractère et il nous donna à entendre que l'Autriche considérait la responsabilité de la Serbie elle-même comme engagée dans l'attentat de Serajevo. Je lui demandai si l'instruction avait révélé des complicités gouvernementales ; il me répondit par des phrases embarrassées ; je lui dis, comme le 5 juillet précédent au comte Szecsen, que j'espérais bien que la Serbie donnerait toutes facilités à l'Autriche

pour la poursuite et pour le châtiment des coupables, et j'ajoutai, sans appuyer, que peut-être ne serait-il pas équitable d'envelopper tout un peuple dans le crime de quelques personnes. Je conclus en souhaitant que la juste punition des meurtriers n'eût pas de répercussions internationales, et n'amenât point, avec le réveil des crises balkaniques, de nouvelles divergences de vues entre l'Autriche et la Russie. Le comte Szapary me donna de banales assurances sur le caractere inoffensif de la politique autrichienne. Je lui rappelai la coopération européenne des années précédentes et il se retira, en me serrant courtoisement la main, mais en me laissant, malgré tout, l'impression que l'Autriche préparait « quelque chose ». Quoi? Il était impossible de le deviner, mais l'énigme était assez inquiétante pour que notre devoir fût tout tracé. Il fallait éviter que la Russie, qui s'était toujours considérée comme la protectrice de la Serbie, s'isolât, dans cette heure critique, de l'Angleterre et de la France. Nous devions donc lui recommander, en même temps que la modération, cette politique, fermement appuyée sur l'alliance française et sur l'entente avec l'Angleterre, qui avait assuré, en 1912 et en 1913, le maintien de la paix et qui semblait seule de nature à conjurer les périls obscurs dont nous nous sentions environnés. Après ces courtes audiences, je me rendis au Cercle diplomatique, où je saluai rapidement tous les ministres étran-

gers et parmi eux, celui de la Serbie, M. Spalaïkowitch, en me bornant à leur exprimer, à tous, des vœux pour leurs pays respectifs.

Des deux journées suivantes, de la revue de Krasnoïé-Sélo, de la soirée théâtrale qui nous fut offerte, je pourrais, si j'en avais le loisir, essayer de vous faire un récit pittoresque ; mais je vous dois ici la vérité toute nue et vous ne supporteriez pas des digressions ou des mises en scène. Jusqu'à l'heure du départ, je n'eus plus, du reste, avec l'empereur, une conversation un peu suivie qu'au déjeuner du jeudi, et c'est de la Suède qu'il tint surtout à me parler de nouveau. Il me pria de dire au roi qu'il avait gardé le meilleur souvenir du séjour qu'il avait fait à Stockholm cinq ans auparavant et de la visite que le roi lui avait rendue en Finlande. Il insista sur les dispositions pacifiques de la Russie, vis-à-vis de la Suède comme de tous les autres pays ; et comme je lui rappelais les plaintes du gouvernement suédois, il me répondit : « Après tout, c'est bien possible ; les agents des ministres militaires commettent souvent des imprudences. Je me renseignerai et, s'il y a eu une faute commise, je n'hésiterai pas à la réprimer. — Puis-je le dire au roi? — Non seulement, vous pouvez le dire, mais je vous en prie. »

Le même jour, jeudi 23 juillet, à la fin de l'après-midi, je me rembarquais sur la *France* et je reçus à dîner sur le pont l'empereur, la famille impériale

et les membres du gouvernement russe. Nous continuions tous à ne rien savoir des résolutions de l'Autriche. A la fin du repas, je remerciai, en quelques mots, de leur accueil l'empereur et la Russie et je terminai par une phrase qui reproduisait à peu près textuellement les déclarations antérieures des présidents Carnot, F. Faure, Loubet et Fallières : « Sur toutes les questions qui se posent chaque jour devant leurs gouvernements et qui sollicitent l'activité concertée de leur diplomatie, l'accord s'est toujours établi et ne cessera de s'établir avec d'autant plus de facilité que les deux pays ont maintes fois éprouvé les avantages procurés à chacun d'eux par cette collaboration régulière et qu'ils ont, l'un et l'autre, le même idéal de paix dans la force, l'honneur et la dignité. »

Vers 10 heures du soir, l'empereur prenait congé de moi en me répétant qu'il comptait bien venir en France au printemps de 1915 ; la *France* et le *Jean-Bart* échangeaient les derniers saluts avec le yacht impérial, et restés seuls, M. Viviani et moi, nous montions sur la passerelle du cuirassé pour respirer la brise nocturne et nous communiquer nos impressions. Elles n'étaient pas très optimistes ; nous nous demandions toujours ce que signifiait le mutisme de l'Autriche, mais nous étions loin de pressentir ce qui allait arriver, et nous ne songions aucunement à précipiter notre retour ; il restait entendu qu'après Stockholm, nous nous arrêterions à Copenhague et à Christiania.

Cependant le 21 juillet l'état-major de la marine allemande, renseigné par son attaché naval à Saint-Pétersbourg, avait fait savoir à M. de Jagow, secrétaire d'État, que mon départ de Cronstadt était fixé au 23, à 10 heures du soir. Le même jour, M. de Jagow avait télégraphié au comte de Pourtalès pour avoir confirmation de cette nouvelle et il avait aussitôt prévenu Vienne (1). « J'ai demandé au comte Pourtalès le programme de la visite de Poincaré. Il m'annonce que le président partira de Cronstadt jeudi soir, à 11 heures, c'est-à-dire à 9 heures et demie, d'après l'heure de l'Europe centrale. Si la démarche est faite à Belgrade demain, après-midi, à 5 heures, elle sera connue à Pétersbourg pendant la présence de Poincaré. » Et l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirschky, répondait le 23 : « Le gouvernement impérial et royal vous remercie chaleureusement de votre information. Le baron Giesl (ministre d'Autriche à Belgrade) a été invité à retarder la remise d'une heure. » C'est ainsi qu'en effet, l'ultimatum ne fut signifié au gouvernement serbe que le 23, à 6 heures du soir, et ne fut connu à Pétersbourg qu'après le départ de la *France*. Pourquoi cette volonté de le cacher au gouvernement de la République et d'empêcher toute conversation immédiate à ce sujet entre nous et la Russie? D'après un

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nos 93, 96, 112, 127. — Voir KAUTSKY, *op. cit.*, traduction française,

télégramme de Tschirschky en date du 14 juillet (1), le gouvernement austro-hongrois aurait simplement voulu éviter qu'à Saint-Pétersbourg ou à Cronstadt on ne célébrât, « dans l'excitation du champagne » (le mot est rapporté par Tschirschky), une fraternisation qui pouvait alors influencer et peut-être fixer l'attitude des deux puissances. Mais que redoutait-on de cette fraternisation? Non pas la guerre assurément, puisqu'on l'a spontanément déclarée quelques jours plus tard à la Russie et à la France; on redoutait une entente pour la paix, et une de ces tentatives de médiation que l'Autriche a repoussées les jours suivants, mais qui formées, dès la première heure, l'auraient, sans doute, beaucoup plus embarrassée.

En fait, dans l'ignorance où nous nous trouvions au moment de notre départ de Russie, M. Viviani ne put faire qu'une chose : à une heure du matin, il télégraphia à M. Bienvenu-Martin, qui le remplaçait au quai d'Orsay, qu'il était tombé d'accord avec M. Sazonoff pour tâcher de prévenir, de la part de l'Autriche, une mise en demeure qui fût une atteinte à l'indépendance serbe ; il demandait que M. Dumaine fît amicalement appel à la modération du comte Berchtold et ajoutait que l'ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg avait laissé espérer que son gouvernement s'associerait

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 49.

à une démarche de cette sorte (1). Il était trop tard.

Dans la matinée du 24, nous n'étions pas encore sortis du golfe de Finlande que nous arrivait, par télégraphie sans fil, un résumé de la note autrichienne, envoyé par l'ambassadeur de France en Russie. L'Autriche affirmait, nous était-il dit, que les bombes de Serajevo avaient été fournies aux meurtriers par un dépôt militaire serbe ; elle demandait qu'un officier et un sous-officier fussent immédiatement frappés, que le gouvernement serbe désavouât par une note officielle la propagande de ses agents et qu'il consentît à ce qu'une enquête fût faite à Belgrade tout à la fois par des fonctionnaires serbes et des fonctionnaires austro-hongrois. Sur le champ même, M. Viviani télégraphia à Londres et à Pétersbourg qu'il était d'avis : 1° que la Serbie offrît immédiatement toutes les satisfactions compatibles avec son honneur et son indépendance ; 2° qu'elle demandât la prolongation du délai de vingt-quatre heures, dans lequel l'Autriche réclamait une réponse ; 3° que l'Angleterre, la Russie et la France s'entendissent pour appuyer cette demande ; 4° que la Triple Entente recherchât s'il ne serait pas possible de substituer, au besoin, une enquête internationale à une enquête austro-serbe.

Mais, à mesure que nous approchions de la Suède, nous parvenaient des radiogrammes inquié-

(1) *Livre jaune*, n° 22.

tants que complétèrent bientôt les télégrammes dont nous pûmes prendre connaissance à la légation, aussitôt après notre arrivée à Stockholm (1). Nous apprenions ainsi que M. de Schœn avait fait une démarche au quai d'Orsay pour demander que les questions soulevées par l'ultimatum fussent réglées directement entre l'Autriche et la Serbie ; l'ambassadeur d'Allemagne avait ajouté que l'intervention d'autres puissances pourrait avoir des conséquences « incalculables » ; c'était une menace à peine déguisée et une répudiation anticipée de toute tentative de concert européen. Nous étions également informés, mais tout cela, bien entendu, d'une façon très sommaire et très incomplète, que M. Paul Cambon avait suggéré à sir Ed. Grey l'idée d'une démarche à faire par l'Angleterre à Berlin et que sir Ed. Grey, qui trouvait l'ultimatum austro-hongrois tout à fait exorbitant, avait consenti à prier l'Allemagne d'intervenir à Vienne pour obtenir la prolongation du délai ; et M. Viviani s'empressait de répondre qu'il approuvait entièrement l'initiative de M. Paul Cambon. D'autre part, M. Jules Cambon avait vu M. de Jagow, qui lui avait dit : « Je ne connaissais pas la note autrichienne avant qu'elle fût remise ; mais je l'approuve, et nous n'avons qu'une chose à faire, localiser le conflit. » Par une fatalité qui aggravait encore l'insuffisance de nos rensei-

(1) *Livre jaune*, nos 23 et suivants.

gnements, il n'arrivait rien de Belgrade à Paris ; notre ministre, M. Descos, était tombé malade et il avait dû être remplacé, depuis quelques jours, par M. Boppe, qui n'était pas encore arrivé à son poste. C'est par le roi de Suède lui-même que nous sûmes qu'à l'expiration du délai de vingt-quatre heures fixé par l'ultimatum, le ministre d'Autriche avait quitté Belgrade. De son côté, M. Dumaine, notre ambassadeur à Vienne, avait télégraphié que le gouvernement austro-hongrois avait mobilisé plusieurs corps d'armée, deux ou six, on ne savait trop.

Pendant cette journée sinistre du samedi 25 juillet, que nous avons passée tout entière à Stockholm, nous avons dû aller de cérémonies en cérémonies et faire bonne mine à triste fortune. Le roi Gustave V, le gouvernement suédois, la population, nous avaient ménagé une réception admirable ; mais notre pensée était absente. J'avais rencontré au palais royal le ministre de Russie, M. Nekludoff, que j'avais trouvé dans les dispositions les plus pacifiques et à qui j'avais exprimé l'espoir qu'avec de la bonne volonté, de part et d'autre, nous arriverions à conjurer la crise (1). J'avais également transmis au roi de Suède les assurances amicales que m'avait données l'empereur et la promesse qu'il m'avait faite de mettre fin aux abus

(1) Voir article de M. Nekludoff, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1920.

dont la Suède s'était plainte ; mais je sentais trop qu'à l'heure où nous étions, ce n'était pas chez les pays du Nord qu'était le péril. Notre ministre à Stockholm, M. Thiébaut, avait demandé télégraphiquement à son collègue de Christiania s'il savait ce que faisait, dans les eaux de Bergen, l'empereur d'Allemagne. On nous avait d'abord répondu que l'empereur n'avait pas bougé ; un peu plus tard, dans la journée, nous avions été avertis qu'il était parti pour une destination inconnue.

Quel parti cependant pouvions-nous prendre nous-mêmes? Le gouvernement français ne nous rappelait pas encore. Revenir à Paris en ligne droite, c'était peut-être effrayer l'opinion, non seulement en France, mais en Europe, et laisser supposer que nous croyions à une conflagration générale. Ce retour précipité nous obligeait, d'autre part, à manquer de parole envers le Danemark et la Norvège. Avant de nous résigner à cette extrémité, nous attendîmes qu'il nous fût venu de Paris une indication positive ; et dans la soirée, lorsque le *Lavoisier* reprit sa marche prudente, le long des fjords, entre des îles d'où s'élevaient des hurrahs, jusqu'à la *France* que son tirant d'eau avait empêchée de venir à Stockholm et qui nous attendait majestueusement dans la nuit transparente, nous étions encore si loin de penser à une guerre européenne que nous comptions toujours faire escale à Copenhague et à Christiania.

Le dimanche 26, nous voguions en pleine Baltique, lorsqu'un radiogramme nous confirma que l'empereur d'Allemagne avait interrompu sa croisière et faisait route vers Kiel. Mais, dans notre demeure flottante, ne nous arrivaient que des échos assoupis du dehors. Nous ne recevions plus rien de précis, ni de Saint-Pétersbourg, ni de Paris ; nous étions de plus en plus anxieux dans notre solitude et dans notre éloignement ; et la journée du dimanche s'acheva sans que, perdus entre le ciel et les flots, nous eussions des nouvelles utiles de la terre. Le lundi 27, dès la première heure, nous fûmes avisés que l'escadre allemande, imitant l'empereur, avait quitté la mer du Nord. En même temps, des radiogrammes de Paris nous laissaient deviner une attente un peu impatiente de notre retour. Le regretté M. Abel Ferry, qui était alors sous-secrétaire d'État et qui est mort si bravement pendant la guerre, nous faisait savoir que l'opinion et la presse nous reprochaient de poursuivre notre voyage, malgré la gravité croissante de la situation. Nous ne crûmes pas devoir rester sourds à cet appel lointain ; M. Viviani prévint nos ministres à Copenhague et à Christiania ; et je télégraphiai aux rois de Danemark et de Norvège que la gravité des événements me faisait un devoir impérieux de regagner la France et que je les priais d'agréer toutes mes excuses.

Dans l'après-midi du 27, comme nous nous trouvions au nord de la baie de Mecklembourg, un

croiseur allemand nous rencontra et nous salua très correctement au passage ; un torpilleur allemand se hâta, au contraire, de rebrousser chemin à notre vue et fila dans la direction du canal de Kiel. Tous deux étaient certainement apostés pour connaître exactement notre itinéraire, car le croiseur qui nous avait salués s'empressa d'envoyer à Berlin un radiogramme chiffré qui fut intercepté par la *France*, mais que nous ne pûmes traduire. Au même moment, nous arrivaient quelques renseignements encore très vagues, de Londres et de Paris. L'Allemagne ayant déclaré au gouvernement anglais que, si la guerre ne pouvait être localisée, la situation s'aggraverait, sir Ed. Grey avait répondu que, si la guerre éclatait en Orient, aucune puissance ne pouvait s'en désintéresser (1).

A Berlin, le langage tenu par le secrétaire d'État au chargé d'affaires de Russie avait été peu satisfaisant et dilatoire ; comme celui-ci lui demandait de s'associer à une démarche à Vienne pour une prolongation de délai, M. de Jagow avait répliqué qu'il avait agi dans ce sens, mais que c'était trop tard. A la demande d'obtenir un délai, le ministre avait riposté qu'il s'agissait d'une question intérieure, et non pas d'une guerre, mais d'une exécution locale. M. Bienvenu-Martin ajoutait : « M. de Jagow feint de ne pas croire que

(1) *Livre jaune*, nos 50.

l'action autrichienne puisse entraîner des conséquences générales. Il se produit une véritable explosion de chauvinisme à Berlin. L'empereur d'Allemagne revient directement à Kiel. M. Jules Cambon estime que, aux premières mesures militaires de la Russie, l'Allemagne répondrait immédiatement et n'attendrait vraisemblablement pas un prétexte pour nous attaquer. A Vienne, l'ambassadeur de France n'a pas eu le temps de se joindre à la démarche de son collègue russe pour obtenir une prolongation du délai fixé à la Serbie ; il ne le regrette pas, cette démarche ayant été repoussée catégoriquement, et l'Angleterre n'ayant pas, non plus, eu le temps de donner des instructions à cet égard à son agent. Une note de l'ambassade d'Angleterre m'a été remise ; elle rend compte de la conférence de l'ambassadeur britannique à Pétersbourg avec M. Sazonoff et M. Paléologue. Sir Ed. Grey estime que les quatre puissances non intéressées devraient insister auprès de la Russie et de l'Autriche pour que leurs armées ne franchissent pas la frontière et donnent le temps à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne et à l'Italie d'exercer leur médiation. »

Quelques heures après, nous captions un nouveau sans fil lancé, dans la soirée de la veille, par M. Bienvenu-Martin (1) : « Le résumé de la réponse serbe à la note autrichienne, nous disait-il, ne nous

(1) Télégramme du 26 juillet.

est parvenu qu'avec vingt heures de retard. Bien que le gouvernement serbe eût cédé sur tous les points, sauf deux petites réserves, le ministre d'Autriche-Hongrie a rompu les relations, prouvant ainsi la volonté arrêtée de son gouvernement de procéder à l'exécution de la Serbie... L'ambassadeur d'Allemagne, continuait M. Bienvenu-Martin, est venu cet après-midi (du 26) me faire une communication, tendant à une intervention de la France auprès de la Russie dans un sens pacifique. L'Autriche, m'a-t-il dit, a fait déclarer à la Russie qu'elle ne poursuivait ni agrandissement territorial ni atteinte à l'intégrité du royaume de Serbie; sa seule intention est d'assurer sa propre tranquillité et de faire la police. C'est des décisions de la Russie qu'il dépend qu'une guerre soit évitée; l'Allemagne se sent solidaire de la France dans l'ardent désir que la paix puisse être maintenue et a le ferme espoir que la France usera de son influence dans un sens apaisant à Pétersbourg. J'ai répondu à cette suggestion que la Russie était modérée, qu'elle n'avait accompli aucun acte qui pût faire douter de sa modération et que nous étions d'accord avec elle pour rechercher la solution pacifique de ce conflit. Il nous paraissait donc qu'à titre de contre-partie l'Allemagne devait agir à Vienne, et l'efficacité de son action était certaine, en vue d'éviter des opérations militaires, tendant à l'occupation de la Serbie. L'ambassadeur m'ayant fait remarquer que

cela était inconciliable avec la position prise par l'Allemagne, « que la question ne regardait que l'Autriche et la Serbie, » je lui ai dit que la médiation à Vienne et à Pétersbourg pourrait être le fait des quatre autres puissances, moins intéressées dans la question. M. de Schœn se retrancha alors derrière le manque d'instructions à cet égard. » Ces télégrammes nous arrivaient, bribes par bribes, et souvent presque indéchiffrables. Cependant le mardi 28, lorsque nous fûmes entrés dans la mer du Nord, les communications devinrent un peu plus régulières, et des renseignements assez précis furent enfin recueillis par les antennes de la *France* (1). M. de Schœn avait fait au quai d'Orsay trois démarches caractéristiques. Le vendredi, il avait lu à M. Bienvenu-Martin une note où le gouvernement allemand s'interposait catégoriquement entre l'Autriche et les puissances, approuvant l'ultimatum autrichien à la Serbie et ajoutant que l'Allemagne désirait ardemment que le conflit restât localisé ; toute intervention d'une autre puissance, disait M. de Schœn, devait, par le jeu des alliances, provoquer « d'incalculables conséquences ». Le second jour, le samedi, l'effet ayant été produit et les puissances ayant, en raison de la surprise, de la brièveté du délai et des risques de guerre générale, conseillé à la Serbie de céder, M. de Schœn était revenu atténuer sa démarche ;

(1) *Livre jaune*, nos 61 et 62.

il avait affecté de s'étonner de l'impression produite, et il avait protesté qu'on prêtait à l'Allemagne des intentions qu'elle n'avait pas. Le troisième jour, le résultat ayant été obtenu et la Serbie ayant presque totalement cédé aux exigences de l'Autriche, l'ambassadeur d'Allemagne avait reparu deux fois au quai d'Orsay, pour insister sur les dispositions pacifiques de l'Allemagne et sur son désir ardent de collaborer au maintien de la paix. Mais, ajoutait M. Bienveuu-Martin, « la situation actuelle reste inquiétante, en raison du refus incompréhensible de l'Autriche d'accepter la soumission serbe, de ses opérations de mobilisation et de ses menaces d'envahir la Serbie. L'attitude prise depuis le début, avec l'appui allemand, par le gouvernement autrichien, son refus d'accepter aucune conversation des puissances, ne permettent pas, en pratique, à celles-ci d'intervenir utilement auprès de lui sans l'intermédiaire de l'Allemagne. Cependant le temps presse, car si l'armée autrichienne franchit la frontière, il sera très difficile d'enrayer la crise, la Russie ne paraissant pas pouvoir tolérer l'occupation de la Serbie, après que celle-ci s'est, en réalité, soumise à la note autrichienne, en lui donnant toutes satisfactions et garanties. L'Allemagne, du fait même de la position prise par elle, est qualifiée pour intervenir utilement et être écoutée à Vienne ; si elle ne le fait pas, elle justifie tous les soupçons et assume la responsabilité de la guerre. »

Le garde des Sceaux, ministre des Affaires étrangères par intérim, poursuivait en ces termes : « Les puissances et, en particulier, la Russie, la France et l'Angleterre, ont déterminé par leurs pressants conseils Belgrade à céder ; elles ont donc rempli leur rôle ; maintenant, c'est à l'Allemagne, seule en situation d'être entendue rapidement à Vienne, à donner des conseils à l'Autriche qui a obtenu satisfaction et ne peut, pour un détail facile à régler, déchaîner la guerre générale. C'est dans ces conditions que se présente la proposition faite par le cabinet de Londres ; M. Sazonoff ayant dit à l'ambassadeur d'Angleterre qu'à l'appel de la Serbie aux puissances, la Russie accepterait de se tenir à l'écart, sir Ed. Grey a formulé auprès des cabinets de Paris, de Berlin et de Rome, la suggestion suivante : les ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres, seraient chargés de chercher avec sir Ed. Grey un moyen de résoudre les difficultés actuelles, étant entendu que, pendant cette conversation, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active. Sir A. Nicolson a parlé de cette suggestion à l'ambassadeur d'Allemagne, qui s'y est montré favorable ; elle sera également bien accueillie à Paris et aussi à Rome, selon toute vraisemblance. Ici encore, la parole est à l'Allemagne, qui a l'occasion de témoigner autrement qu'en paroles sa bonne volonté. »

Et M. Bienvenu-Martin, télégraphiant dans le

même sens à M. Jules Cambon, lui disait : « Je vous prie de vous concerter avec votre collègue anglais et d'appuyer auprès du gouvernement allemand sa démarche dans la forme qui vous paraîtra opportune. »

Mais voici que, de nouveau, la *France* capte un radio de la tour Eiffel, et c'est M. Bienvenu-Martin qui nous rapporte l'insistance que M. de Schœn a mise à faire passer dans les journaux une note proclamant la solidarité de l'Allemagne et de la France. Le ministre explique que l'ambassadeur lui a donné l'impression de chercher à compromettre la France au regard de la Russie, quitte, en cas d'échec, à rejeter sur la Russie et sur la France la responsabilité d'une guerre éventuelle ; et M. Bienvenu-Martin ajoute qu'il a lui-même publié une note intentionnellement moins accusée et ainsi conçue : « L'ambassadeur d'Allemagne et le ministre des Affaires étrangères ont eu un nouvel entretien, au cours duquel ils ont recherché les moyens d'action des puissances pour le maintien de la paix. »

A tous les télégrammes qu'il recevait ainsi morceaux par morceaux, M. René Viviani avait répondu, le 28, de sa cabine de la *France* (1) : « J'approuve pleinement la réponse que vous avez faite au baron de Schœn ; la thèse que vous avez soutenue est l'évidence même ; dans la recherche d'une

(1) *Livre jaune*, nº 76.

solution pacifique du conflit, nous sommes pleinement d'accord avec la Russie, qui n'est pas responsable de la situation actuelle et n'a encore procédé à aucune mesure quelconque pouvant éveiller le moindre soupçon ; mais il est évident qu'à titre de contre-partie, l'Allemagne ne saurait se refuser à donner des conseils au gouvernement austro-hongrois, dont l'action a ouvert la crise. Il y a donc lieu de continuer à tenir à l'ambassadeur d'Allemagne le même langage. Ce conseil est, d'ailleurs, en harmonie avec la double proposition anglaise mentionnée dans votre télégramme. J'approuve entièrement la combinaison suggérée par sir Ed. Grey et j'invite directement M. Paul Cambon à le lui faire savoir. Il est essentiel que l'on sache à Berlin et à Vienne que notre plein concours est acquis aux efforts que poursuit le gouvernement britannique en vue de chercher une solution au conflit austro-serbe. L'action des quatre puissances intéressées ne peut s'exercer uniquement à Vienne et à Pétersbourg. En proposant de l'exercer aussi à Belgrade, ce qui veut dire surtout, en fait, entre Vienne et Belgrade, sir Ed. Grey rentre dans la logique de la situation ; et, en n'excluant pas Pétersbourg, il offre, d'autre part, à l'Allemagne un moyen de se départir, en toute dignité, de la démarche par laquelle le gouvernement allemand a fait savoir à Paris et à Londres que l'affaire était envisagée par lui comme purement austro-serbe et dépourvue de caractère général. »

Dans la nuit suivante, M. Viviani reçut de M. Bienvenu-Martin un nouveau message (1) : « Malgré les assurances données, tant à Berlin qu'à Paris, par les agents allemands, du désir de leur gouvernement de concourir aux efforts pour le maintien de la paix, aucune action suivie n'est exercée par eux pour retenir l'Autriche ; la proposition anglaise, qui consiste dans une réunion des quatre puissances le moins intéressées pour obtenir un arrêt des opérations militaires à Vienne, Belgrade et Pétersbourg, rencontre à Berlin des objections de nature à la faire échouer. L'ambassadeur d'Autriche a fait une démarche pour annoncer que son gouvernement prendrait demain des mesures énergiques pour contraindre la Serbie à lui donner les satisfactions et les garanties qu'il exige de cette puissance. Le comte Szecsen ne s'est pas expliqué sur ces mesures ; la mobilisation, à partir du 28 juillet, paraît certaine d'après notre attaché militaire à Vienne... »

Le mercredi matin 29, nous arrivions en vue de Dunkerque, et nous nous empressions de débarquer sur cette terre de France, qui, pendant les interminables longueurs de la traversée, nous avait paru si effroyablement lointaine. Nous avions prévenu le maire de la ville, M. Terquem, qu'il nous serait impossible de nous arrêter, comme nous l'avions promis au départ, et nous mon-

(1) *Livre jaune*, nº 77.

tâmes, en effet, précipitamment dans le train qui devait nous ramener à Paris. Mais sur les jetées, sur les quais, le long du chemin de fer, une foule très dense était massée, dans laquelle se voyaient des milliers d'ouvriers et de dockers, et il y avait, dans cette multitude frémissante, une telle unanimité de résolution patriotique que nous en fûmes touchés jusqu'aux larmes. Sur tout notre trajet, entre Dunkerque et Paris, dans les gares, aux passages à niveau, partout, ce fut le même spectacle. Dans l'outrage fait à la Serbie, la nation tout entière avait senti l'atteinte portée au droit des peuples ; derrière l'Autriche, elle avait aperçu l'Allemagne, et après Tanger, après Agadir, après toutes les provocations qu'elle avait subies, il lui semblait voir, dans ce qui se passait sur le Danube, un défi nouveau. Un des hommes politiques qui nous avaient reçus à Dunkerque m'avait dit : « Nous en avons assez ! Le pays est à bout de patience. — Il ne faut jamais être à bout de patience, lui avais-je répondu. Tâchons encore de sauver la paix. »

Deux membres du gouvernement, MM. René Renoult et Abel Ferry, étaient venus au-devant de nous. Ils nous avaient mis au courant des mesures de précaution auxquelles le Cabinet s'était décidé en notre absence ; les permissionnaires militaires avaient été rappelés ; les troupes qui se trouvaient dans des camps d'instruction avaient rejoint leurs garnisons ; les fonctionnaires avaient

tous reçu l'ordre de rester à leurs postes ; des approvisionnements avaient été achetés pour Paris ; bref, toutes les dispositions avaient été prises pour le cas où une mobilisation deviendrait un jour nécessaire, mais rien n'avait été fait qui ressemblât à un acte de mobilisation.

A la gare du Nord, le ministre de la guerre, M. Messimy, qui, avec tous les autres membres du gouvernement, nous attendait sur le quai, me dit : « Vous allez voir Paris, monsieur le président : c'est splendide. » Oui, c'était splendide. Avant, pendant et après la guerre, j'ai eu bien des occasions de sentir battre le cœur de Paris ; jamais je n'ai vu de manifestation aussi profondément émouvante que celle de ce 29 juillet 1914. Dans le landau découvert où j'étais assis à côté de M. Viviani, je regardais, la poitrine oppressée, cette innombrable population qui était venue de tous les quartiers de la ville et qui s'écrasait à toutes les fenêtres, sur tous les trottoirs, sur tous les refuges. Elle ne poussait qu'un cri : « Vive la France ! » Elle n'avait qu'une âme ; elle n'exprimait qu'une pensée et une volonté : « Faites tout encore, nous disait Paris, pour nous épargner les horreurs d'une guerre ; mais, si vous n'y réussissez pas, ayez confiance en nous. Tous, tant que nous sommes, nous saurons remplir notre devoir. »

VI

SUPRÊMES TENTATIVES DE PAIX, LA GUERRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En rentrant le 29 juillet à Paris, M. Viviani et moi, nous apprîmes bien des choses qui s'étaient passées en notre absence et que nous ignorions encore. Nous fûmes loin cependant de connaître aussitôt tout ce qu'on a su depuis, lorsque la révolution a ouvert les archives de Vienne et de Berlin. L'empereur d'Allemagne était, comme nous l'avons vu, parti pour la mer du Nord le 7, après avoir stimulé la diplomatie austro-hongroise et convoqué les représentants de ses propres états-majors militaire et naval. Il était resté absent jusqu'au 27. Ce voyage avait si bien le caractère d'un alibi préparé par le gouvernement allemand que, le 18 juillet, M. de Jagow demandait au comte Wedel, de la suite de l'empereur, la marche suivie par le *Hohenzollern* et disait : « Comme nous désirons localiser le conflit éventuel entre la Serbie et l'Autriche » (c'est-à-dire assurer l'écrasement de la Serbie), il ne faut pas alarmer le monde par le retour prématuré de Sa Majesté. Mais, d'autre

part, il faut pouvoir atteindre l'empereur au cas où des événements qu'on ne peut prévoir devraient nécessiter de notre part des décisions importantes (mobilisation) et, éventuellement, il faudrait penser à une croisière dans la Baltique pour les derniers jours du voyage (1). » Mais, de loin, l'empereur ne perdait pas de vue le plan qu'il avait dressé à Potsdam (2) et, le 19 juillet, il donnait l'ordre de maintenir la flotte concentrée jusqu'au 25,

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 67. Trad. fr. de KAUTSKY, p. 85.

(2) J'ai reçu de M. Maurice Bompard, sénateur de la Moselle, ancien ambassadeur à Constantinople, l'intéressante lettre que voici :

Paris, 10 mars 1921.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans votre conférence d'hier, vous avez parlé du conseil impérial tenu à Potsdam le 5 juillet 1914. Je puis vous fournir à ce sujet les indications que voici :

A cette époque, le baron Wangenheim, ambassadeur d'Allemagne en Turquie, était à Berlin. Il rentra un peu à l'improviste à Constantinople le 14 juillet. Dans les jours qui suivirent, il rendit visite au marquis Garroni, ambassadeur d'Italie ; il lui dit alors, comme parlant à un allié : « La guerre est décidée ; la résolution en a été prise dans un grand conseil qui s'est réuni à Potsdam, sous la présidence de l'empereur, avant son départ pour la Norvège. »

Le marquis Garroni a tout d'abord gardé pour lui cette confidence. Il semble même que le fait lui ait paru si monstrueux, qu'il a eu peine à y ajouter foi. Mais lorsque la guerre eut éclaté, le baron Wangenheim en fit part à tout venant. M. Morgenthau, ambassadeur d'Amérique, rapporte dans ses Mémoires le récit détaillé que son collègue allemand fit à lui-même de ce conseil, dans les premiers jours d'août 1914.

Comme de juste, les indiscrétions du baron Wangenheim

c'est-à-dire jusqu'après la remise de l'ultimatum(1). Le 23, le chancelier de l'Empire prévient le comte Wedel que la note autrichienne sera remise dans l'après-midi et que le délai fixé par l'ultimatum expirera le 25. « L'intervention d'autres puissances, télégraphie-t-il, nous entraînerait dans le conflit. Il n'est pas à supposer que cela se produise immédiatement, c'est-à-dire que l'Angleterre se décide, tout de suite, à intervenir. A lui seul, le voyage du président Poincaré, qui quitte ce soir Cronstadt, et visite Stockholm le 25, Copenhague le 27, Christiania le 29 et n'arrive à Dunkerque que le 31 retarderait toute résolution. La flotte anglaise, d'après des communications de l'état-major de l'Amirauté, se sépare le 27 et rentre dans ses ports. Un appel prématuré de notre flotte pourrait provoquer des inquiétudes générales et paraître suspect en Angleterre (2). » Ainsi, on espère que le président de la République et le président du Conseil de France accompliront leur voyage sans

parvinrent assez vite à mes oreilles et, dès cette époque, j'en ai reçu la confirmation du marquis Garroni lui-même auprès de qui je cherchais à en contrôler l'exactitude. Sans entrer dans les détails que relate M. Morgenthau et qui ne lui ont peut-être pas été donnés, il reconnut en avoir bénéficié, quant au fond, avant même l'éclosion du conflit.

Veuillez agréer, monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération et l'expression de mes sentiments dévoués.

M. Bompard.

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 101.
(2) *Ibid.*, n° 125.

l'abréger, que l'Autriche aura le temps d'écraser la Serbie avant leur retour, que l'Angleterre tardera à se prononcer, et le gouvernement impérial pense que, dans ces conditions, il peut attendre encore, avant de rappeler sa flotte. Mais l'empereur est plus pressé et le 25, de son propre mouvement, il donne à la flotte allemande l'ordre de rejoindre le canal de Kiel. Le chancelier lui télégraphie que la flotte anglaise se disloque, que « sir Ed. Grey, tou au moins provisoirement, ne pense pas à une participation directe de l'Angleterre à une guerre européenne », et qu'il vaut mieux dès lors ne pas prescrire un retour prématuré de la flotte allemande. Aussitôt Guillaume se fâche et crible le télégramme d'annotations méprisantes pour son chancelier civil ; il souligne lui-même dédaigneusement le qualificatif civil. « La mobilisation à Belgrade, dit-il, peut entraîner la mobilisation russe qui aura pour conséquence celle de l'Autriche ; dans ce cas, il faut que je concentre mes forces sur terre et sur mer... C'est ce que le chancelier civil n'a pas encore pu comprendre (1) ! » Comme le remarque Kautsky en publiant ces documents, Guillaume prévoyait donc clairement que l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie aurait pour conséquence probable une guerre générale ; il avait poussé l'Autriche à la violence ; il avait parfaitement compris qu'une catastrophe en pouvait résulter ; il avait cependant

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 182.

continué ses coupables encouragements. Mais jusqu'à la dernière heure, il avait essayé de cacher son jeu, et l'Autriche en avait fait autant. La veille du jour où l'ultimatum fut remis à Belgrade, notre ambassadeur à Vienne, M. Dumaine, étant allé au Ballplatz, le baron Macchio, chef de section au ministère, lui affirma que les demandes qui seraient formulées dans la note autrichienne permettraient de compter sur un dénouement pacifique. En transmettant ce renseignement à M. Bienvenu-Martin, M. Dumaine ajoutait, il est vrai, prudemment : « Je ne sais quelle foi il faut accorder à ces espérances, en raison des habitudes de la chancellerie impériale (1). » Le baron Macchio obéissait en effet au mot d'ordre des deux gouvernements impériaux : endormir l'Europe jusqu'au coup de massue qu'on voulait donner à la Serbie.

Le 23 juillet, l'ultimatum autrichien était remis à Belgrade ; le 24, il était communiqué aux puissances ; et c'est le 25 que la Serbie était mise en demeure de répondre. On s'était donc arrangé de telle manière que la France, l'Angleterre et la Russie fussent surprises par la rapidité des événements.

En même temps, l'Allemagne criait partout qu'elle était étrangère à la démarche autrichienne et qu'elle n'avait pas connu d'avance le texte

(1) *Livre jaune français* 1914, nº 20.

de la note. Nous savons déjà qu'elle avait intentionnellement laissé carte blanche à l'Autriche; mais il est établi, en outre, que le gouvernement de Berlin a eu, contrairement à ses affirmations réitérées, communication de l'ultimatum lui-même avant qu'il fût signifié à la Serbie.

L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirschky, avait, en effet, reçu un exemplaire de la note le 21 juillet et il l'avait envoyé à Berlin dans une lettre qui y arriva le 22 juillet. La Wilhelmstrasse aurait donc eu le temps de télégraphier au Ballplatz pour arrêter le geste décisif, mais comment l'eût-elle fait, alors que, depuis plusieurs semaines, elle avait incité l'Autriche aux mesures extrêmes? Dans son livre sur les origines de la guerre, M. de Jagow prétend que le document envoyé par Tschirschky ne lui aurait été remis que le soir du 22, après une visite de l'ambassadeur d'Autriche qui, vers sept ou huit heures, lui avait lui-même apporté le texte de la note. En admettant même cette version, nous ne pouvons pas ne pas remarquer qu'il était encore aisé de télégraphier à Vienne, puisque les deux chancelleries impériales étaient d'accord pour ne faire la démarche à Belgrade que le 23 à 6 heures du soir, c'est-à-dire à l'heure où j'allais quitter la Russie. Il est donc évident que l'Allemagne, après avoir encouragé l'Autriche, n'a pas songé à la retenir, même lorsqu'elle a connu le texte du document incendiaire. Nous avons, du reste, l'aveu du sous-secrétaire

d'État Zimmermann ; il écrivait en effet, le 11 août 1917, à von dem Bussche : « Cher Bussche, l'indication des *Evening News* est matériellement exacte, en ceci que nous avions, en effet, reçu l'ultimatum environ douze heures avant sa remise à la Serbie. Mais je n'ai gardé aucun souvenir d'en avoir dit un mot à un diplomate américain. On peut donc publier un démenti. (Ainsi, d'après Zimmermann, on peut démentir ce qui est exact ; il suffit pour cela qu'on ait soigneusement caché la vérité ; et il continue) : « Mais, quant à l'opportunité de ce démenti, étant donné qu'il ne sera pas possible de celer indéfiniment que nous avons connu la pièce, c'est une autre question (1). » Le livre rouge autrichien de 1919 confirme, d'ailleurs, que l'ambassadeur d'Allemagne avait eu communication, dès le 21, du texte complet de l'ultimatum. L'acharnement que l'Allemagne a mis à soutenir le contraire montre bien qu'elle se rendait compte de l'effroyable responsabilité qu'elle avait assumée en se faisant la complice de l'attentat autrichien. Elle espérait donner le change au monde. Tout son plan a été clairement exposé dans un rapport que la légation de Bavière à Berlin envoyait à Munich le 18 juillet et qui était ainsi conçu : « Dans l'intérêt de la localisation de la guerre, la direction de l'empire commencera une action diplomatique auprès des grandes puissances, aussitôt

(1) *Die deutschen Dokumente, etc., Anhang VII.*

après la remise de la note autrichienne à Belgrade. S'appuyant sur le fait que l'empereur est en voyage dans le Nord et que le chef du grand état-major et le ministre de la Guerre de Prusse sont en congé (vous voyez la comédie et le jeu des alibis), elle prétendra avoir été surprise par l'action de l'Autriche, exactement au même degré que les autres puissances. Elle s'efforcera d'obtenir l'adhésion des puissances à ce point de vue que le différend existant entre l'Autriche et la Serbie est une affaire concernant seulement ces deux États (1). » En d'autres termes, elle s'efforcera d'obtenir des puissances l'adhésion à l'écrasement de la Serbie. Nous voilà prévenus par un Allemand qui se renseigne à Berlin pour renseigner lui-même Munich.

Mais les conjurés avaient compté sans la sagesse de la Serbie, à qui, par avance, la Russie et la France avaient conseillé la modération. Le 25, à l'heure dite, M. Pachitsch, président du Conseil, avait donné une réponse qui contenait, sur tous les points essentiels, un acquiescement aux exigences inouïes de l'Autriche. Une demi-heure après la remise de cette réponse, et sans même prendre la peine de la lire sérieusement, le baron Giesl, ministre d'Autriche à Belgrade, avait notifié la rupture des relations diplomatiques et avait quitté la ville. En même temps, l'Autriche commençait

(1) *Die deutschen Dokumente, etc., Anhang VII*, nº 2.

à mobiliser. Le 28, elle déclarait la guerre à la Serbie ; le 29, elle bombardait Belgrade. Comme l'a écrit le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, « un regard de Berlin aurait suffi pour décider le comte Berchtold à se contenter d'un succès diplomatique et à être apaisé par la réponse serbe. Mais cela n'a pas eu lieu ; bien loin de là ; on poussait à la guerre. »

On poussait à la guerre ; rien en effet, de plus certain. Lorsqu'il avait appris, le 25 juillet, l'émoi causé à Belgrade par l'ultimatum autrichien, Guillaume s'était empressé d'écrire en marge du télégramme : « Comme toute cette soi-disant grande puissance serbe se montre creuse. Tous les États slaves ont cette conformation. Il faut marcher ferme sur les pieds de cette crapule (1). » Et comme Tschirschky rapportait que le comte Berchtold, pour convaincre la Russie de ses bonnes dispositions, avait fait venir le chargé d'affaires russe, l'empereur annotait encore, le 26 juillet (2), le télégramme de son ambassadeur : « Absolument superflu. Cela provoquera une impression de faiblesse et d'excuse, ce qui est tout à fait un tort vis-à-vis de la Russie et doit être évité. L'Autriche a de bonnes raisons ; elle a fait une démarche en conséquence ; elle ne peut pas la voir mettre, pour ainsi dire, en discussion. » L'Allemagne continuait

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 159.
(2) *Ibid.*, nº 155.

si bien à exciter l'Autriche que le 25 juillet, le comte Szögyeni télégraphiait de Berlin à Vienne (1) : « Ici, on suppose généralement que la réponse présumée négative de la Serbie (on ne comptait pas, vous le voyez, sur une acceptation ; on croyait l'ultimatum trop sévèrement rédigé pour avoir à redouter une solution pacifique) sera suivie immédiatement de notre déclaration de guerre, combinée avec des opérations belliqueuses... On nous conseille de la manière la plus pressante de procéder immédiatement et de mettre le monde devant un fait accompli. »

C'était surtout vis-à-vis de l'Angleterre que l'empereur et son gouvernement cherchaient à dissimuler leurs véritables intentions. Ils espéraient l'amuser et l'abuser jusqu'à la dernière heure. Le 22 juillet, le prince de Lichnowsky adressait de Londres à Berlin un rapport où il exposait que sir Edward Grey lui avait exprimé le souhait que l'Autriche tiendrait compte de la dignité nationale de la Serbie. « La dignité nationale de la Serbie, écrit Guillaume, ça n'existe pas. La question ne regarde pas Grey ; c'est l'affaire de S. M. François-Joseph. Gigantesque impudence britannique (2). » Le 24, nouveau rapport de Lichnowsky et nouvelles annotations de Guillaume. La note autrichienne a été communiquée à l'Angleterre ;

(1) *Livre rouge autrichien* de 1919.
(2) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 374.

sir Ed. Grey a dit à l'ambassadeur d'Allemagne qu'elle dépassait tout ce qu'il avait vu jusqu'alors « et qu'un État qui accepterait de pareilles exigences cesserait de compter au nombre des États indépendants ». « Ce serait très désirable, note Guillaume ; ce n'est pas un État au sens européen du mot ; c'est une bande de brigands. » Lichnowsky ajoute : « Grey m'a dit qu'il serait prêt à intervenir pour faire prolonger le délai, attendu qu'il serait peut-être possible alors de trouver une solution. » « Inutile », tranche Guillaume. « Grey a enfin suggéré que, dans le cas d'une tension dangereuse, les quatre puissances non immédiatement intéressées, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie, entreprissent une médiation entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. » (C'est ainsi, vous vous rappelez, que la paix avait été sauvée en 1912.) « Inutile », répète Guillaume. Je ne puis rien à moins que l'Autriche ne m'en prie instamment, ce qui est peu probable. Dans les questions d'honneur et d'intérêts vitaux, on ne consulte pas les autres (1). »

L'Angleterre n'était pas seule à préoccuper l'Allemagne. Il y avait aussi l'Italie. L'article 7 du traité de la triple alliance portait que les puissances contractantes devaient s'entendre entre elles avant de modifier l'état de choses dans les Balkans et que si l'Autriche obtenait un accroissement de territoire, l'Italie aurait droit à un dédommage-

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 157.

ment. Le 24, l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, Flotow, télégraphiait qu'il avait eu « un entretien assez agité » avec le président du Conseil, M. Salandra, et avec le ministre des Affaires étrangères, marquis de San Giuliano. Ce dernier avait déclaré que « l'esprit de la triple alliance, pour une démarche agressive de l'Autriche aussi fertile en conséquences, aurait exigé que l'Autriche s'entendît, d'abord, avec ses alliés. L'Italie, n'ayant pas été informée, ne pouvait pas se considérer comme engagée. » Et le ministre avait ajouté : « Le texte de la note autrichienne est rédigé d'une manière si agressive et si maladroite que l'opinion publique de l'Europe et de l'Italie serait contre l'Autriche et qu'elle serait plus forte que tout gouvernement. » « Blague, écrit Guillaume. L'Italie a déjà voulu filouter en Albanie et l'Autriche a froncé les sourcils... Tout cela n'est que du rabâchage et on verra bien au cours des événements (1). » Malgré l'optimisme impérial, le gouvernement de Berlin, troublé par le langage de l'Italie, essaya de rapprocher les cabinets de Rome et de Vienne, et le 26, M. de Bethmann-Hollweg télégraphiait à Tschirschky : « Le chef de l'état-major général considère aussi comme absolument nécessaire que l'Italie soit maintenue dans la triple alliance. Une entente entre Vienne et Rome est donc nécessaire (2). »

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 168.
(2) *Ibid.*, nº 202.

L'empereur lui-même, malgré le mépris qu'il affectait pour l'Italie, se rendit à l'opinion de son gouvernement, et le 27, M. de Jagow télégraphiait à l'ambassadeur d'Allemagne en Autriche : « S. M. l'empereur considère comme indispensable que l'Autriche s'entende avec l'Italie sur l'article 7 et sur la question des compensations. Sa Majesté a ordonné de communiquer ses instructions à Votre Excellence en la priant d'en faire part au comte Berchtold (1). » Pourquoi ce souci de rapprocher l'Autriche et l'Italie? Évidemment, parce que, dans l'hypothèse de plus en plus probable d'une guerre générale, l'Allemagne voulait être assurée d'avoir avec elle tout le bloc de la triple alliance.

Un instant, cette attitude de l'Italie et la soumission inattendue de la Serbie firent hésiter l'empereur Guillaume. Le 28 juillet, il écrivit à M. de Jagow (2) que la réponse de Belgrade exauçait les désirs de la monarchie danubienne et qu'une « capitulation humiliante, annoncée *urbi et orbi*, éliminait toute cause de guerre. » Il ajoutait toutefois : « Les Serbes sont des Orientaux, donc menteurs, faux et hypocrites. Pour transformer en actes leurs belles promesses, il faut employer une douce violence. Cela devrait se faire de telle manière que l'Autriche prît un gage — Bel-

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 267.
(2) *Deutsche Politik*, 18 juillet 1919. *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 293.

grade. Cela est nécessaire aussi pour donner à l'armée, mobilisée en vain pour la troisième fois (retenez que l'armée autrichienne, d'après Guillaume lui-même, avait été mobilisée), l'apparence d'un succès aux yeux de l'étranger et la conscience d'avoir, au moins, foulé le sol de l'étranger. » Ainsi, à l'heure même où il considère comme réalisés les vœux de l'Autriche, Guillaume demande encore qu'on fasse une douce violence à la Serbie. Et s'il paraît hésiter une seconde devant les décisions irrévocables, il va nous livrer lui-même le secret de ses fugitifs scrupules. Le 28 juillet, le général allemand de Chelius, attaché à la personne du tsar, rapporte une conversation qu'il a eue, le même jour, avec le prince Troubetskoy, de l'entourage de l'empereur Nicolas. Le prince a fait remarquer qu'après la réponse de la Serbie, l'Autriche prendrait une grave responsabilité, si elle provoquait un conflit européen. Et Guillaume, trahissant le fond de sa pensée, laisse échapper ces mots : « C'est là le souci qui m'obsède après la lecture de la réponse serbe. » Ainsi, le souci qui l'obsède, c'est que l'Autriche ne paraisse pas responsable ; mais, quand Chelius rapporte que le prince Troubetskoy a dit : « Nous croyons que l'empereur d'Allemagne donnera à l'Autriche le conseil utile de ne pas trop tendre l'arc, de reconnaître la bonne volonté de la Serbie et de laisser les puissances ou la cour d'arbitrage de la Haye décider sur les points en litige », aussitôt Guillaume

s'empresse d'écrire : « Absurdité. Ce sont des phrases pour se décharger sur moi de la responsabilité. Je n'en veux pas (1). » Et il est, en effet, si résolu à tâcher de rejeter cette responsabilité sur la Russie que le 28, son chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, télégraphie à Tschirschky. « La réponse du gouvernement serbe à l'ultimatum permet de reconnaître que la Serbie est allée, dans une si large mesure, au-devant des demandes autrichiennes que si le gouvernement impérial maintient une attitude absolument intransigeante, il faut prévoir qu'il s'aliénera successivement toute l'opinion publique européenne... Il peut être exposé aux propositions de médiation et de conférence des autres puissances et, s'il persiste dans sa réserve actuelle vis-à-vis de ces propositions, c'est sur lui que retombera finalement, même aux yeux du peuple allemand, le reproche d'avoir provoqué une guerre mondiale. Dans ces conditions, une guerre victorieuse sur trois fronts ne peut pas être déclenchée. *Il faut donc de toute nécessité que la responsabilité de l'extension éventuelle du conflit aux Etats qui ne sont pas directement intéressés dans la question retombe en tout état de cause sur la Russie...* Vous devez éviter soigneusement de créer l'impression que nous désirons retenir l'Autriche. Il s'agit seulement de trouver une modalité qui permette à l'Autriche de réaliser

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.* nº 337.

son but, c'est-à-dire d'arrêter la propagande panserbe, sans déchaîner une guerre universelle et si, *en fin de compte, cette guerre ne peut être évitée, d'améliorer, dans la mesure du possible, les conditions dans lesquelles il faudra la conduire en notre faveur* (1). » Au lendemain de la réponse serbe, l'Allemagne s'arrête donc une seconde sur le bord de l'abîme vers lequel elle a poussé l'Autriche. Mais, au lieu de parler nettement à Vienne et de dire à la monarchie dualiste : « Puisque vous avez satisfaction, tenez-vous tranquille, » elle conseille encore la « douce violence », l'occupation militaire de Belgrade ; elle ne veut pas créer l'impression qu'elle désire retenir l'Autriche ; elle laisse le gouvernement austro-hongrois déclarer la guerre à la Serbie ; elle a surtout la pensée de se décharger sur la Russie des responsabilités qu'elle sait avoir encourues et de préparer la falsification historique qu'elle tentera dès le début des hostilités.

Cette tactique apparaît clairement dans la correspondance télégraphique qui s'échange alors entre Guillaume et Nicolas et que le livre blanc allemand a reproduite avec des lacunes et des interversions de dates (2). C'est ainsi que le 28 juillet, après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, l'empereur de Russie télégraphie de

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 323.

(2) *Ibid.*, n°s 323, etc., — Rapport de la Commission sénatoriale d'enquête.

Peterhof à l'empereur d'Allemagne : « Je suis heureux que tu sois rentré en Allemagne. En ce moment si grave, je te prie instamment de venir à mon aide. Une guerre ignoble a été déclarée à un faible peuple. L'indignation, que je partage entièrement, est immense en Russie. Je prévois que très prochainement, je ne pourrai plus résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures extrêmes qui conduiront à la guerre. Pour prévenir la calamité que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui sera en ton pouvoir pour empêcher ton allié d'aller trop loin. » Guillaume lit ce télégramme et l'annote. Il met deux points d'exclamation en face des mots « guerre ignoble » et il ajoute : « Aveu de sa propre faiblesse et essai de m'attribuer la responsabilité de la guerre. Le télégramme contient une menace cachée et une sommation pareille à un ordre d'arrêter le bras de l'allié. » Et, malgré la supplication du tsar, Guillaume fait partir pour Peterhof un télégramme qu'il a lui-même préparé dans la journée pour justifier aux yeux de Nicolas l'action belliqueuse de l'Autriche : « C'est avec la plus vive inquiétude que j'ai appris l'impression qu'a produite sur ton empire la marche en avant de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie. L'agitation sans scrupule qui se poursuit depuis des années en Serbie a conduit au monstrueux attentat dont l'archiduc François-Ferdinand a été la victime...

Sans doute, conviendras-tu avec moi que tous deux, toi aussi bien que moi, nous avons, comme tous les souverains, un intérêt commun à insister pour que ceux qui sont responsables de ce terrible meurtre reçoivent le châtiment qu'ils méritent. (Ainsi il approuve maintenant l'Autriche de vouloir châtier la Serbie qui s'est soumise, et il essaie de faire appel à la solidarité des empereurs et des rois, pour intimider Nicolas ; et il continue) : d'autre part, je ne me dissimule aucunement combien il est difficile pour toi et ton gouvernement de résister aux manifestations de l'opinion publique. En souvenir de la cordiale amitié qui nous lie tous deux étroitement depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie. Je compte bien que tu me seconderas dans mes efforts tendant à écarter toutes difficultés qui pourraient encore s'élever. Ton ami et cousin très sincère et dévoué. GUILLAUME. » Nous allons voir que, loin de faire les efforts qu'il annonçait, Guillaume s'ingéniait, au contraire, à écarter tous les moyens de conciliation que lui proposaient l'Angleterre et la France. Mais, pour le moment, ce que je dois remarquer, c'est que le télégramme du tsar était arrivé à Berlin le 29 juillet à 1 heure du matin et que celui de l'empereur Guillaume en était seulement parti dans la même nuit, à 1 heure 45. Dans le livre blanc, on a cependant interverti l'ordre des deux pièces,

pour faire croire que c'était Guillaume qui avait télégraphié le premier et Nicolas qui lui avait répondu. On est allé plus loin. On a supprimé dans le livre blanc la réponse de l'empereur de Russie, qui est partie de Peterhof le 29 juillet à 20 h. 30 et qui est d'une importance capitale (1); c'est même cette importance qui explique le silence du livre blanc. « Je te remercie, disait le tsar, de ton télégramme conciliant et amical, alors que les communications officielles de ton ambassadeur à mon ministère ont été d'un ton très différent. Je te prie de tirer au clair la cause de cette différence. Il vaudrait mieux soumettre le problème austro-serbe à la conférence de la Haye. J'ai confiance en ta sagesse et ton amitié. Signé : Ton Nicky qui t'aime. » Retenez ce télégramme. Nous sommes au 29 juillet. La guerre est déclarée à la Serbie; Belgrade vient d'être bombardée; l'ambassadeur d'Allemagne tient un langage menaçant à Saint-Pétersbourg; et pourtant le tsar propose à Guillaume de soumettre le différend austro-serbe à la conférence de la Haye. Il pousse donc aussi loin que possible l'esprit de conciliation. Que répond le gouvernement allemand? Le chancelier Bethmann-Hollweg télégraphie sur-le-champ à son ambassadeur en Russie : « Je prie Votre Excellence d'expliquer, par une discussion immédiate avec M. Sazonoff, la prétendue contradic-

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 360.

tion entre votre langage et le télégramme de Sa Majesté. L'idée de la conférence de la Haye sera naturellement exclue dans le cas présent. » Exclue la conférence de la Haye ; exclue toute conférence internationale ; exclue toute médiation, telle était la volonté de l'Allemagne.

Ce même jour, mercredi 29 juillet, nous étions rentrés à Paris, M. Viviani et moi, et nous avions tenu, dans l'après-midi, un conseil des ministres, où nous avions longuement examiné la situation. Nous avions appris que M. Boppe était arrivé à Belgrade le 25, qu'il y avait conseillé toutes les concessions compatibles avec la dignité de la Serbie, que M. Bienvenu-Martin avait donné, dès le 24 juillet, les mêmes conseils à M. Vesnitch, et que ces recommandations avaient été appuyées par les ministres d'Angleterre et de Russie. Mais, tout de suite, notre action pacifique s'était trouvée paralysée par le mot d'ordre que le chancelier d'Allemagne avait envoyé, dès le 23 juillet, à tous ses agents. « Il s'agit dans cette affaire, avait-il déclaré, d'une question qui doit se régler entre l'Autriche et la Serbie. » Et, en effet, lorsque sir Ed. Grey avait pris l'initiative de proposer aux cabinets de Berlin, de Paris et de Rome une coopération en vue du maintien de la paix, l'Allemagne, qui cependant avait d'abord affecté d'adhérer au principe d'une médiation, s'était immédiatement dérobée et avait nettement repoussé l'idée d'une conférence et même celle d'une réunion des

ambassadeurs (1). A peine arrivé à Paris, M. Viviani avait télégraphié à M. Paul Cambon pour lui demander d'encourager le gouvernement anglais dans ces tentatives de conciliation : « Je vous serais obligé, disait-il, de prier sir Ed. Grey de bien vouloir reprendre, le plus tôt possible, à Berlin, sous la forme qu'il jugera la plus efficace, sa proposition de médiation des quatre puissances, qui avait obtenu l'adhésion de principe du gouvernement allemand. Le gouvernement russe a dû, de son côté, faire exprimer directement le même désir au gouvernement anglais ; la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, ses envois de troupes sur la frontière austro-russe, la mobilisation russe consécutive sur la frontière de Galicie, ont, en effet mis fin aux conversations directes austro-russes (2). » En réalité, le gouvernement austro-hongrois avait, tout de suite, écarté les ouvertures de M. Sazonoff et sir Ed. Grey, informé de ce refus, avait aussitôt repris, avec la plus noble patience, l'idée de l'intervention amicale des quatre puissances les moins intéressées. Le même jeu s'était alors renouvelé à Berlin (3). Le gouvernement allemand avait accepté en prin-

(1) Télégrammes de M. J. Cambon, 27 juillet. *Livre jaune*, nos 73 et 74.

(2) *Livre jaune*, no 97.

(3) *Qui a voulu la guerre?* par MM. E. Durckheim et E. Denis, professeurs à l'Université de Paris (Armand Colin, p. 25 et 28).

cipe cette intervention, mais il n'avait voulu entendre parler ni de conférence ni de médiation. « Eh bien ! avait répondu sir Ed. Grey au prince Lichnowsky, priez votre gouvernement de préparer lui-même une formule. Quelle qu'elle soit, si elle permet de maintenir la paix, elle sera agréée par l'Angleterre, la France et l'Italie. » Mais cette conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne avait laissé à sir Ed. Grey une telle inquiétude qu'en la rapportant à M. Paul Cambon, il avait cru devoir lui dire qu'il trouvait la situation très grave et qu'il gardait peu d'espoir dans une solution pacifique (1).

Les pressentiments de sir Ed. Grey se justifiaient, en effet, de plus en plus. M. Mollard, ministre de France à Luxembourg, télégraphiait que la garnison allemande de Thionville avançait dans la direction de Pierrevillers, en face de Homécourt. Notre consul de Mannheim nous prévenait du passage de deux trains qui amenaient des troupes d'Augsbourg à Metz. Notre consul de Stuttgard nous informait que les militaires en congé avaient reçu, le 28, l'ordre télégraphique de rejoindre leurs régiments ; notre consul général à Francfort, M. Roussin, nous signalait d'importants mouvements de troupes qui s'étaient continués la veille, la nuit et le matin (2).

(1) Télégramme de M. Paul Cambon, *Livre jaune*, nº 98.

(2) *Livre jaune*, nº 88.

A 5 heures et demie de l'après-midi, M. de Schœn n'en était pas moins venu au quai d'Orsay pour interroger M. Viviani sur les mesures de précaution militaire que prenait le gouvernement de la République. Il avait ajouté, il est vrai, que la France était libre d'agir ainsi ; mais, avait-il dit, « en Allemagne, nous n'avons ni le droit ni le moyen de tenir des préparatifs secrets. Il ne faudrait donc pas que l'opinion française s'alarmât, si l'Allemagne considérait certaines mesures comme nécessaires. » — « Nous n'avons rien fait qui soit de nature à préoccuper personne, avait répondu M. Viviani ; nous ne songeons qu'à maintenir la paix ; nous sommes prêts à tout pour y parvenir et nous nous prêterons à quelque négociation que ce soit pour éviter la guerre (1). » M. de Schœn avait, d'ailleurs, je dois le dire, fidèlement rendu compte de cette conversation à son gouvernement. « M. Viviani, avait-il télégraphié à Berlin, ne veut pas abandonner l'espoir du maintien de la paix, que l'on souhaite ici vivement (2). » Déclaration capitale que je vous prie de retenir. A la veille de la guerre, M. de Schœn est donc le premier à informer l'Allemagne des intentions pacifiques du gouvernement français.

M. Viviani vint me voir dans le courant de la nuit. Il avait reçu la visite de M. Isvolsky. L'ambassadeur de Russie lui avait rapporté que le comte

(1) *Livre jaune*, n° 101.

(2) Télégramme de M. de Schœn, déchiffré pendant la guerre.

de Pourtalès était allé à Saint-Pétersbourg trouver M. Sazonoff et lui avait dit : « L'Allemagne est décidée à mobiliser ses forces armées, si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires. — Mais, avait répondu le ministre russe, nous n'avons commencé nos préparatifs qu'à la suite de la mobilisation par l'Autriche de huit corps d'armée et du refus qu'a opposé cette puissance à tout règlement pacifique de son différend avec la Serbie. » Et M. Sazonoff avait chargé son ambassadeur de nous faire savoir que, dans ces conditions, « la Russie en était réduite à envisager l'imminence de la guerre et qu'elle comptait sur notre secours d'alliée. » En plein accord avec moi, M. Viviani télégraphia aussitôt à Saint-Pétersbourg et à Londres. Il répondit naturellement que la France était prête à remplir les obligations de l'Alliance, mais il s'empressa d'ajouter : « Elle ne négligera, d'ailleurs, aucun effort en vue de la solution du conflit dans l'intérêt de la paix générale. La conversation engagée entre les puissances moins directement intéressées permet encore d'espérer que la paix pourra être préservée. J'estime donc qu'il serait opportun que, dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces (1). »

(1) *Livre jaune*, n° 101.

Et le 30 juillet, M. Paléologue, qui s'était acquitté de sa mission, mandait à M. Viviani : « M. Sazonoff, à qui j'ai fait connaître votre désir de voir éviter toute mesure militaire qui pourrait offrir à l'Allemagne un prétexte à la mobilisation générale, m'a répondu que justement, dans le cours de la nuit dernière, l'état-major avait fait surseoir à des mesures de précaution militaire pour éviter toute équivoque. Hier, le chef d'état-major général russe a convoqué l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne et lui a donné sa parole d'honneur que la mobilisation ordonnée ce matin vise exclusivement l'Autriche. Toutefois, dans un entretien qu'il a eu cet après-midi avec le comte de Pourtalès, M. Sazonoff a dû se convaincre que l'Allemagne ne veut pas prononcer à Vienne la parole décisive qui sauvegarderait la paix. L'empereur Nicolas garde la même impression d'un échange de télégrammes qu'il vient d'avoir personnellement avec l'empereur Guillaume. D'autre part, l'état-major et l'amirauté russes ont reçu d'inquiétants renseignements sur les préparatifs de l'armée et de la marine allemandes. En me donnant ces informations, M. Sazonoff a ajouté que le gouvernement russe n'en continue pas moins ses efforts de conciliation. Il m'a répété : « Jusqu'au dernier instant, je négocierai (1). »

Nous connaissons aujourd'hui, en partie tout au

(1) *Livre jaune*, nº 102.

moins, les télégrammes impériaux dont parlait M. Sazonoff. Je dis en partie parce que l'Allemagne n'a pas publié dans ses livres blancs celui que le tsar avait envoyé, le 29, au kaiser pour lui expliquer qu'en présence de la mobilisation autrichienne, la Russie était forcée de répondre par des mesures analogues. L'empereur d'Allemagne avait riposté que l'Autriche-Hongrie n'avait mobilisé que contre la Serbie et que si la Russie mobilisait contre l'Autriche, la mission de médiateur qu'il avait acceptée — sans rien faire, du reste, pour la remplir — allait devenir impossible. Et Nicolas II lui avait immédiatement télégraphié : « Peterhof, 30 juillet, 1 h. 20 de l'après-midi. Je te remercie cordialement de ta prompte réponse. J'envoie aujourd'hui soir Ratischef avec instructions. Les mesures militaires qui sont mises maintenant en vigueur ont été déjà prises, il y a cinq jours, à titre de défense contre les préparatifs de l'Autriche. J'espère de tout mon cœur que ces mesures n'influeront en rien sur ton rôle de médiateur, que j'approuve grandement. Nous avons besoin de ton intervention énergique auprès de l'Autriche, afin qu'elle arrive à une entente avec nous. »

Dans cette journée du 30, il restait donc encore une lueur d'espoir. Le matin, le Conseil des ministres se réunit, de nouveau, à l'Élysée. Le président du Conseil et M. Messimy, ministre de la Guerre, avaient été informés que l'Allemagne avait

pris ses dispositifs de couverture à quelques centaines de mètres de notre frontière, sur tout le front du Luxembourg aux Vosges, et que même elle avait porté les troupes sur leurs positions de combat. Après avoir consulté le général Joffre, qui devait être général en chef en temps de guerre, MM. Viviani et Messimy proposèrent au Conseil de prendre nous-mêmes des mesures correspondantes, mais de retenir nos troupes à dix kilomètres de la frontière, en leur interdisant de s'en rapprocher davantage. M. Viviani pria aussitôt M. Paul Cambon de faire part de cette mesure au gouvernement britannique, et il ajoutait : « Notre plan, conçu dans un esprit d'offensive, prévoyait pourtant que les positions de combat de nos troupes de couverture seraient aussi rapprochées que possible de la frontière. En livrant ainsi une bande de territoire sans défense à l'agression soudaine de l'ennemi, le gouvernement de la République tient à montrer que la France, pas plus que la Russie, n'a la responsabilité de l'attaque. » Et pour fortifier cette affirmation, M. Viviani comparait les mesures prises depuis quelques jours des deux côtés de la frontière : les permissionnaires allemands rappelés cinq jours avant les nôtres ; l'armement des places voisines de la France commencé en Allemagne dès le 25, alors que rien de pareil n'était fait chez nous ; les gares occupées militairement en Allemagne à cette même date du samedi 25 et chez nous le mardi 28 seulement ; les réservistes allemands

appelés par convocations individuelles, quand les nôtres étaient tranquilles dans leurs foyers ; et enfin, par deux fois, des patrouilles allemandes ayant déjà pénétré sur notre territoire (1).

Il y avait eu cependant, le 30, dans l'esprit du gouvernement allemand, un certain trouble, provoqué, semble-t-il, par le langage que sir Ed. Grey avait tenu la veille au prince Lichnowsky. La terreur de l'Allemagne était de voir l'Angleterre intervenir dans le conflit. Aussi bien, le chancelier de l'Empire avait-il transmis à son ambassadeur en Autriche les observations du ministre britannique avec ces commentaires : « Si l'Autriche décline toute médiation, nous sommes donc maintenant en présence d'une conflagration où, selon toute apparence, l'Italie et la Roumanie ne seraient pas avec nous et où l'Angleterre serait contre nous ; nous nous trouverions donc tous deux en opposition avec quatre grandes puissances. Par la participation de l'Angleterre, le poids principal de la lutte pèserait sur l'Allemagne. Le prestige politique de l'Autriche, l'honneur de ses armes et ses revendications justifiées vis-à-vis de la Serbie, pourraient être suffisamment sauvegardés par l'occupation de Belgrade ou d'autres places. Par l'humiliation de la Serbie, la monarchie renforcerait sa position tant dans les Balkans que vis-à-vis de la Russie. Dans ces circonstances, nous

(1) *Livre jaune*, n° 106.

sommes obligés de recommander, de façon urgente, à la considération du cabinet de Vienne, d'accepter la médiation aux conditions honorables indiquées. Au cas contraire, la responsabilité des conséquences serait excessivement lourde pour l'Autriche et pour nous (1). » Ainsi, bien que l'Angleterre n'ait pas encore pris publiquement parti, l'attitude de sir Ed. Grey a fait réfléchir, un instant, l'Allemagne sur les terribles responsabilités que l'Autriche et elle vont encourir ; et elle fait part de ses craintes à Vienne ; mais, au même moment, quelle solution pacifique tient-elle pour désirable? L'humiliation de la Serbie et le renforcement de l'Autriche contre la Russie.

Dans l'après-midi du même jour, M. Bethmann-Hollweg avait prié l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne d'engager le gouvernement austro-hongrois à reprendre la conversation avec Saint-Pétersbourg (2) ; et dans la soirée, il avait encore télégraphié pour exprimer le souhait que l'Autriche ne rejetât pas de parti pris les propositions anglaises : « Si l'Angleterre réussit dans ses efforts, disait-il, tandis que Vienne se refuse à tout, Vienne affirme par là qu'elle veut absolument une guerre où nous serons impliqués, alors que la Russie en demeure innocente. Il en résulterait, vis-à-vis de notre propre nation, une situation intenable pour nous.

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 395. — KAUTSKY, trad. fr., *op. cit.*, p. 148, 149.
(2) *Ibid.*, nº 396.

Nous ne pouvons donc que recommander énergiquement à l'Autriche d'accepter la proposition de Grey, qui sauvegarde sa position sous tous les rapports (1). » Mais à peine ce télégramme était-il parti que la Wilhelmstrasse en envoyait un autre pour prescrire à Tschirchky de ne pas l'exécuter (2). C'était l'état-major allemand qui était intervenu, sous prétexte que les préparatifs militaires de la Russie et de la France ne permettaient plus des efforts diplomatiques et rendaient nécessaire une décision rapide (3).

La veille au soir, il s'était tenu, en effet, à Potsdam, sous la présidence de l'empereur, un conseil extraordinaire, où les autorités militaires avaient été convoquées. A la suite de cette réunion, et dans le cours même de la nuit, le chancelier avait fait venir précipitamment l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir E. Goschen ; il lui avait exprimé la crainte que la conflagration européenne ne fût désormais inévitable et, suivant le mot de sir E. Goschen, il avait offert « une forte enchère pour s'assurer la neutralité de l'Angleterre ». C'était toujours, vous le voyez, la même obsession. « Si la Grande-Bretagne, avait dit le chancelier, consentait à rester à l'écart, le gouvernement impérial était prêt à donner toutes les assurances que, en cas de victoire, il ne chercherait aucun agrandisse-

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, n° 441.
(2) *Ibid.*, n° 450.
(3) *Ibid.*, n°s 451 et 464. — KAUTSKY, *op. cit.*, p. 152.

ment territorial aux dépens de la France continentale. Il se refusait toutefois à prendre le même engagement pour les colonies françaises... Quant à la Belgique, les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver obligée d'y entreprendre dépendraient de ce que ferait la France (1). »

Voilà l'abominable marchandage que l'Allemagne proposait, en toute hâte, à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne. Rien ne montre mieux que, le 29 au soir, après le conseil de Potsdam, elle aurait pris de gaieté de cœur son parti d'une guerre avec la France, si elle avait été sûre de la neutralité de l'Angleterre. L'incertitude où elle se trouvait à l'endroit des dispositions du gouvernement britannique était le seul frein qui la retînt encore. Son état-major ne pensait pas, du reste, qu'il y eût là un motif de retarder le grand coup. Le 30, à une heure de l'après-midi, un journal officieux, le *Lokal Anzeiger*, publiait une édition spéciale pour annoncer la mobilisation générale de l'armée et de la flotte allemandes. Cette édition se répandit dans Berlin, puis fut saisie par ordre du gouvernement, qui envoya un démenti aux ambassadeurs étrangers (2). Mais naturellement la nouvelle donnée par le *Lokal Anzeiger* avait été, tout de suite, transmise de Berlin à Saint-Pétersbourg et à Vienne.

(1) Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne, nº 85.

(2) M. J. Cambon à M. Viviani, Berlin 15 h. 30, reçu à Paris à 22 heures.

Elle avait paru d'autant moins invraisemblable en Russie qu'au même moment, à Berlin, tout le monde parlait de l'imminence de la mobilisation allemande. M. Jules Cambon avait, en effet, télégraphié à M. Viviani le 30 juillet, à 2 h. 30 de l'après-midi : « Le bruit court que la mobilisation aurait été décidée ce matin au Conseil et serait probablement décrétée demain. Aux correspondants de journaux, à la Wilhelmstrasse, on a déclaré qu'on ne pouvait ni démentir, ni confirmer les bruits de ce matin, mais que des résolutions graves avaient été prises. Il règne une grande émotion. »

Au même moment, sir G. Buchanan télégraphiait de Saint-Pétersbourg à Londres : « La nervosité a atteint ici un tel degré que, si l'Autriche se refuse à faire une concession, la Russie ne pourra plus se retenir, et maintenant qu'elle sait que l'Allemagne arme, elle ne peut guère, pour des raisons stratégiques, retarder la transformation de la mobilisation partielle en mobilisation générale. »

L'immensité de l'Empire russe et l'insuffisance de ses voies de communications rendaient, en effet, la mobilisation russe beaucoup plus lente que les autres mobilisations européennes. Il est donc malheureusement trop explicable que la nouvelle de ce qui se passait à Berlin, jointe à celle du bombardement de Belgrade dans la journée du 29, ait causé à Saint-Pétersbourg une très vive émotion (1).

(1) *Livre jaune*, n° 113.

Le lendemain, vendredi 31 juillet, M. Dumaine télégraphiait de Vienne à M. Viviani : « La mobilisation générale atteignant tous les hommes de dix-neuf à quarante-deux ans a été décrétée par le gouvernement austro-hongrois ce matin à la première heure (1). » Et peu après, le même jour, M. Viviani recevait ce message de M. Paléologue : « En raison de la mobilisation générale de l'Autriche et des mesures de mobilisation prises secrètement, mais d'une manière continue, par l'Allemagne depuis six jours, l'ordre de mobilisation générale de l'armée russe a été donné, la Russie ne pouvant, sans le plus grave danger, se laisser davantage devancer ; en réalité, elle ne fait que prendre des mesures militaires correspondant à celles prises par l'Allemagne (2). » Tout nous confirmait, en effet, à nous-mêmes, les dispositions de l'Allemagne. M. Allizé nous informait de Munich que les officiers des corps de troupes avaient été alertés dans la nuit du 30 au 31 et que les ponts commandant les voies ferrées étaient gardés militairement. Notre ministre à Copenhague nous annonçait que la mobilisation était en cours sur la frontière de Danemark et que les troupes de Hambourg étaint parties vers l'Est. M. Roussin télégraphiait de Francfort que, malgré ses démentis, l'Allemagne avait commencé une mobilisation au

(1) *Livre jaune*, nº 115.
(2) *Ibid*, nº 118.

moins partielle et que de nombreuses recrues avaient quitté Francfort, dans la soirée du 30. Il nous était venu beaucoup d'autres renseignements concordants et, le vendredi matin, lorsque se réunit de nouveau le Conseil des ministres, il se trouva devant un horizon qui n'avait cessé de s'assombrir.

Dans la nuit était arrivé un télégramme de M. Jules Cambon ainsi conçu (1) : « L'attitude hésitante du gouvernement anglais est de nature à entraîner les plus terribles conséquences, car ici (à Berlin) on envisage avec espoir de succès la lutte contre la France et la Russie, si elles sont seules. Il n'y a que l'éventualité de l'intervention de l'Angleterre qui émeuve l'empereur, son gouvernement et tous les intérêts. La question du ravitaillement se pose et les particuliers font ici des provisions. L'annonce de cette intervention est donc de nature à avoir un effet préventif. » Ayant pris connaissance de ce télégramme, je proposai au Conseil des ministres, qui accepta ma suggestion, de faire porter par courrier au roi George V une lettre personnelle pour lui signaler l'intérêt que présenterait une déclaration immédiate et publique de l'Angleterre. « De toutes les informations qui nous arrivent, disais-je, il résulte que si l'Allemagne avait la certitude que le gouvernement anglais n'interviendrait pas dans

(1) Télégramme de Berlin, 31 juillet, 1 h. 30, reçu à 3 heures du matin, nº 231, très urgent.

un conflit où la France serait engagée, la guerre serait inévitable et qu'en revanche, si l'Allemagne avait la certitude que l'entente cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aurait les plus grandes chances pour que la paix ne fût pas troublée. » Cette lettre a été publiée, depuis la guerre, par le gouvernement anglais. Je ne vous la lis donc pas tout entière (1).

(1) 31 juillet 1914.

CHER ET GRAND AMI,

Dans les circonstances graves que traverse l'Europe, je crois devoir communiquer directement à Votre Majesté les renseignements que le gouvernement de la République a reçus d'Allemagne. Les préparatifs militaires auxquels se livre le gouvernement impérial, notamment dans le voisinage immédiat de la frontière française, prennent chaque jour une intensité et une accélération nouvelles. La France, résolue à faire jusqu'au bout tout ce qui dépendra d'elle pour maintenir la paix, s'est bornée jusqu'ici aux mesures de précaution les plus indispensables. Mais il ne semble pas que sa prudence et sa modération ralentissent les dispositions de l'Allemagne, loin de là. Nous sommes donc peut-être, malgré la sagesse du gouvernement de la République et le calme de l'opinion, à la veille des événements les plus redoutables.

De toutes les informations qui nous arrivent, il résulte que si l'Allemagne avait la certitude que le gouvernement anglais n'interviendrait pas dans un conflit où la France serait engagée, la guerre serait inévitable et qu'en revanche, si l'Allemagne avait la certitude que l'entente cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aurait les plus grandes chances pour que la paix ne fût pas troublée.

Sans doute, nos accords militaires et navals laissent entière la liberté du gouvernement de Votre Majesté et,

M. William Martin, directeur du protocole, la porta immédiatement à Londres et, dans la soirée

dans les lettres échangées en 1912 entre sir Ed. Grey et M. Paul Cambon, l'Angleterre et la France se sont simplement engagées, l'une vis-à-vis de l'autre, à causer entre elles en cas de tension européenne et à examiner ensemble s'il y avait lieu à une action commune.

Mais le caractère d'intimité que le sentiment public a donné, dans les deux pays, à l'entente de l'Angleterre et de la France, la confiance avec laquelle nos deux gouvernements n'ont cessé de travailler au maintien de la paix, les sympathies que Votre Majesté a toujours témoignées à la France, m'autorisent à lui faire connaître, en toute franchise, mes impressions, qui sont celles du gouvernement de la République et de la France entière.

C'est, je crois, du langage et de la conduite du gouvernement anglais que dépendent désormais les dernières possibilités d'une solution pacifique.

Nous avons nous-mêmes, dès le début de la crise, recommandé à nos alliés une modération dont ils ne se sont pas départis. D'accord avec le gouvernement royal et conformément aux dernières suggestions de sir Edward Grey, nous continuerons à agir dans le même sens. Mais si tous les efforts de conciliation portent du même côté et si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre, les exigences de l'Autriche demeureront inflexibles et un accord deviendra impossible entre la Russie et elle.

J'ai la conviction profonde qu'à l'heure actuelle, plus l'Angleterre, la France et la Russie donneront une forte impression d'unité dans leur action diplomatique, plus il sera encore permis de compter sur la conservation de la paix.

Votre Majesté voudra bien excuser une démarche qui n'est inspirée que par le désir de voir l'équilibre européen définitivement raffermi.

Je prie Votre Majesté de croire à mes sentiments les plus cordiaux.

Raymond POINCARÉ.

même, la fit tenir au roi. Jusqu'à la dernière minute nous ne voulions, comme vous le voyez, laisser échapper aucune chance de paix.

Mais dans l'intervalle, les choses s'étaient encore gâtées. L'état de danger de guerre — Kriegsgefahrzustand — avait été proclamé en Allemagne ; et, en même temps, le gouvernement impérial avait chargé le comte de Pourtalès de demander à la Russie de démobiliser, dans un délai de douze heures, aussi bien du côté autrichien que du côté allemand. Sinon, l'Allemagne serait, disait-elle, obligée de mobiliser elle-même (1).

M. de Schœn était venu annoncer cette décision à M. Viviani, et détail singulier, dans la note destinée à la France, se trouvait une phrase, particulièrement grave, qui ne figurait pas dans la note à la Russie : « La mobilisation signifiera inévitablement la guerre. » Cette phrase avait, sans doute, pour objet de fournir à M. de Schœn l'occasion d'interroger la France sur ce qu'elle ferait en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie. Toujours est-il que M. de Schœn commença par présenter le Kriegsgefahrzustand comme une réponse à la mobilisation russe et qu'il demanda ensuite, au nom de son gouvernement, quelle serait, en cas de conflit entre la Russie et l'Allemagne, l'attitude de la France ; et, comme M. Viviani évitait inten-

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 490. — *Livre jaune*, nº 116.

tionnellement de le renseigner, M. de Schœn lui dit qu'il viendrait prendre la réponse le lendemain matin samedi à une heure. Il ajouta quelques mots inquiétants. Il pria M. Viviani de présenter au président de la République ses hommages et ses remerciements et demanda qu'on voulût bien prendre des dispositions pour sa propre personne. Bref, il parut nous annoncer son départ (1). Le président du Conseil, avec lequel j'étais en communication constante, s'empressa de me faire part de cet entretien. Nous convînmes que, le samedi, lorsque M. de Schœn reviendrait le voir, il lui dirait simplement que la France s'inspirerait de ses intérêts. Répondre qu'elle resterait neutre, c'eût été, en effet, trahir notre alliée ; répondre que nous viendrions au secours de la Russie, c'était risquer d'envenimer une situation déjà très grave ; c'était, en outre, offrir à l'Allemagne un prétexte pour se dire menacée par nous d'une déclaration de guerre.

Le Kriegsgefahrzustand permettait, d'ailleurs, à l'Allemagne d'appeler immédiatement ses réservistes, de procéder à une mobilisation secrète et de proclamer l'état de siège. En fait, dans la journée, elle avait coupé la voie ferrée sur son territoire dans le voisinage de notre frontière, suspendu le passage des trains et même gardé une locomotive française.

(1) *Livre jaune*, nº 120.

Trois Conseils des ministres se tinrent successivement à l'Élysée. Après avoir, de nouveau, consulté le général Joffre, le ministre de la Guerre se vit dans la nécessité de proposer au gouvernement des mesures complémentaires de précaution. Elles furent décidées et le Conseil prescrivit l'achèvement de la seconde ligne de couverture. Mais, d'accord avec le ministre de la Guerre et avec l'état-major, le gouvernement, voulant garder jusqu'au bout une réserve irréprochable, n'ordonna cependant pas encore ce jour-là la mobilisation.

Nous ignorions, à ce moment, les instructions que M. de Schœn avait reçues du chancelier Bethmann-Hollweg, lorsqu'il s'était présenté au quai d'Orsay pour poser sa question insidieuse à M. Viviani. Le télégramme qui lui était arrivé a été déchiffré pendant la guerre. Il était ainsi conçu : « La Russie a, malgré notre action médiatrice encore en cours, et bien que nous n'ayons nous-mêmes pris aucune mesure de mobilisation, décidé la mobilisation de son armée et flotte entière, par conséquent aussi contre nous. Nous avons là-dessus déclaré état de danger de guerre, que la mobilisation doit suivre au cas où la Russie ne suspendrait pas dans les douze heures toutes mesures de guerre contre nous et l'Autriche. La mobilisation signifie inévitablement la guerre. Veuillez demander au gouvernement français s'il peut, dans une guerre russo-allemande, rester neutre. Réponse doit être donnée dans les dix-huit

heures. Télégraphier aussitôt heure de la question posée. La plus grande hâte s'impose. » Et le télégramme continuait, dans une cryptographie plus compliquée et plus secrète, par ces mots : « Si le gouvernement français déclare rester neutre, Votre Excellence voudra bien lui faire savoir que nous devons, comme garantie de cette neutralité, exiger la remise des forteresses de Toul et de Verdun, que nous occuperions et que nous restituerions après achèvement de la guerre avec la Russie. Réponse à cette dernière question doit être ici avant samedi après-midi quatre heures. Signé : BETHMANN-HOLLWEG. » Voilà la récompense qu'on nous aurait offerte, dans le cas où nous aurions répudié notre alliance !

Malgré cette démarche, un éclair d'espérance avait encore brillé dans la soirée du 31. Le comte Szecsen était venu faire au quai d'Orsay cette déclaration : « Mon gouvernement a avisé officiellement la Russie qu'il n'avait aucune ambition territoriale et qu'il ne toucherait pas à la souveraineté d'État de la Serbie. Il répudie également toute intention d'occuper le sandjak. Mais ces déclarations de désintéressement ne conservent leur valeur que si la guerre reste localisée à l'Autriche et à la Serbie. En cas de guerre européenne, nous reprendrions nos droits. » En commentant ces déclarations, l'ambassadeur d'Autriche avait laissé entendre, à titre personnel, que, si son gouvernement ne pouvait répondre aux questions des puissances

parlant en leur propre nom, il pourrait sans doute répondre à la Serbie ou à une puissance lui demandant ses conditions au nom de la Serbie. En même temps, à Pétersbourg, l'ambassadeur d'Autriche était venu voir M. Sazonoff et lui avait déclaré que son gouvernement consentirait à entamer une discussion avec la Russie. M. Sazonoff, très satisfait, avait proposé que les pourparlers eussent lieu à Londres. Tout cela était inespéré et M. Viviani se hâta de prévenir nos ambassadeurs à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Vienne et à Rome (1). Les choses paraissaient donc en voie d'arrangement ; et peut-être qu'en effet, elles se seraient arrangées sans l'ultimatum que l'Allemagne avait adressé à la Russie et par lequel elle lui avait demandé la démobilisation totale. Comme le télégraphiait de Berlin, le 1er août, M. Jules Cambon (2) : « L'ultimatum à la Russie ne peut qu'écarter les dernières chances de paix que les conversations engagées semblaient laisser subsister. On peut se demander si, dans de pareilles conditions, l'acceptation de l'Autriche était sérieuse et n'avait pas pour objet de faire peser la responsabilité du conflit sur la Russie. Mon collègue d'Angleterre a fait, dans la nuit, un appel pressant aux sentiments d'humanité de M. de Jagow. Celui-ci lui a répondu que la question était trop engagée

(1) *Livre jaune*, nº 120.
(2) *Ibid.*, nº 121.

et qu'il fallait attendre la réponse russe à l'ultimatum allemand. Or, il a dit à sir E. Goschen que l'ultimatum réclamait le retrait de la mobilisation russe non seulement du côté de l'Allemagne, mais encore du côté de l'Autriche. Mon collègue anglais s'en est vivement étonné et lui a déclaré que ce dernier point semblait inacceptable pour la Russie. L'ultimatum de l'Allemagne, intervenant à l'heure précise où l'accord semble près de s'établir entre Vienne et Saint-Pétersbourg, est significatif de sa politique belliqueuse. Le conflit n'existait en fait qu'entre la Russie et l'Autriche, l'Allemagne n'ayant à intervenir que comme alliée de l'Autriche. Dans ces conditions, les deux puissances principalement intéressées étant disposées à causer, si l'Allemagne ne désirait pas la guerre pour son propre compte, il est incompréhensible qu'elle envoie un ultimatum à la Russie, au lieu de continuer à travailler, comme toutes les autres puissances, à une solution pacifique. Signé : J. CAMBON. »

Oui, incompréhensible ; M. Jules Cambon avait raison d'employer ce terme. D'autant plus incompréhensible que, l'empereur Guillaume ayant télégraphié le 31 juillet au tsar qu'il pouvait garantir les dispositions conciliantes de l'Autriche, Nicolas II lui avait répondu (1) : « Je te remercie de tout cœur de ton intervention qui laisse une lueur

(1) *Livre blanc*, p. 16, où est encore interverti l'ordre des télégrammes.

d'espoir que tout se termine encore à l'amiable. Techniquement, il est impossible de suspendre nos préparatifs militaires qui ont été nécessités par la mobilisation de l'Autriche. Nous sommes loin de désirer la guerre. Aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche au sujet de la Serbie, mes troupes ne se livreront à aucun acte de provocation, je t'en donne ma parole d'honneur. J'ai confiance absolue dans la grâce divine et souhaite la nécessité de ton intervention à Vienne pour le bien de nos pays et la paix de l'Europe. Cordialement à toi. NICOLAS. » L'ultimatum délivré et maintenu malgré cette parole d'honneur, c'était évidemment, de la part de l'Allemagne, le signe d'une odieuse préméditation.

Le samedi 1er août, M. de Schœn n'attendit pas une heure de l'après-midi pour revenir au quai d'Orsay ; il revit M. Viviani dans la matinée et lui renouvela son interrogation de la veille. « La France, répondit le président du Conseil, consultera ses intérêts. — J'avoue, répliqua l'ambassadeur, que ma question est un peu naïve », mais comme M. Viviani ne lui disait pas que la France resterait neutre, il ne put exécuter les instructions du chancelier et annoncer que l'Allemagne se réservait d'occuper militairement Toul et Verdun. Il ne demanda pas ses passeports et il se borna à protester de son amour pour la France et de sa reconnaissance pour l'accueil qu'il y avait toujours reçu. M. Viviani lui répondit qu'il avait, depuis

quelques heures, une impression plus favorable. L'Angleterre venait de faire une nouvelle proposition transactionnelle qui impliquait la suspension des préparatifs militaires russes, à condition que les autres puissances en fissent autant, et M. Sazonoff avait adhéré à cette proposition ; d'autre part, le gouvernement autrichien avait déclaré ne vouloir ni s'agrandir en Serbie, ni même pénétrer dans le sandjak, et il se disait prêt à discuter à Londres avec les autres puissances le fond même de la question austro-serbe. « Comment se peut-il, avait demandé M. Viviani, que ce soit le moment où l'Allemagne abandonne tout pourparler et pose un ultimatum à la Russie? » M. de Schœn, embarrassé, s'était borné à dire qu'il ignorait les développements survenus dans la question depuis vingt-quatre heures, qu'il y avait peut-être là une lueur d'espoir pour un accommodement, qu'il n'avait reçu aucune nouvelle communication de son gouvernement et qu'il allait s'informer. Il avait de nouveau protesté de son sincère désir de joindre ses efforts à ceux de la France pour arriver à la solution du conflit. M. Viviani avait insisté sur la grave responsabilité qu'assumerait le gouvernement impérial si, dans de pareilles circonstances, il prenait des initiatives non justifiées, de nature à compromettre irrémédiablement la paix (1).

Le 1er août, à midi, expirait le délai imparti à la

(1) *Livre jaune*, n° 125.

Russie par l'Allemagne pour une démobilisation générale. A cette heure, le gouvernement impérial allemand avait déjà envoyé à Saint-Pétersbourg le texte officiel de la déclaration de guerre, que le comte de Pourtalès était chargé de remettre à la Russie (1). L'ambassadeur était allé trouver M. Sazonoff à sept heures du soir, heure russe, et comme le ministre ne pouvait lui promettre une démobilisation unilatérale et immédiate, il lui avait remis la déclaration préparée. Dans l'après-midi, le tsar avait cependant encore télégraphié au kaiser : « J'ai reçu ton télégramme. Je comprends que tu sois forcé de mobiliser, mais je voudrais obtenir de toi la même garantie que celle que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous continuerons à négocier pour le salut de nos deux pays et de la paix générale qui est si chère à notre cœur. Notre amitié de longue date réussira, avec l'aide de Dieu, à empêcher l'effusion du sang. Plein de confiance, j'attends d'urgence ta réponse. NICOLAS II (2). » La réponse était déjà partie. C'était la déclaration de guerre.

Nous ne pouvions prévoir, dès le samedi matin, que les événements se dérouleraient avec cette effrayante rapidité. Cependant, en présence du danger qui menaçait l'Europe, le gouvernement de

(1) *Die deutschen Dokumente, etc.*, nº 542.
(2) *Ibid.*, nº 546.

la République n'avait pas pensé qu'il fût possible de reculer davantage l'ordre de mobilisation. Le Conseil des ministres, réuni dans la matinée, avait décidé que cet ordre serait envoyé télégraphiquement. Pour enlever aux mesures que nous étions forcés de prendre tout caractère offensif, nous avions résolu, en même temps, d'adresser au peuple français une proclamation collective, signée du président de la République et de tous les ministres, et portant que, fort de son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique de la crise, le gouvernement continuerait, malgré les précautions militaires qu'il était obligé de prescrire, l'action diplomatique qu'il avait poursuivie sans relâche depuis l'origine du conflit. Les conseils de sagesse et de calme que nous donnions étaient, du reste, superflus. Jamais la France n'avait offert un tel spectacle d'union, de sang-froid et de dignité.

Dans la nuit, vers 11 heures et demie, M. Isvolsky, très bouleversé, se présenta à l'Élysée et m'annonça la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Il avait ordre de me demander ce qu'allait faire la France. « Le gouvernement, lui dis-je, va en délibérer. Je ne doute pas qu'il ne soit prêt à demander aux Chambres de remplir les obligations que l'alliance nous impose. Mais n'insistez pas pour que le Parlement français déclare la guerre, tout de suite, à l'Allemagne. D'une part, nous avons intérêt à ce que notre mobilisation soit poussée aussi loin que possible avant le com-

mencement, désormais fatal, des hostilités ; d'autre part, mieux vaudrait que nous n'eussions pas à exécuter l'alliance et à déclarer la guerre. Si l'Allemagne nous la déclare elle-même, le peuple français se lèvera avec plus d'ardeur encore pour défendre son sol et sa liberté. » L'ambassadeur reconnut la justesse de mes observations. Le Conseil des ministres, immédiatement convoqué, se réunit de minuit à quatre heures du matin ; il approuva à l'unanimité la réponse que j'avais faite à M. Isvolsky et me pria de la lui confirmer. Je sortis un instant avec M. Viviani, pour répéter à l'ambassadeur, au nom du gouvernement, ce que je lui avais dit personnellement, et il fut convenu que nous attendrions les événements, avant d'exécuter nos engagements d'alliés.

Dans la matinée du dimanche 2 août, M. William Martin me rapporta de Londres la réponse de S. M. le roi George, datée de Buckingham Palace, 1er août : « Cher et grand ami, disait le roi, j'apprécie au plus haut point les sentiments qui vous ont poussé à m'écrire dans un esprit si cordial et si amical, et je vous suis reconnaissant de m'avoir exposé vos vues si pleinement et si franchement. Vous pouvez être assuré que la présente situation en Europe a été pour moi une cause de beaucoup d'anxiété et de préoccupation, et je suis heureux de penser que nos deux gouvernements ont travaillé si amicalement ensemble pour s'efforcer de trouver une solution pacifique des ques-

tions en litige. Ce serait pour nous une source de réelle satisfaction, si nos efforts réunis devaient aboutir et je ne suis pas encore sans espoir que les terribles événements qui semblent si proches puissent être conjurés. J'admire la contrainte que vous et votre gouvernement vous exercez en vous abstenant de prendre sur la frontière des mesures militaires indues et en adoptant une attitude qui ne puisse en aucune manière et en aucun sens être interprétée comme une provocation. Je fais personnellement mes meilleurs efforts auprès des deux empereurs de Russie et d'Allemagne pour trouver quelques moyens à l'aide desquels les opérations militaires actuelles puissent être en tout cas ajournées et que du temps puisse être gagné pour une calme discussion entre les puissances. J'ai l'intention de poursuivre des efforts sans arrêt aussi longtemps qu'il restera un espoir d'arrangement amiable. Quant à l'attitude de mon pays, les événements changent si rapidement qu'il est difficile d'en prévoir les développements futurs. Mais vous pouvez être sûr que mon gouvernement continuera de discuter librement et franchement avec M. Cambon tout point qui pourra surgir et présenter intérêt pour nos deux nations. Croyez-moi, monsieur le Président, votre sincère ami. George R. I. » Au moment où m'arrivait cette lettre, l'espoir qu'avait conçu le roi s'était malheureusement évanoui, puisque la veille, samedi 1er août, à 19 h. 10, l'Allemagne, se jetant à la traverse de

toutes les négociations, avait donné suite à son ultimatum et déclaré la guerre à la Russie. Mais qu'allait faire l'Angleterre? Le roi ne le disait pas et sir Ed. Grey n'avait pas encore pu répondre à M. Paul Cambon par une assurance positive. L'Allemagne avait réclamé de Londres une déclaration de neutralité ; elle ne l'avait pas obtenue ; le gouvernement anglais demeurait donc maître de son action ; les escadres britanniques étaient mobilisées et sir Ed. Grey comptait proposer à ses collègues de déclarer qu'elles s'opposeraient au passage du détroit par les escadres allemandes (1). C'était un premier pas. Mais, à une heure où la guerre était devenue inévitable, nous ne savions encore rien de plus. Dans l'après-midi du dimanche, M. Viviani apprit par un télégramme de M. Paul Cambon (2) qu'après un conseil des ministres tenu le matin, sir Ed. Grey avait fait à notre ambassadeur la déclaration suivante : « Je suis autorisé à donner l'assurance que si la flotte allemande pénètre dans la Manche ou traverse la mer du Nord afin d'entreprendre des opérations de guerre contre la côte française ou la marine marchande française, la flotte britannique donnera toute la protection en son pouvoir. » Ce n'était pas encore une promesse de coopération totale et l'Angleterre était si profondément pacifique qu'elle ne se décida,

(1) *Livre jaune*, nº 126.
(2) *Ibid.*, nº 137.

vous le savez, à intervenir de toutes ses forces dans le conflit qu'après avoir vu la neutralité de la Belgique violée par l'Allemagne. Nous passâmes donc la journée du 2 août dans une très grande anxiété. Au Conseil des ministres, le matin, l'état de siège fut proclamé. Cette décision entraînait l'obligation de réunir les Chambres dans les quarante-huit heures. Elles furent convoquées pour le mardi. Les agressions allemandes continuaient sur nos frontières et les incidents se multipliaient, bien que nos troupes fussent toujours tenues à dix kilomètres en arrière. M. Viviani remit à M. de Schœn une protestation motivée.

Le lendemain lundi, 3 août, dans la matinée, le prince Ruspoli, chargé d'affaires d'Italie (l'ambassadeur, M. Tittoni, était en croisière sur les côtes de Norvège), rendait visite à M. Viviani et lui notifiait officiellement la déclaration de neutralité de son pays. Le président du Conseil remercia avec effusion le prince Ruspoli et lui dit combien la France était heureuse de n'avoir pas à engager avec l'Italie une lutte fratricide. A la même heure, notre ministre de Bruxelles, M. Klobukowski, nous informait que la veille au soir le ministre d'Allemagne avait remis au gouvernement belge l'ultimatum que vous connaissez. La Belgique avait fait la réponse admirable que le monde n'oubliera jamais et les armées allemandes s'apprêtaient à marcher sur Liége.

La journée se passa encore tout entière sans que

le gouvernement français fût fixé sur les intentions de l'Angleterre. Sir Ed. Grey avait seulement fait savoir à M. Viviani qu'à la séance du mardi, le gouvernement français pourrait déclarer aux Chambres : « Dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la mer du Nord pour doubler les îles britanniques dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, en sorte que, dès ce moment, l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre. » C'était un nouveau pas et l'Angleterre nous promettait déjà un concours extrêmement précieux, mais ce concours restait conditionnel, et, si l'Allemagne ne cherchait pas à nous attaquer par mer, l'Angleterre pouvait s'abstenir. Or, l'Allemagne, quant à elle, n'était pas disposée à attendre davantage ; elle entendait tout brusquer ; et le 3 août, à 18 h. 45, M. de Schœn venait remettre la déclaration de guerre à M. Viviani et demander ses passeports. Le soir, à 22 heures, l'ambassadeur prenait à la Porte Dauphine un train spécial qui l'emmenait en Allemagne, pendant que M. Jules Cambon était forcé de quitter Berlin dans des conditions que le gouvernement impérial cherchait à rendre systématiquement vexatoires (1).

(1) *Livre jaune*, nº 155.

A la Chambre des Communes, sir Ed. Grey avait exposé en termes très sympathiques pour la France que l'Allemagne nous faisait une guerre agressive, que, sans doute, l'Angleterre n'avait envers nous aucune obligation diplomatique, mais qu'elle était liée à la France par une amitié sincère et que son intérêt national était, d'ailleurs, que nos côtes ne fussent pas insultées par une flotte étrangère. Il avait insisté plus longuement sur l'ultimatum remis à Bruxelles, sur la lettre que le roi Albert avait adressée au roi George, sur la garantie de neutralité donnée à la Belgique par les puissances et il avait été acclamé par toute l'Assemblée. Dans un conseil tenu le samedi soir, les ministres anglais décidèrent que des instructions seraient transmises le mardi matin à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin pour inviter le gouvernement allemand à retirer son ultimatum et à respecter la neutralité belge. « Si l'Allemagne refuse, avait dit sir Ed. Grey à M. Paul Cambon, ce sera la guerre (1) ».

Le mardi matin, j'écrivis de nouveau au roi George pour le remercier de sa lettre, ainsi que des déclarations de sir Ed. Grey. Je lui signalai, en même temps, l'urgence d'une coopération terrestre, pour la défense du territoire belge comme du territoire français (2). Le Conseil des ministres

(1) Télégramme de M. Paul Cambon, 12 h. 17, reçu à 3 h. 47, n° 194.

(2) Cher et grand ami, je remercie Votre Majesté de

approuva le texte de cette lettre. Il donna également son approbation au message que j'avais préparé pour les Chambres et que M. Viviani devait lire à la séance de l'après-midi : séance magnifique, dont j'eus immédiatement les échos par les membres du gouvernement. Ils en étaient tous sortis avec une indicible émotion et ils me répétaient : « Que n'avez-vous pu être là, comme nous? On n'a jamais rien vu de si beau en France. »

L'union sacrée, à laquelle j'avais fait appel, avait, en effet, spontanément jailli de tous les cœurs et devant l'abominable agression dont elle

la lettre qu'Elle a bien voulu m'écrire. Les déclarations faites à la Chambre des Communes par le gouvernement royal ont eu, en France, un profond retentissement. La cordiale entente de nos deux pays est plus étroite que jamais et la nouvelle d'une action commune a été accueillie par l'opinion publique avec émotion et avec joie. L'accord est complet entre les états-majors de la marine de nos deux pays. Mais jusqu'ici nous ne sommes point informés que le gouvernement de Votre Majesté ait arrêté définitivement ses intentions au sujet d'une coopération terrestre. S. M. le roi Albert a fait appel à notre concours, comme au vôtre, pour la défense du territoire belge. Le gouvernement de la République considère que, s'il était possible à l'Angleterre de débarquer, dès maintenant, en France, à destination de la Belgique, les unités militaires dont vous croiriez pouvoir disposer et dont la collaboration serait si précieuse, cette mesure, qui fournirait la preuve publique de notre fraternité d'armes, produirait en Belgique et en France un effet des plus salutaires. Je crois devoir faire part à Votre Majesté de ce sentiment et je la remercie de nouveau de son témoignage d'amitié.

Signé : R. Poincaré.

était l'objet, la France s'était immédiatement trouvée prête à tous les efforts, à toutes les vertus et à tous les sacrifices. Elle savait que, depuis de longues années, son gouvernement avait fait l'impossible pour conjurer le cataclysme qui venait de fondre sur l'Europe. Elle avait conscience d'avoir elle-même toujours contenu les sentiments de tristesse et de regrets que lui avaient laissé la défaite de 1870 et la perte de ses provinces. Elle se sentait innocente du crime qui venait d'être commis contre l'humanité. Elle pouvait partir, le front haut, pour les champs de bataille où allait se décider l'avenir du monde ; en face de l'impérialisme austro-allemand, elle devenait, aux yeux des peuples, la représentation vivante du droit et de la liberté.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

I. — La France et l'Allemagne après 1870..... 1

II. — L'alliance russe et l'entente cordiale..... 41

III. — Le Maroc et la crise balkanique..... 84

IV. — Le drame de Serajevo..... 133

V. — Les journées tragiques..... 182

VI. — Suprêmes tentatives de paix ; la guerre..... 229

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer par
Plon-Nourrit et Cie
à Paris, le 12 avril 1921.

(31)
859

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY